ICPALD

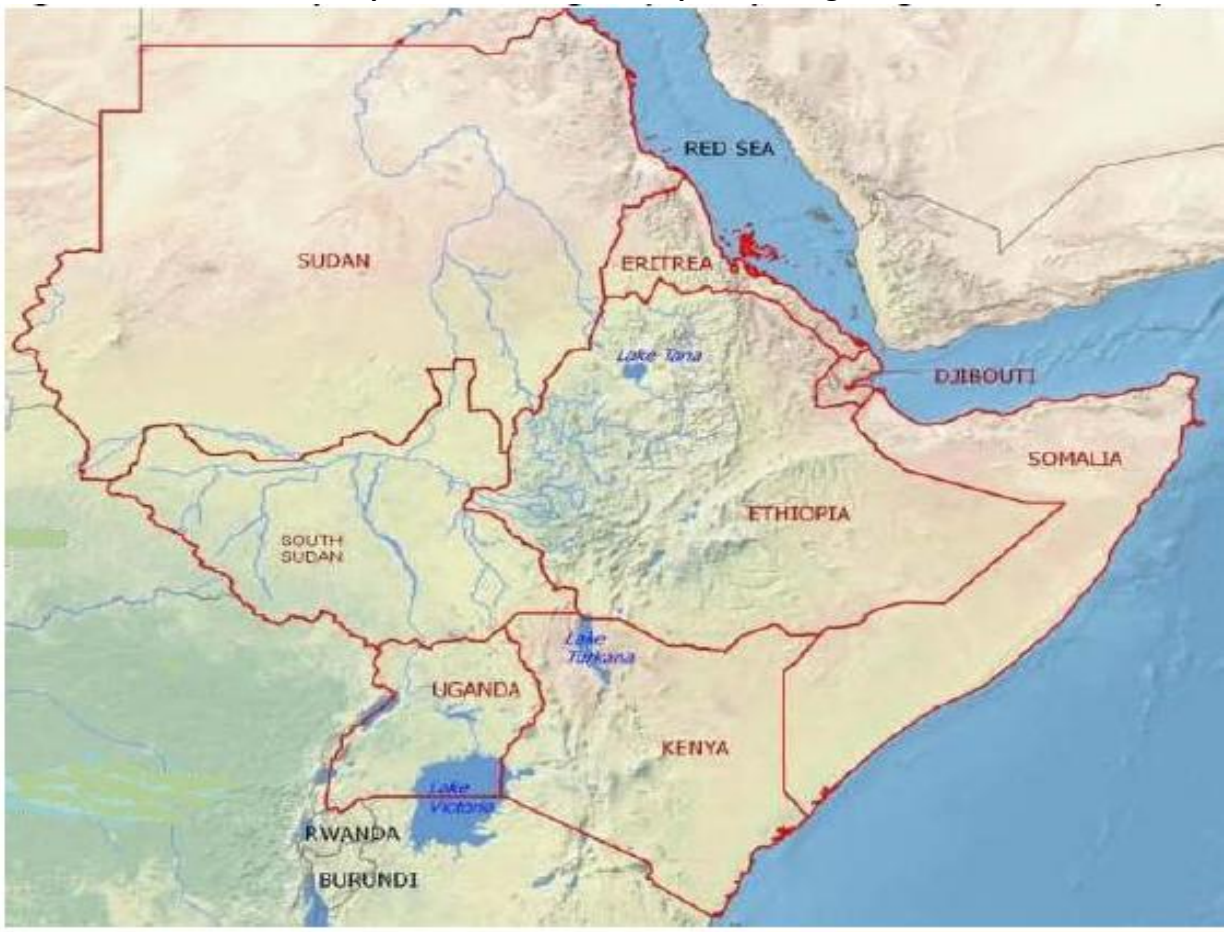
Le Centre IGAD pour les zones pastorales et le développement de l'élevage (ICPALD)

(ICPALD) Plan stratégique

2016 - 2020

Décembre 2015

Carte 1 : Représentation schématique de la région de l'IGAD



Avertissement : *les frontières des pays figurant sur la carte sont uniquement à titre indicatif et ne représentent pas la position de l'IGAD.*

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES iii
Liste des schémas iv
Liste des tableaux iv
Liste des cartes iv
Remerciement viii
Sommaire ix
1.0. INTRODUCTION 1
1.1. Historique et contexte 1
1.1.1 Le contexte de TASA dans la région de l'IGAD 2
1.1.2 La production de bétail, la productivité et le commerce dans TASA 3
1.1.3 L'agriculture des terres arides et des moyens de subsistance alternatifs 6
1.2. Principes d'organisation des processus de planification stratégique 9
2.0 ANALYSE DE LA SITUATION 10
2.1 ANALYSE FFPM ET PESTEL analyses 11
2.2.1 Forces, Faiblesses, Possibilités et menaces (FFPM) analyse 11
2.2.2 PESTEL analyse 12
2.2.3 Les enjeux stratégiques émergents et objectifs 18
3.0 CADRE STRATÉGIQUE 23
3.1 Orientations ministérielles ICPALD 24
3.2 Hiérarchie de planification ICPALD et positionnement stratégique 24
Tableau 5 : Hiérarchie de planification et de positionnement stratégique. 24
3.3 ICPALD avantage comparatif et créneau stratégique 25
3. 4 STRATÉGIE ICPALD (Mandat, vision, mission et valeurs fondamentales) de, ... 26
3. 5 objectifs stratégiques et orientations du Ministère 28
3.5.1 ruissellement Aspects socio-économiques, le sexe, et l'appui aux politiques 28
3.5.2 Drylands Development , les terres arides de l'Agriculture et des moyens de subsistance alternatifs 31
3.5.3 Le développement de l'élevage (Production, santé, sécurité alimentaire, commerce et développement des marchés) 34
4.0. Modalités de mise en œuvre 38
4.1 Considérations générales 38
4.2 Arrangements institutionnels de mise en œuvre 39
4.3 La mobilisation des ressources 39
4.4 Structure organisationnelle ICPALD 41
5.0 SUIVI ET ÉVALUATION 41
5.1 Cadre de suivi et d'évaluation axée sur les résultats (GR&E) 41
5.2 Alignement avec IDDRSI régional cadre&E 42
5.3. Surveillance du programme/projet ICPALD 42
5.4 Évaluation du programme/projet ICPALD 43
5. 5 Examen à mi-parcours externe 43
5.6 Évaluation Ex-Poste 43
5.7 Mécanisme de rétroaction 44
5.8 Partage de l'information, d'apprentissage et de génération de connaissances 44
5.9 Surveillance des résultats et l'évaluation 44

5.10 Des rapports d'activité périodiques 44
6.0 RISQUES ET HYPOTHÈSES 44
6.1 Hypothèses 45
6.2 Les risques 45
7.0 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 46
L'annexe 1. Analyse de situation détaillée 47

Liste des figures

Figure 1 : La production de bétail dans la région de l'IGAD (Source : FAO, 2010) 4
Figure 2 : Orientations stratégiques ministérielles ICPALD 24
Figure 3 : Stratégies transversales clés pour chaque Obejctif departemental 28
Figure 4 : Structure organisationnelle ICPALD 41

Liste des tableaux

Tableau 1 : Productivité de l'élevage moyenne comparative 2000 (kg/animal/an), trois yer moyennes ... 4
Tableau 2 : Résumé de la NWFP trouvés dans la région de l'IGAD 6
Tableau 3 : certains minéraux artisanaux de la région de l'IGAD 8
Tableau 4 : les enjeux stratégiques émergents et objectifs 18
Tableau 5 : Hiérarchie de planification et de positionnement stratégique. 24

Liste des cartes

Carte 1 : Représentation schématique de la région de l'IGAD
Carte 2 : zones agro-écologiques de la région de l'IGAD
Carte 3 : carte du commerce de la région de l'IGAD

Abréviations et acronymes

ACTESA	Alliance pour le commerce des produits de base en Afrique orientale et australe
Arides	Terres aride et semi-aride
Les OPAS	Stratégie de développement du secteur agricole
UA-CUA	La Commission de l'Union africaine de l'ASC
UA-IBAR	Union africaine - Bureau interafricain des ressources animales
AU-DREA	Union africaine Département d'économie rurale et l'Agriculture
Pif	Postes d'inspection frontaliers
CC	Le changement climatique
CCA	l'adaptation au changement climatique
Conflit	CEWARN Mécanisme d'alerte précoce et de réaction
COMESA	- Marché commun de l'Afrique orientale et australe
Osc	Organisation de la société civile
CRS	la responsabilité sociale des entreprises
EAC	Communauté de l'Afrique de l'EST
La CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CE	Commission européenne
FED	Fonds européen de développement
L'EIE	Évaluation de l'impact sur l'environnement
ESA-IO	l'Afrique orientale et australe - Océan Indien
UE	Union européenne
EW	Alerte précoce
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FFS	Farmer Field Schools
Ale de	zones de libre-échange
PIB	Produit intérieur brut
AMCC	Alliance mondiale contre le changement climatique
Herbe	obtenir, conserver, s'accumulent, Service et vendre framework (IGAD/LPI's pro-
pauvres	principe)
CdA	Corne de l'Afrique
Le VIH/sida	l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine /
syndrome d'immunodéficience acquise	
Le HSE de	santé, sécurité et environnement
ICPAC	L'IGAD prédictions climatiques et Applications Centre
	Centre de l'IGAD pour Pastoral ICPALD et le développement de l'élevage
	Programme de renforcement des capacités de l'IGAD ICPAT contre le terrorisme
TIC	Technologies de l'information et des communications
IDDRSI	IGAD Sécheresse la résilience aux catastrophes et l'Initiative de durabilité
Le FIDA	FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
	Stratégie de sécurité alimentaire de l'IGAD IFSS
L'IGAD	Autorité intergouvernementale sur le développement

ILRI	International Livestock Research Institute
	Commission de l'Océan indien du CIO
L'OIM	(Organisation Internationale des Migrations
GIEC	Groupe intergouvernemental sur le changement climatique
	Forum des partenaires de l'IGAD CIP
IRAPP	IGAD régionales sur le VIH/sida Programme de partenariat
	Programme du secteur de la sécurité de l'IGAD ISSP
L'ITK	les connaissances et techniques indigènes
JFA	Accord de financement conjoint
KM	knowledge management
PMA	Pays les Moins Avancés
LPCWG	bétail et le pastoralisme Groupe de travail de coordination
LPH	Bétail Moyeux de politique
LPI	Initiative Politique du bétail
L'OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
MOFA/IFP	Ministère des affaires étrangères/IGAD Point focal
Mme	États membres
S&E le	suivi et l'évaluation
	Évaluation à mi-parcours MTE
ONG	Organisation non gouvernementale
La NWFP	Produits forestiers non ligneux
NR	Ressources naturelles
Les ANE	les acteurs non étatiques
	Organisation mondiale de santé animale de l'OIE
	Rapports d'enquête sur la nutrition NSRs
PSE	paiement pour les services environnementaux
	Domaines d'intervention prioritaires d'ÉFVP
	Partenariats public-privé PPP
CQ	Contrôle de la qualité
CER	Communautés économiques régionales
Réformer	la sécurité alimentaire régionale et du Programme de gestion des risques
La Gr&e	surveillance et d'évaluation axée sur les résultats
	Programme d'appui à l'intégration régionale RISP
SADC	Communauté de développement de l'Afrique du Sud
SMP-AH	Normes de méthodes et procédures pour la santé animale
	Cadre d'investissement stratégique de l'ISP
Tares mémorisées	Sheikh École vétérinaire technique
	La gestion durable des terres SLM
SMP-AH	Normes de méthodes et procédures pour la santé animale
TADs	maladies animales transfrontalières
Cette	troisième et des institutions d'enseignement supérieur
Amt	Terra Nuova
TADs	Trans-boundary Maladies animales
	Organisation des Nations Unies (agences)

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
USAID Agence	des États-Unis pour le développement international
VET-GOV	Programme pour renforcer la gouvernance vétérinaire en Afrique
VFM	Valeur pour l'argent
Le PAM	Programme alimentaire mondial
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMC	Organisation mondiale du commerce

REMERCIEMENT

Le Centre de l'IGAD pour les zones pastorales et développement de l'élevage (ICPALD) apprécie le soutien précieux qu'il a reçu des responsables interrogés (dans les États membres, Secrétariat de l'IGAD et des institutions spécialisées de l'IGAD) et tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre au processus de formulation de cette stratégie. Nous apprécions particulièrement le soutien financier apporté par l'UE au titre de RISP I et RISPA, les signataires du Danemark, de la Finlande, du Norvège et de la Suède et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) de l'accord de cofinancement de l'IGAD (JFA) sous les Méthodes et Procédures Standardisés en Santé Animale (SMP-AH), le soutien de l'UE du programme VET-GOV à travers le Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine (UA-BIRA) et de la coopération suisse au développement.

L'équipe ICPALD tient à remercier sincèrement le Secrétaire exécutif (ES) et les membres de son bureau, y compris le bureau juridique et le secrétariat, pour son soutien dans la création de l'ICPALD par les États membres de l'IGAD. Nous remercions Etats Membres, FAO, Terra Nuova et l'UA-BIRA en tant que partenaires d'exécution de l'ICPALD.

Sommaire

Le Centre de l'IGAD pour les zones pastorales et développement de l'élevage (ICPALD a été créé en juillet 2012 en tant qu'institution spécialisée de l'IGAD chargée de " ***promouvoir et faciliter la mise en valeur durable et équitable des zones arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD".*** Pour s'acquitter de son mandat, l'ICPALD fournit une plate-forme pour la coopération et la coordination régionales dans les zones arides, et le développement de l'élevage. L'amélioration de la santé animale, de la production et de la commercialisation, le une agriculture des terres arides renforcée et la valeur ajoutée de modes de subsistance différents produits, y compris les produits forestiers non ligneux (PFNL) et artisanales des minéraux (dans les zones de production) auront des conséquences positives nettes pour la sécurité alimentaire et économique, surtout pour les populations pastorales dans les régions rurales. La coopération régionale et coordination des actions basées sur l'évaluation scientifique des risques aux ressources en eau partagées (surface et sous-terraines) et les ressources naturelles (NR), particulièrement les pâturages et le NWFP ; changement climatique et adaptation ; santé animale et publique ; et l'évaluation d'autres facteurs de production et de consommation demeurent les principaux moyens de réaliser ces avantages.

La 45ème réunion du Conseil des ministres de l'IGAD de juillet 2012, qui a approuvé l'établissement d'ICPALD, a ordonné que la nouvelle institution travaille avec et par l'intermédiaire de centres d'excellence dans les États membres (EM) tout en s'appuyant sur la longue expérience du secrétariat de l'IGAD dans la gestion du développement économique et des questions liées à la sécheresse. En conformité avec cette directive, l'ICPALD a entrepris un certain nombre de projets avec de divers associés comprenant des divisions d'IGAD, d'ICPAC, de CEWARN, de MS, de FAO, d'AU-IBAR et de Terra Nuova (TN) sur la santé animale, la production et le marketing ; moyens de subsistance alternatifs comprenant NWFP et minerais artisanaux ; cartographie des ressources en eau partagées souterraines et extérieures régionales ; agriculture de terre ferme ; et recherche et formation.

Ce plan stratégique est conçu pour guider et orienter les ICPALD en cours et futurs projets et programmes. Une considération majeure pour la période de cinq ans (2016-2020) de la période de planification sera la relation entre NR, la production végétale et animale et l'environnement, y compris l'effet des changements climatiques et environnementaux sur les moyens de subsistance dans les zones arides et semi-arides de la région de l'IGAD. Ceci permettra d'établir l'ICPALD comme le principal point de référence pour évaluer le sol et la production de bétail et la productivité et partager de bonnes pratiques. En plus, il permettra à l'ICPALD de fournir des preuves pour informer la révision et/ou l'élaboration des politiques et le soutien des cadres juridiques dans les différents aspects de développement de bétail et de sol. Pendant la période de ce Plan Stratégique, l'ICPALD travaillera avec les organisations pertinentes publiques et privées des états membres de l'IGAD pour garantir l'harmonie et la synergie dans la conception, le développement et le fait d'exécuter des projets et des programmes des TASA dans la région IGAD.

Le plan stratégique d'ICPALD (2016-2020) fournit des outils de communication pour le renforcement de l'organisation comprenant des communications officielles et des relations avec des professionnels dans les terres sèches et le développement de bétail, les associations de producteur, de processeur et de commerçant, le public, des institutions académiques et le media. Le plan stratégique d'ICPALD, par conception, reconnaît que, même si les communautés vivant dans les régions touchées par la sécheresse d'IGAD, les TASA font face à des défis communs et sont souvent reliées ensemble par les ressources naturelles partagées et les mouvements humains et animaux du commerce et transfrontaliers régionaux, les différents états membres de l'IGAD peuvent avoir leurs propres spécificités et domaines d'intérêt auxquels ICPALD souscrira.

La préparation de cette stratégie a été un processus inclusif et participatif, impliquant des agents du Secrétariat de l'IGAD et institutions spécialisées de l'IGAD ainsi qu'à l'examen des informations obtenues à partir de consultations des États membres. La stratégie a en outre été informée par des consultations avec les acteurs non étatiques, les agences des Nations Unies, les partenaires du développement et d'autres intervenants. Le processus d'élaboration de la stratégie a été informé par l'examen stratégique de la niche de l'ICPALD et sa raison d'être, de justification, ainsi que l'analyse FFPM, l'analyse des intervenants et PESTEL et attentes.

La stratégie identifie 3 Objectifs départementaux, à savoir :-

Objectif départemental 1. Socio-économiques, genre et soutien des politiques : Deux objectifs stratégiques doivent être mis en œuvre au titre du présent objectif départemental, à savoir : Améliorer l'accès aux données socio-économiques de qualité et améliorer l'environnement politique prise de décisions stratégiques, fondées sur des données probantes.

Objectif départemental 2 : Développement des terres arides, agriculture dans les terres arides et des moyens de subsistance alternatifs : quatre objectifs stratégiques seront mis en œuvre en vertu de cette orientation, à savoir : promouvoir l'amélioration des moyens de subsistance dans les zones arides; pratiques de gestion durable des pâturages et des forêts; améliorer Systèmes d'alerte rapide dans les régions pastorales; et promouvoir la transhumance et sécuriser l'accès des populations nomades.

Objectif départemental 3 : Développement de l'élevage (Production, santé, sécurité alimentaire, commerce et développement des marchés). Trois objectifs stratégiques seront mis en œuvre en vertu de cette orientation à savoir : soutenir les États membres dans la réduction de l'incidence des maladies transfrontalières (DAT) et de zoonose et santé publique sur les moyens de subsistance; promouvoir une meilleure productivité de l'élevage, du commerce et du développement des marchés dans la région de l'IGAD; améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers et appuyer et faciliter le développement de l'aquaculture et de la commercialisation des produits.

La Stratégie comporte sept parties qui incluent le cadre stratégique, des dispositions de mise en œuvre et le renforcement de partenariats, la surveillance et l'évaluation et le budget prévisionnel; et définit, la mission, les principes the vision et valeurs, groupes cibles et mécanisme de mobilisation des ressources et de la coordination pour la mise en œuvre efficace de la stratégie.

La stratégie décrit les arrangements institutionnels entre le Secrétariat de l'IGAD, les Divisions de l'IGAD et les Institutions spécialisées, des unités de Coordination dans les États membres, partenaires de développement et d'autres intervenants et encadre axée sur les résultats de surveillance et d'évaluation, lignes directrices pour l'examen à mi-parcours et une évaluation ex-post avec des mécanismes de rétroaction claire. La stratégie identifie également les risques potentiels et les hypothèses qui peuvent affecter la validité de la réussite attendue dans la mise en œuvre de l'initiative.

Enfin, la stratégie prévoit un plan d'action d'un an (2016) et un plan stratégique de cinq ans (2016-2020) avec un budget prévisionnel pour la réussite de la mise en œuvre de la stratégie. Il est prévu qu'à la fin de cette phase initiale, la région aura élaboré une base solide à partir de laquelle les principes et la pratique des terres arides et le développement de l'élevage des stratégies sectorielles seront consolidées.

1.0. INTRODUCTION

La création de Centre IGAD pour le développement de l'élevage et les zones pastorales (ICPALD) comme une institution spécialisée de l'IGAD a été approuvée par la 45ème Réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'IGAD, tenue le 11 juillet 2012 à Addis Abeba, Ethiopie. [1] La décision d'établir ICPALD était en harmonie avec un accord antérieur conclu le 10 décembre 2009 par les ministres responsables de l'élevage pour établir une institution technique responsable de l'Expansion économique régionale le développement de l'élevage. [2]

L'ICPALD a le mandat de promouvoir et de faciliter un développement durable et équitable des zones arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD.

Depuis sa création en juillet 2012, ICPALD a participé à plusieurs interventions, y compris : relier la prévision climatique produits aux utilisateurs final dans les zones arides et semi-arides; faciliter les acteurs de la chaîne de valeur du bétail dans la région de l'IGAD pour améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés dans la région et Moyen-Orient; contribuer à la résolution des conflits par le biais d'interventions ciblées de développement; l'expansion des sources de richesses et la création d'emplois dans l'TASA; Appui aux réseaux des zones arides de formation et les institutions de recherche régionales et appuyer l'expansion des frontières de la connaissance. Dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), ICPALD fournit des programmes de stages dans divers aspects de la coopération gouvernance et le développement.

Basé sur les leçons apprises tout en appliquant les interventions/actions en cours et la nécessité d'un positionnement stratégique pour guider efficacement les actions futures / interventions de ICPALD, il est impératif pour les ICPALD d'avoir une stratégie claire et un plan stratégique de cinq 5 ans (2016-2020), alignée sur la stratégie de l'IGAD et soutenu par un plan de travail annuel détaillé pour l'exercice financier 2016, plan d'un cadre des résultats et suivi et évaluation (S&E).

1.1. Historique et contexte

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la communauté économique régionale (REC) de l'Union africaine (UA), a pour mandat de promouvoir l'intégration économique régionale et les autres politiques, la sécurité et les questions socio-économiques d'importance pour les Etats membres grâce à la mise en œuvre de politiques et de programmes communs (y compris la facilitation de la circulation des personnes). L'IGAD regroupe les états

[1] Décision 60 de l'IGAD/CM-45/12/rapport.

[2] L'article 5 ; les dispositions institutionnelles du Cadre de politique de santé animale de l'IGAD dans le contexte du commerce et de la vulnérabilité des États membres

de Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda. Actuellement, l'IGAD se concentre sur trois domaines prioritaires :

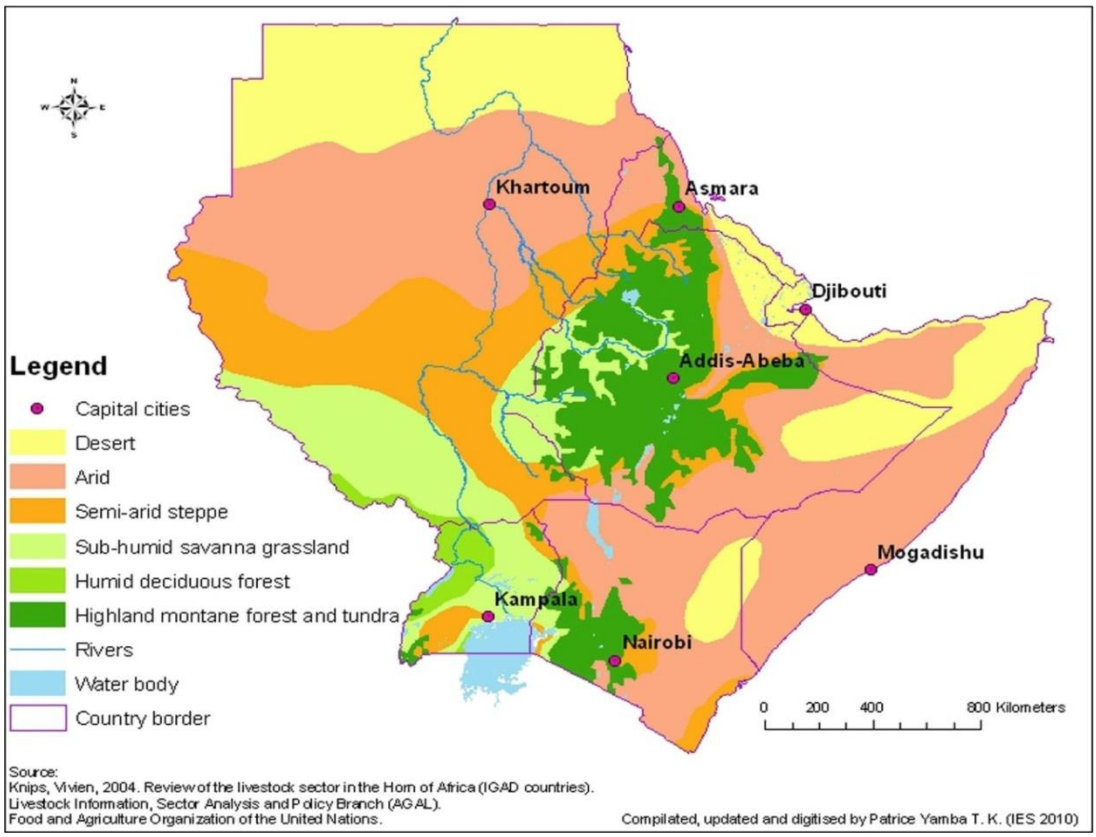
- L'agriculture et la protection de l'environnement
- La coopération économique et du développement social
- Paix et sécurité

Pour s'acquitter efficacement de son mandat, l'IGAD a créé plusieurs institutions et centres d'excellence spécialisés, y compris le Centre de la prévision et d'applications climatiques de l'IGAD (ICPAC) et le Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN). L'IGAD a en outre établi le Centre de l'IGAD pour les zones pastorales et développement de l'élevage (ICPALD) avec le soutien financier de l'UE dans le cadre de son 10e FED au titre du programme régional Appui à l'Intégration (RISP). L'ICPALD a reçu le soutien de la capacité supplémentaire de l'UE par le biais et l'UA-BIRA mis en œuvre la gouvernance vétérinaire programme. Le « Centre de l'IGAD pour les zones pastorales et développement de l'élevage (ICPALD) » a ses bureaux situés temporairement à Nairobi, au Kenya.

1.1.1 Le contexte de TASA dans la région de l'IGAD

Les Terrains arides et Semi-arides (TASA) dans la région IGAD représentent environ 60 - 70 % de la région de terrain. Les TASA sont caractérisés par des précipitations faibles allant jusqu'à 500 millimètres par an, sécheresses dévastatrices périodiques et diverses combinaisons de couvertures et sols végétatives. La majorité de la population des TASA dépend du pastoralisme pour leur subsistance. Ces régions présentent des contraintes écologiques qui fixent des limites au pastoralisme nomade et l'agriculture sédentaire. Ces contraintes comprennent : pluviométrie irrégulière qui tombe d'habitude comme de fortes averses et l'eau est perdue par ruissellement, évapotranspiration élevée, les mauvaises herbes saisonnières qui rivalisent pour les aliments rares et l'humidité avec les herbes et les herbes et les niveaux de question bas organiques qui ne peuvent pas soutenir l'agriculture de culture à long terme. Carte 1. Ci-dessous montre les zones agro-écologiques de la région de l'IGAD.

Carte 2 : zones agro-écologiques de la région de l'IGAD



Avec la température et les précipitations influençant considérablement le potentiel des systèmes de production, les efforts importants de catégoriser les bétails relatifs aux moyens de subsistance ont été agro écologiques avec la plupart des populations des régions arides ou semi-arides s'engageant dans le pastoralisme. Le pastoralisme peut être considéré à la fois comme un système économique et social fortement tributaires de l'élevage de troupeaux de bétail. Les moyens de subsistance pastoraux comprennent ceux avec des modèles de tendances saisonnières de la migration (transhumance) aux côtés de ceux dont la recherche de pâturages et de l'eau est moins fixe et souvent vaste. Les pasteurs sont différents des éleveurs à la fois par son identité distincte et en raison de sa dépendance à l'égard des terres communales. Le bétail est le noyau des moyens de subsistance pastoraux et de l'identité pastorale. L'élevage et les produits animaux contribuent de manière significative comme une source de nourriture et la principale source de subsistance/revenu. Les moutons, les chèvres, les bovins, les chameaux et les ânes sont les avoirs prédominants. Ces derniers temps, on a tenté de diversifier les sources d'alimentation et de revenus chez les éleveurs. Considérant que le lait et la viande constituaient la majeure partie du régime alimentaire, les céréales achetées sont maintenant devenues une caractéristique commune au sein des communautés pastorales. Afin de financer ces achats, les éleveurs échangent (troc) ou vendent du bétail et des produits d'élevage. En outre, le commerce de NFWP, minéraux artisanaux et la vente de la main-d'œuvre sont également devenus des sources importantes de subsistance.

Le bétail est également un amortisseur principal aux chocs, en particulier, ceux résultant des sécheresses. Les troupeaux à grandes tailles assurent la survie du troupeau avant et après les

sécheresses. L'élevage est également une partie intégrante de l'identité de la population et qui est essentielle à l'élaboration et le maintien de réseaux sociaux. Les chameaux et les ânes jouent un rôle clé comme bêtes de somme, transportant de l'eau et des articles ménagers quand les pasteurs se déplacent avec leurs troupeaux en quête de pâturages.

1.1.2 La production de bétail, la productivité et le commerce dans l'TASA

La production

La production animale à base de pâturage est l'utilisation dominante des terres dans les régions TASA employant jusqu'à 90% des populations des pasteurs. Cela implique la mobilité saisonnière du bétail en quête de pâturages ou de l'eau sur une grande surface des pâturages. 53% du bovin des régions de l'IGAD (51 millions), 71% de chèvres (58 millions) et 68% des chèvres de la région (58 millions) sont détenus dans les TASA. Ce mode de production se trouve à toutes les échelles des opérations, avec la plupart étant de petits troupeaux, fournissant de la viande, du lait, du sang, des cuirs et peaux, ainsi que le transport, le stockage de la richesse, les moyens de sécurité sociale et des obligations, la sécurité contre les catastrophes, l'obtention des biens et services par le biais de troc et génération de fonds à travers les marchés commerciaux ou d'exportation locaux.

L'utilisation des terres communales pour le pâturage est commune à tous les éleveurs traditionnels. Les cheptels varient en taille, composition, ainsi que l'importance relative de chaque espèce. Le degré de mobilité du troupeau ou les ménages varie en fonction de facteurs environnementaux ou les conflits qui semblent généralement augmenter avec l'aridité. Ce mouvement n'est pas limité par des frontières géographiques ou politiques. Le schéma 1 ci-dessous montre la production animale comparative des États membres de l'Autorité.

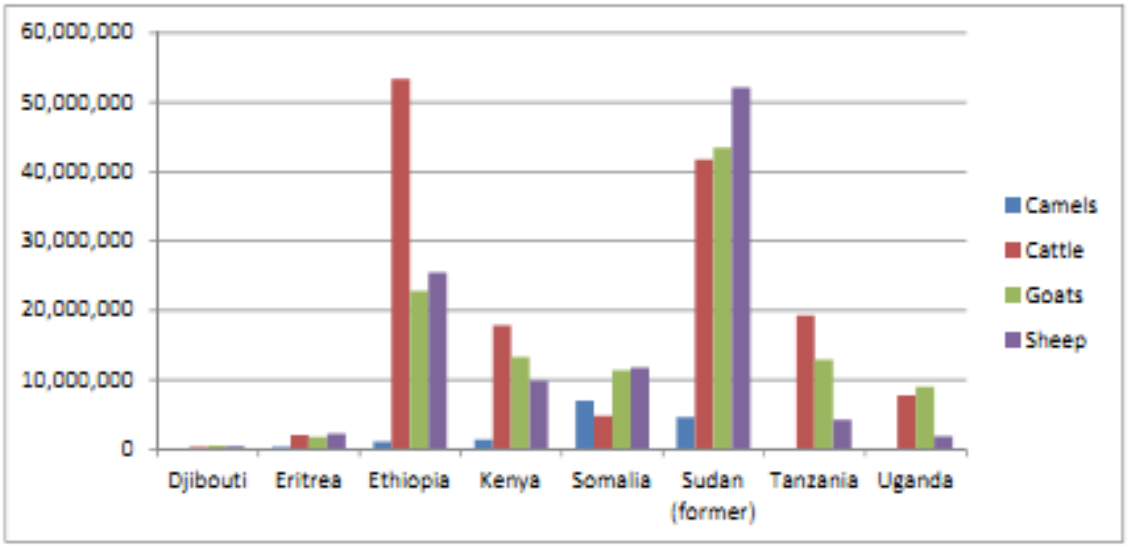


Figure 1 : La production de bétail dans la région de l'IGAD (Source : FAO, 2010).

La production de bétail en tant qu'activité économique contribue sensiblement à la sécurité alimentaire, la résolution de conflits, la stabilité économique sociale et la conservation de l'environnement. C'est dans ce contexte que l'initiative politique de bétail de l'IGAD a été

conçue et formulée (IGAD-LPI) régional un pro-pauvre bétail initiative politique à travers lequel l'IGAD et la FAO ont formé un partenariat afin d'améliorer la contribution du bétail à la sécurité alimentaire durable et la réduction de la pauvreté dans la région. Cet objectif sera atteint en facilitant les processus et mécanismes pour formuler des politiques et des réformes institutionnelles qui augmentent l'efficacité et la compétitivité et réduire la vulnérabilité du secteur de l'élevage du bétail dans la région pauvres dépendant.

La productivité du bétail

La productivité de l'élevage dans les régions TASA est généralement faible par rapport aux autres zones écologiques. La composition génétique du troupeau (races généralement traditionnelles), pâturage de pauvre qualité et dégradation de l'environnement suite à un stress nutritif ont contribué à la faible productivité comparative. Insectes ravageurs, maladies, élevage de pâturages pauvres, l'insécurité liée à des problèmes, le coût élevé des intrants, rareté des pâturages par la croissance des populations élevées et de l'agriculture l'empiètement ont aggravé la situation.

Tableau 1 : Productivité de l'élevage moyenne comparative 2000 (kg/animal/an), trois yer moyennes

Produit	Région de l'IGAD	Les pays en développement	Pays développés
Le bœuf	10.4	25.0	90,9
Le lait	395,8	196,8	1050.5
Viandes ovines et caprines	3.5	5.9	8.2
La viande de porc	47.1	83.2	131,3
La viande de volaille	1.4	3.1	6.9
Œufs	2.6	3.2	3.9

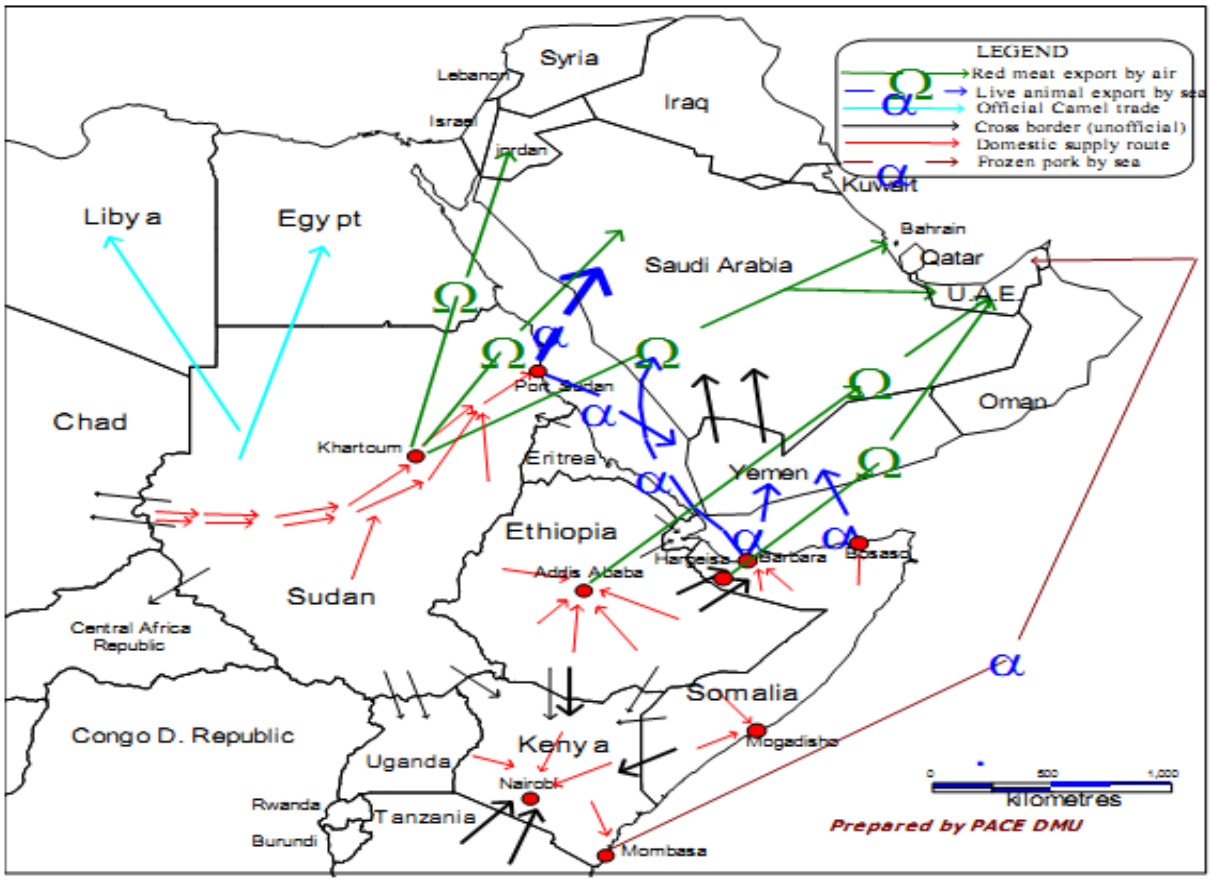
Source : FAO, 2002

Le commerce du bétail

Le commerce fait partie intégrante des TASA de l'IGAD due en partie au fait que les systèmes de production pastorale des basses terres ne sont pas autonomes sans recours aux marchés. Les pasteurs doivent acheter les aliments et autres denrées essentielles pour survivre en particulier durant les sécheresses, lorsque la production est faible et les aliments provenant des animaux sont faibles. Les pasteurs ont aussi besoin d'argent pour les besoins de base comme frais médicaux, frais de scolarité, les services vétérinaires et l'entretien ménagers ordinaires. Pour cette raison, les pasteurs se sont engagés dans le commerce du bétail depuis des décennies. Le commerce contribue aussi au contrôle des populations animales dans des situations où les

numéros peuvent dépasser les pâturages aptitude à maintenir un lot d'animaux ainsi que de diversifier les investissements économiques et activités. La figure 3 ci-dessous montre le commerce Carte de la région de l'IGAD avec domestique, transfrontalières et routes de commerce à l'exportation officiels.

Carte 3 : carte du commerce de la région de l'IGAD



Domestique, transfrontalières et routes de commerce d'exportation officielle (AUIBAR Source 1999)

Le commerce formel et informel intra régional a joué un rôle important dans l'échange des marchandises entre les pasteurs et les régions ainsi que le renforcement des économies régionales alors que les exportations de bétail et de produits animaux ont immensément contribué à générer des revenus et la croissance PIB des États membres. Les données sur la mesure dans laquelle le bétail/pourcentage du commerce contribue à l'économie nationale ne sont pas concluantes et doit être assuré afin de justifier l'augmentation des crédits budgétaires alloués au secteur par les États membres respectifs. La structure actuelle des marchés du bétail dans la région est basée sur une matrice entrelacée des marchés primaires au niveau des villages, des marchés secondaires au niveau de la ville locale /district et les marchés centraux dans les grandes villes pour des ventes domestiques finales/consommation et exportation. Les marges commerciales de l'opérateur sont extrêmement élevées en raison de la faible évolution

du marché et le manque d'accès à l'information par les producteurs sur les marchés. Le commerce de bétail se caractérise également par une longue chaîne d'intermédiaires et une série de prélèvements fiscaux formels et informels imposés aux commerçants augmentant les coûts aux consommateurs.

Un revers majeur dans la croissance et le développement des marchés d'exportation a été la prévalence des maladies du bétail. Bien que la demande et la préférence pour les régions de bétail et élevage produits dans les marchés traditionnels comme le Moyen-Orient est en augmentation, en raison de restrictions sanitaires maladies transfrontières (DAT), y compris des zoonoses, maladies liés au climat comme la fièvre de la vallée du Rift ont continué à entraver la croissance des exportations.

1.1.3 L'agriculture des terres arides et des moyens de subsistance alternatifs

L'agriculture

Les zones TASA dans la région sont caractérisées par des variabilités dans les précipitations, les ressources en eau, les changements démographiques, évolution de l'utilisation des terres, les marchés sous-développés et les moyens de subsistance, et peu ou pas d'investissements. Il y a eu une utilisation inefficace des petites techniques d'irrigation à grande échelle et de la technologie de gestion de l'eau. L'agriculture commerciale a été montrée pour être réalisable dans certaines zones TASA mais le conflit avec l'agropastoralisme a été un revers majeur en raison du manque de politiques appropriées. Les chocs climatiques erratiques, la fragmentation des terres et de l'épuisement couplée à la croissance des populations nécessite une transformation des écosystèmes naturels à l'agro-écosystème géré. La demande croissante de denrées alimentaires résultant de la forte croissance démographique a également réduit la disponibilité des aliments / céréales pour les communautés TASA. La diversification des moyens de subsistance, y compris l'agriculture des zones arides devient donc une stratégie d'adaptation nécessaire.

Produits forestiers non ligneux et minéraux

a) Produits forestiers non ligneux (PFNL)

La région de l'IGAD est dotée d'une variété de produits non ligneux qui peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration des moyens de subsistance dans les régions TASA. Ceux-ci appuient les activités locales de TASA ainsi que de fournir des matières premières pour la transformation. Récemment, les rôles environnementaux et économiques importants joués par la NWFP au niveau local et international est venu au point grâce à une meilleure compréhension de leur importance et à l'élevage approprié peut soutenir les entreprises durables et rémunératrices (FAO, 2001 Forest Forum Afrique, 2011) qui peuvent contribuer grandement à la diversification des revenus et de moyens de subsistance alternatifs dans les ASAL. NWFP fournit i) des produits comestibles tels que les huiles, les épices, les légumes à travers une variété de fruits, de noix, de tubercules et du miel ii) des fibres pour les paniers, des nattes, des matériaux de bronzage, les éponges et balais iii) les produits d'extraction comme les gommes, les résines, les colorants, les huiles, graisses qui sont utilisés dans une variété d'industries de transformation iv) une variété de médicaments et produits pharmaceutiques v)

les produits apicoles comme le miel, la cire d'abeille, gelée royale et propolis et vi) les produits culturels tels que des sculptures et de l'artisanat.

Tableau 2 : Résumé des NWFP trouvés dans la région de l'IGAD

État membre	Principaux NWFP	Les données statistiques disponibles sélectionnées
Djibouti	Plantes fourragères	Aucune information disponible
Érythrée	Les exsudats (gomme arabique de l' *acacia sénégal* , oliban de *Boswellia papyrifera*), ustensiles de la doum (feuilles *Hyphaene thebaica Palm*)	En 1997, l'Érythrée a exporté 49 t de gomme arabique, 543 t d'oliban et 2 064 t de feuilles de palmier doum
Éthiopie	Les exsudats (oliban, gomme arabique, myrrhe de *Commiphora myrrha*), les plantes médicinales, le miel et la cire d'abeille	• L'Éthiopie est l'un des plus grands producteurs du monde d'oliban avec une production annuelle de 1 500 t • La production annuelle de gomme arabique atteint 350-400 t en 1988-1994 • En 1976-1983, la production de miel annuelle variait de 19 400 à 21 000 t, ce qui représente 24 p. 100 du total de la production de miel en Afrique
Kenya	Plantes fourragères, les plantes médicinales, les exsudats (p. ex. *Boswellia spp* ,) et tanins (*Acacia mearnsii*)	La production annuelle de tannins est estimée à 9 700 t/an, avec des exportations jusqu'à 7 800 t/an
Somalie	Exsudats opopanax (myrrhe, de *commiphora sp.* , oliban)	La production annuelle de myrrhe est estimée à quelque 4 000 tonnes, d'une valeur de US$16 millions. Les exportations d'oliban atteint 200 t (*Boswellia carterii en 1987*) et 800 t en 1988 (*Boswellia frereana*).
Soudan	Les exsudats (gomme arabique, la gomme karaya de *Sterculia* sp., oliban), du fourrage, de fruits, de karité beurre (*Vitellaria paradoxa*), de médicaments, de colorants (henné de *Lawsonia inermis*), de miel et de cire d'abeille, de la viande de brousse	Le Soudan est le principal producteur de gomme arabique (de l'*acacia sénégal* et *A. seyal*), largement utilisés dans l'alimentation, des produits pharmaceutiques et de l'industrie technique. Dans la saison 1996-1997, le total des exportations de la gomme arabique, provenant principalement du *A. senegal* , était de 17 759 t.
Ouganda	Le miel, la viande de brousse	Les seules données statistiques disponibles indiquent l'exportation de 50 kg de beurre karité (*Vitellaria paradoxa*) en 1996.

(Source: FAO, 2001)

Les produits ci-dessus peuvent être commercialisés comme autres moyens de subsistance, peuvent générer de revenus, créer l'emploi au sein TASA. En outre, la région de l'IGAD est dotée d'un riche patrimoine culturel et d'un paysage qui peuvent attirer le tourisme et les loisirs en milieu sauvage et l'appui lucratifs de l'écotourisme. Cela peut être une source importante de moyens de subsistance et la création d'emplois tant aux niveaux local et régional dans la région.

B) Minéraux Artisanaux

Les Etats membres d'IGAD ont une quantité de dépôts de minerais qui ont été traditionnellement extraits par les gens du pays employant la technologie traditionnelle qui produisent les quantités qui ne sont pas économiquement viables. Cependant, la prospection et l'exploitation minière ont été « tâtonnements » et la technologie rudimentaire utilisée pour la production. L'extraction artisanale s'est avérée concernent principalement des femmes et des enfants, et dans certains pays ils contribuent largement à l'emploi et des revenus de l'état membre. Une exploitation minière organisée et systématique peut être une source de moyens de subsistance alternatifs, de revenus et d'emplois pour les populations dans les TASA.

Tableau 3 : certains minéraux artisanaux de la région de l'IGAD

État membre	**Les minéraux** (liste non exhaustive)
Éthiopie	Or, Platine, de sel, de soufre, de cuivre, de potasse, de nickel, de pierres précieuses, Tantalite
Kenya	Or, cuivre, fer, plomb, manganèse, mica, stéatite, de soude et de sel, de titane, de zinc, de pierres précieuses, de quartz, Quarry,
Soudan du Sud	Or, diamants, de chromite, de cuivre, d'uranium, de manganèse, de minerai de fer, d'aluminium
Soudan	Or, d'argent, de cuivre, d'uranium, les phosphates, les métaux rares
Ouganda	Or, cuivre, zinc, plomb, aluminium, le minerai de fer, le calcaire, le marbre, l'argile, le sable, les diamants, rubis, émeraudes, des sels
Djibouti	L'or, le gypse, le granit, le calcaire, le marbre, l'argile, le gravier. Du sable, des pierres, de marbre
Somalie	?

(Source : Omiti, IGAD, 2013)

En outre, quelques états membres dans la région ont une industrie pétrolière prospère avec les revenus qui peuvent être investis à l'étude des zones TASA tandis que d'autres ont récemment découvert de vastes gisements de pétrole, de charbon et de gaz naturel dans des secteurs pastoraux. Cette industrie pétrolière naissante soulève les questions importantes sur l'utilisation des terres, propriété terrienne/régime foncier et l'usage et allocation des ressources qui exigent une politique environnementale appropriée pour l'investissement d'une économie viable.

1.1.4 Analyse des intervenants

ICPALD a diverses catégories d'institutions et de particuliers ayant un intérêt pour le développement des zones pastorales et plus particulièrement le secteur de l'élevage. Vous trouverez ci-dessous une brève description de ces intervenants

Niveau	Les intervenants
International	CER, États partenaires, organismes de normalisation, les universités, les établissements de recherche et d'autres centres d'excellence, les agences des Nations Unies et les partenaires internationaux de développement, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les organisations financières internationales, bailleurs de capital à risque et investisseurs, les marchés d'exportation, groupes de réflexion, des consultants internationaux etc.
Régional	CER, États partenaires, des organisations régionales de normalisation, des organismes professionnels, des institutions de recherche et des centres d'excellence régionaux, les ONG, les organismes de développement régional, d'investisseurs privés, régionaux, Centres spécialisés de l'IGAD, bailleurs de fonds, organisations de producteurs régionaux, les fournisseurs régionaux de services et consultants etc.
Les États membres	Les ministères gouvernementaux, les agences gouvernementales locales, les organismes de recherche, les universités et autres centres d'Excellence, Représentants des bailleurs locaux, les ONG, les organismes communautaires, les associations de producteurs, les associations professionnelles, les institutions financières, les investisseurs, les fournisseurs de services, les négociants, les producteurs, les consultants et les prestataires de services, etc.
Niveau du programme	Les ministères et organismes gouvernementaux, des établissements de recherche et des centres d'excellence, bénéficiaire Producteurs, fournisseurs de services, les associations professionnelles et les associations de producteurs, de négociants, les partenaires d'exécution, les ONG, les commerçants, les consultants, les employés ICPALD, etc

1.2. Principes d'organisation des processus de planification stratégique

Dans la planification du processus de développement de la stratégie d' ICPALD, en particulier l'évaluation de l'environnement interne et externe, l'équipe était consciente du fait que la mission d' ICPALD sera atteint par les efforts collectifs des Etats membres de l'IGAD, de l'IGAD et les institutions de l'ASC, et d'autres partenaires de développement, qui ont leurs propres stratégies en ce qui concerne les terres arides et le développement de l'élevage et de renforcer les moyens de subsistance des communautés pastorales. La stratégie ICPALD sera donc un outil d'harmonisation qui permettra d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et de talent,

offrant ainsi des possibilités supplémentaires pour tous les États membres et les partenaires pour atteindre un plus grand succès dans la région.

Ce qui est important pour la réalisation du Plan Stratégique d'ICPALD est une compréhension commune de la mission du Centre par les intervenants et leur engagement à atteindre les résultats souhaités. Instiller cette sensibilisation deviendra plus difficile au fur et à mesure que l'organisation développe. Dans cet esprit, l'évaluation de l'environnement interne et externe dans le développement du plan stratégique ICPALD était guidée par les principes suivants :

- Une large implication et participation des intervenants d'IICPALD dans la stratégie de développement et processus de mise en œuvre est cruciale dès le début. L'accomplissement des fins du Plan stratégique ICPALD exige la compréhension et l'engagement à l'égard de la réalisation des buts et objectifs du ICPALD. L'internalisation et la propriété de ces responsabilités est réalisé grâce à la participation à l'élaboration du plan Stratégique par les intervenants et par conséquent la nécessité de comprendre leurs terres arides et bétail politiques dominantes et les questions liées à la stratégie informer ICPALD formulation des stratégies et mise en œuvre.
- La planification stratégique est un processus en constante évolution. Puisque l'environnement est en constante évolution, ICPALD doit toujours tenir compte de ces variations dans les influences internes et externes afin d'assurer son cours reste concentré sur la mission. Par conséquent, l'équipe de planification reconnaît que la planification stratégique est un processus continu exigeant une évaluation périodique de ses buts et progrès ICPALD vers la réalisation de ces objectifs.
- Subsidiarité
- L'égalité entre les sexes et l'équité

L'incorporation de ces principes dans le processus de planification stratégique permettra de s'assurer qu'une orientation stratégique commune est maintenue en tout temps, les intervenants ont des intérêts dans la réussite des plans, et ICPALD est tenue responsable de la réalisation de sa mission par le biais de processus d'évaluation périodique. Grâce à une communication constante, les rapports et le respect des pratiques de responsabilisation mutuelle, la transparence de ses opérations seront atteints.

2.0 ANALYSE DE LA SITUATION

Il y avait eu un consensus général lors des consultations des États membres que les gouvernements nationaux pendant l'ère coloniale et postindépendance de la région de l'IGAD n'ont pas donné la priorité aux zones arides et le développement du secteur de l'élevage, en

dépit de la région ayant le plus grand nombre d'éleveurs et de l'élevage avec une contribution significative au PIB des gouvernements nationaux dans la monde.

Les consultations avec les États membres de l'IGAD ont révélé des obstacles majeurs au développement des politiques publiques et des cadres juridiques sur les terres arides et les secteurs de développement de l'élevage, notamment: la fragmentation des décideurs dans divers secteurs; calendrier inapproprié, une mauvaise mise en œuvre et les mécanismes des politiques et des cadres juridiques de surveillance; intérêts politiques; insuffisance de la recherche, l'information et les données; les contraintes en matière de ressources; l'insuffisance des infrastructures; l'insécurité due à la prolifération des armes légères; la réticence des communautés pastorales à partager les coûts du coût des soins de santé et le traitement des animaux; et la participation du secteur privé insuffisante dans les zones pastorales et le développement du secteur de l'élevage en raison du manque d'incitations à l'investissement.

En outre, lorsqu'il existe des politiques et des cadres juridiques appropriés sur les zones pastorales et développement de l'élevage, la mise en œuvre effective est diversement limitée par des contraintes de ressources (financières, humaines et savoir-faire technique); la tension politique entre les Etats voisins qui entrave la libre circulation traditionnelle des éleveurs et leur bétail; la mise en pratique descendante par des technocrates; l'application erronée des concepts et des interventions de sécurité alimentaire pour les communautés pastoralistes au mépris complet de leurs systèmes de subsistance et résultant d'une mauvaise répartition des ressources; politique inadéquate et des cadres juridiques; systèmes d'information de gestion inadéquates; l'insécurité due à la prolifération des armes légères; la vulnérabilité de la région aux variations climatiques extrêmes caractérisées par de fréquentes sèches sorts, les sécheresses et les inondations; conflits liés aux ressources transfrontalières; manque de respect pour les mécanismes traditionnels de gouvernance, la résolution des conflits, la restitution et consolidation de la paix; environnement politique inadéquate en matière de gouvernance et de gestion des ressources naturelles transfrontalières, les mouvements humains et de l'élevage durable; insuffisamment harmonisée entre les États et les politiques de marketing et commerciales transfrontalières et les mécanismes de réglementation; insécurité et transfrontaliers et inter-clans des conflits à travers les frontières; la prévalence des maladies animales, les parasites et les prédateurs; le régime foncier, le lotissement et l'empiètement des TASA pour la production agricole; les pratiques commerciales déloyales; dégradation de l'environnement; fléau du VIH / SIDA; ; la corruption; des taux élevés d'analphabétisme dans les zones pastorales rurales (jusqu'à 78%) et des difficultés dans la mise en œuvre de post-alphabétisation basés sur les compétences de formation pour l'emploi et la génération de revenus.

Sur une note positive, toutefois, il y a activation de facteurs qui contribuent à l'efficacité de zones pastorales et développement du secteur de l'élevage, telles que l' historique le développement de la production animale qui met l'accent sur la commercialisation du secteur et encouragé les pasteurs à produire pour le marché du bétail; une longue histoire et l'expérience de l'arides qui a entraîné une amélioration des pâturages et général de la gestion des terres de parcours grâce au renforcement des capacités des associations d'utilisateurs des

ressources locales; la résilience des populations locales; la bonne volonté politique; communauté internationale de bonne volonté et de l'intérêt accru que les partenaires du développement dans la Corne de l'Afrique); environnement politique favorable et des cadres juridiques; et les systèmes de subsistance pastoral durable qui prévaut et soutien aux initiatives communautaires. Pour plus de détails, voir l'annexe 1 (Analyse de situation)

2.1 Analyses et PESTEL SWOT

Points forts et opportunités disponibles pour l'initiative ICPALD pour aborder les points faibles en interne et les menaces externes de programmation ont été déterminés au cours de SWOT ET PESTEL Analyses. Les résultats de cette analyse sont commentés ci-dessous :

2.2.1 Forces, Faiblesses, Possibilités et menaces (FFPM) analyse

a) Points forts

- Institution spécialisée et reconnue avec un mandat clair en terre sèche et le développement de l'élevage;
- Une solide collaboration des liens avec des organismes locaux, régionaux et internationaux de recherche et de développement des institutions et des organisations et partenaires de développement
- ·bons liens à des partenaires du développement
- Des employés expérimentés et bien formés. L'IGAD est le seul REC en Afrique avec très expérimenté, compétent et professionnel aux terres arides dédié des ressources humaines et les programmes de développement du bétail dans la région;
- Existence de centres de politiques d'élevage
- La capacité de mobilisation des ressources

b) Faiblesses

- La médiocrité de l'infrastructure; l'espace de bureau
- Des capacités insuffisantes pour atteindre les grands objectifs et mission de l'ICPALD
- Manque de ICPALD personnalisés des systèmes d'exploitation standard interne; les finances, les RH, les Métis
- ICPALD dépend entièrement du financement provenant de l'extérieur et limité les contributions budgétaires des États membres;

c) Occasions

- En exploitant la visibilité de l'IGAD, la bonne volonté politique, des contributions financières et techniques par les États membres;
- Ressources humaines qualifiées dans les États membres qui peuvent encore être développées et exploitées par l'Autorité intergouvernementale pour le développement des institutions et des programmes;
- zones de pacage sévèrement dégradées
- Les techniques de récupération de l'eau existe qui pourrait être appliquée dans l'arides.

- Inexploitées du bétail, d'activités artisanales des minéraux, les produits forestiers non ligneux et de l'écotourisme dans le TASA
- Existence d'un secteur privé florissant impliqués dans le traitement, l'ajout de valeur et la commercialisation; le manque de participation du secteur privé dans la transformation, l'ajout de valeur et la commercialisation.
- La mobilité transfrontalière qui nécessitent une approche régionale/intervention.
- Les nouvelles possibilités qui appellent pour la formulation et la mise en œuvre de nouvelles politiques dans les zones pastorales
- CDA initiative Renforcement de la résilience
  Contestant la terre et les droits fonciers nécessitant une résolution

d) Risques/menaces

- De plus en plus complexes inter/intra conflits frontaliers, l'insécurité dans les zones pastorales et de la radicalisation.
- La dégradation de l'environnement, la désertification et les effets de changement climatique indésirables récurrents/impacts;
- Les maladies émergentes et ré-émergentes, la prévalence des maladies des bétails, parasites et prédateurs;
- La subdivision des terres, d'occupation et la politique et l'insécurité des régimes fonciers droits, subdivision
- Inspirée par les donateurs d'exigences et d'attentes qui peuvent ne pas être compatibles avec ICPALDS IGADS/ pivot et l'objectif de programmes/projets;

2.2.2 Analyse PESTEL

L'analyse de l'environnement pour déterminer les domaines politique, économique, social, technologique, environnemental et juridique (PESTEL) facteurs susceptibles d'influencer l'IGAD Centre patoral Domaines et du bétail pour Plan de développement(ICPALD), 2016 - 2020ont été examinées et résumées comme suit :

(a) Des facteurs politiques

Politique des facteurs susceptibles d'influer sur la mise en œuvre de l'ICPALD comprennent :

Les facteurs politiques susceptibles d'affecter la mise en œuvre d'ICPALD comprennent:
• Une mauvaise direction politique, la gouvernance et en constante évolution des démocraties;
• provision insuffisante de besoins humains fondamentaux comme l'eau, la nourriture, la santé, l'emploi et l'éducation qui sont sensibles aux modes de vie des communautés pastorales de TASA;
• Cycles vicieux de violents conflits dans la sous-région de la Corne de l'Afrique entraînent des souffrances indicibles et des dégâts de vie et de biens, les effets néfastes sur le développement socio-économique en général, et la paix et la sécurité dans la

région. Chacun états membres de l'IGAD est vulnérable aux débordements de conflits violents dans les états voisins, mouvements transfrontières illicites et délits transfrontaliers à grande échelle. Des conflits interethniques et interétatiques liés aux ressources ont entravé des migrations et mouvements des éleveurs et du bétail sur leurs terres traditionnelles et saisonnières pâturage entre les saisons sèches et pluvieuses respectivement ainsi que l'accès aux marchés.

• menaces transfrontières sous forme de contrebande, anarchie, milices et terrorisme international continuent de déstabiliser certains des Etats membres de l'IGAD;

• les conflits inter-États, les conflits intra-étatiques, les conflits ethniques et conflits liés aux zones pastorales, liés aux ressources naturelles partagées exacerbées par les vols de bétails commercialisés, les raids et contre les raids sont aujourd'hui une grave source d'insécurité interne et l'instabilité régionale. Souvent, la plupart de ces conflits sont politiquement incités;

• Les facteurs externes tels que la prolifération des armes de petit calibre et accès facile aux armes sophistiquées a influencé les conflits internes et interétatiques dans la région de l'IGAD résultant en un grand nombre de personnes déplacées internes (PDI) et de réfugiés;

• Moins de respect et la non-observance des règles traditionnelles régissant le vol de bétail et de la guerre, les mécanismes de restitution et de consolidation de la paix;

En dépit de ces tendances, l'actuel changement de paradigme sur l'autonomisation et la redistribution de la capacité et des ressources du gouvernement central à la base dans la plupart des États membres de l'IGAD a donné lieu à de nouvelles initiatives de développement dans les zones arides et semi-arides. Néanmoins, la volonté politique qui a accordé la priorité à ces efforts de développement dans la TASA font face à un défi formidable par de riches élites politiques qui diversement former des cartels qui aspire le gros des ressources, perpétuant ainsi la marginalisation de leurs propres communautés.

Il est à noter que les accords de migrations intertribales / communautaires traditionnelles sont reconnus par les États-membres voisins et suffisent souvent pour faciliter les migrations intertribales, les mouvements de bétail, le partage des ressources naturelles et durables résolutions inter / de conflit communautaire tribal.

(b) Facteurs environnementaux

Les facteurs environnementaux et les tendances susceptibles d'influer sur la mise en œuvre de l'ICPALD comprennent :

- Les régions à forte vulnérabilité aux sécheresses récurrentes, les périodes de sécheresse et les inondations qui prédisposent la région à l'extrême des variations climatiques, la famine, la sécurité alimentaire et d'importants déplacements de population à grande échelle, la pauvreté et l'instabilité politique de broyage

- Duplication des initiatives et de la concurrence de ressources entre les CER, la CUA et ses organes et des États membres et agences de l'ONU;
- Les États membres de la capacité insuffisante pour faire face aux exigences dynamiques et sans cesse croissantes du terrorisme international, les crises économiques internationales et le changement climatique;
- Les impacts négatifs du changement climatique en raison des conditions météorologiques imprévisibles caractérisées par de longues périodes de la faim, sécheresses récurrentes inondations et épidémies;
- l'environnement et de l'épuisement des ressources naturelles et / ou de dégradation;
- Application de stratégies et de programmes d'atténuation des changements climatiques inappropriées;
- prédiction du changement climatique inadéquate et systèmes d'alerte précoce et les mécanismes de réponse;
- Le changement climatique et la désertification: Le nombre élevé de bétail contre les ressources naturelles décroissants a conduit à la dégradation continue de l'environnement. Les sources d'eau et les pâturages sont surchargés à la limite. Le manque de stratégies d'atténuation des impacts du changement climatique et les interventions et la forte concurrence dans les terrains de parcours entre les tribus / clans ont été la principale cause des conflits et des combats intertribaux chez les éleveurs;
- changement climatique vis-à-vis des efforts d'atténuation inefficaces, une situation qui est exacerbée par ressources insuffisantes;

(c) les facteurs sociaux

Facteurs sociaux susceptibles d'influer sur la mise en œuvre de l'ICPALD inclure l'émergence de l'insécurité des tendances de l'arides qui menace d'annuler tous les gains de développement socio-économique et l'afflux de migrants illégaux et de réfugiés en provenance de pays voisins. Augmentation de la population humaine et des stocks importants exercent une pression sur les fragiles TASA écosystème, tandis que les questions sociopolitiques ignorer la nécessité d'une bonne gestion des parcours.

Les pasteurs sont traditionnellement mobiles via des accords mutuels. Toutefois, les pasteurs ou agriculteurs les conflits éclatent en raison de l'absence de et/ou désordonnée de l'application de politiques foncières imprécis. En outre, les parcours ne sont pas enregistrés avec stock traditionnel routes bloquées par les agriculteurs de parfois peur des animaux d'élevage des dommages à leurs cultures.

D'autres facteurs importants comprennent :

- Impacts du VIH/sida, les famines, les conflits civils et haut la fuite des cerveaux ;
- Migration rural-urbaine qui épuise productivité de la main-d'œuvre dans les zones rurales, tout en aggravant les problèmes socioéconomiques dans les villes (création d'établissements informels);

- La région la forte vulnérabilité aux variations climatiques caractérisés par de fréquentes périodes de sécheresse, les sécheresses et les inondations, la dégradation des terres, la faible productivité, peu développés structures du marché intérieur, peu d'épargne et d'investissement, un lourd endettement et de sous-développement des infrastructures, les taux de croissance démographique élevés (plus de 3 %) et l'urbanisation élevée;
- des conflits transfrontaliers fondés sur les ressources au sein et à l'extérieur de la région;
- Le défi majeur pour l'IGAD la capacité de composer avec la dynamique et toujours croissants de terrorisme international, aux crises économiques et aux changements climatiques;
- la forte croissance démographique;
- Migration rurale-urbaine qui épuise productivité de la main-d'œuvre dans les zones rurales, tout en aggravant les problèmes socio-économiques dans les villes (création d'établissements informels);
- Flux de personnes déplacées et de réfugiés sur les marchés des produits alimentaires dans l'ensemble de la région de l'IGAD les États membres;
- Insuffisance de la couverture des services sociaux de base de l'TASA

(d) facteur de sécurité

La prolifération des armes légères en raison de la persistance de conflits de frontières et les luttes civiles. L'initiative de recouvrement des armes légères n'a pas réussi en raison de la méfiance mutuelle et le manque de sincérité des collectivités voisines et des clans belligérants ou tribus. La commercialisation du bétail raids a exacerbé post-bétail raid inter- et intra communautaire, tribal et/ou du clan des animosités.

(e) Les facteurs technologiques

Les facteurs et tendances technologiques suivantes continuent d'entraver les initiatives de développement dans les zones pastorales et le développement de l'élevage et des stratégies d'atténuation appropriées doivent être intégrées dans l'initiative stratégique de l'ICPALD :

- Mauvaise communication infrastructure (routes, télécommunications, connectivité Internet et de l'électrification rurale);
- Faible capacité d'absorption de la technologie appropriée et les innovations prometteuses;
- le conservatisme et la léthargie à l'adoption de meilleures pratiques technologiques et les innovations prometteuses;
- l'accès limité à l'amélioration et/ou de technologies et d'innovations prometteuses;
- faible renforcement des capacités des ressources humaines;
- Insuffisance de l'environnement, la prévision du changement climatique et d'atténuation sensible et la diffusion de l'initiative de recherche concertée.

Toutefois, sur une note positive, l'amélioration de la vitesse d'installation des télécommunications et de l'Internet a eu une influence positive sur le commerce du bétail et de la pénétration du marché. Efficace de traçabilité du bétail et le suivi (via satellite) facilite la prise de décisions en temps opportun et à la planification, tandis qu'une adoption appropriée des TIC

et les progrès technologiques pour la communication efficace améliorera grandement le commerce du bétail et de la connectivité du marché. Possibilités de marquage électronique des animaux pour freiner le bruissement et contrôle mouvements; l'identification des ressources en eaux souterraines; la prévision climatique; etc, sont parmi les meilleures pratiques des innovations technologiques qui stimulera les zones pastorales et le développement de l'élevage secteurs est TASA de la région de l'IGAD à l'avenir.

(f) Facteurs économiques

Une économie en constante croissance d'états membres de l'IGAD permettra d'avoir accès aux ressources indispensables (humaines, techniques et matérielles) pour améliorer le développement des TASA. PDDAA Décentralisé, RPP et CPP abordant les moyens de subsistance pastoraux donnera une nouvelle impulsion aux zones arides et le développement du secteur de l'élevage. Toutefois, la prospection pétrolière et de forage par des consortiums internationaux sans rapports de l'EIA/ obligatoire, continuent de causer (sources d'air et d'eau) pollution débilitante de l'environnement avec effet à long terme sur les humains, le bétail et la flore. Les populations pastorales locales ne sont pas employées par les consortiums multinationaux internationaux pétroliers et minéraux en raison du manque de compétences techniques aptes au travail et de la capacité, et est là des efforts visibles vers les compétences techniques à court et à long terme et la formation en gestion de la population locale. Celle-ci est aggravée par le manque de responsabilité sociale des entreprises.

En outre, les facteurs économiques suivants requièrent des initiatives d'atténuation appropriées encastrables dans la stratégie d'ICPALD pour améliorer les zones pastorales et développement de l'élevage des TASA :

- La dégradation des sols, la faible productivité, peu développés structures du marché intérieur, peu d'épargne et d'investissement, un lourd endettement et de sous-développement des infrastructures, et un taux de croissance démographique élevé (plus de 3 %) et l'urbanisation élevée;
- le taux élevé de chômage chez les jeunes;
- Insuffisance de l'investissement de l'Etat dans la TASA;
- une concurrence malsaine pour les ressources entre les CER, l'ASC et ses organes et par les États membres et les agences des Nations Unies;
- manque d'ajout de valeur et le manque d'accès aux marchés organisés pour les produits de l'élevage et d'autres ressources naturelles fondées ASAL produits;
- Haut de la concurrence et de la demande pour la diminution des terres arables et de l'empiétement des régions semi-arides et arides pour l'agriculture (production alimentaire), l'eau et des pâturages;
- la forte hausse des prix des denrées alimentaires qui compromettent la sécurité alimentaire dans la région, ce qui a eu des conséquences néfastes sur les ménages pauvres;
- Fléchissement du tourisme et du commerce exacerbé par le potentiel touristique en grande partie inexploitée de l'TASA;
- Le recul des investissements étrangers directs et l'assistance des donateurs;
- Existence barrières interétatiques non tarifaires entre les états membres de l'IGAD; et

- Insuffisant/mauvaise infrastructure (routes, télécommunications et d'internet, et la fourniture de services sociaux de base).

(g) les facteurs juridiques

La politique, le commerce inter-États existants et les obstacles juridiques ayant une incidence sur les terres arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD sont adressées par des moyens appropriés, bilatéraux, les communautés économiques régionales et continentales et institutions (traités bilatéraux, CCE, l'IGAD et de l'AUC).

De nouvelles lois sur des parcours sont élaborées pour réglementer la capacité des stocks de disponible, l'enregistrement des pâturages des terres de parcours et la promotion de l'amélioration des pâturages et des pratiques de gestion de l'environnement, la démarcation de stock Itinéraires et utilisation efficace des sources d'eau.

Manque de respect pour les mécanismes traditionnels et les structures régissant le vol de bétail, la guerre, la résolution de conflits, la restitution et la consolidation de la paix; l'insuffisance de politiques régionales harmonisées, les programmes et l'application des cadres réglementaires; Environnement politique inadéquat régissant transfrontalières la gestion durable des ressources naturelles, humaines et des mouvements d'animaux; une concurrence malsaine pour les ressources entre les CER, l'ASC et ses organes et par les États membres et les agences des Nations Unies; et l'insuffisance de l'harmonisation inter-États et le marketing et le commerce transfrontières des politiques et mécanismes de réglementation seront diversement entraver et le bétail des zones pastorales durable des initiatives de développement de l'arides.

Le ci-dessus PESTEL facteurs se conjuguent pour contribuer à la région de l'IGAD considérable de la vulnérabilité à la variabilité actuelle du climat et du changement climatique sur le long terme, en particulier les TASA. En tant que telles, les efforts visant à accroître la capacité de l'ASAL les communautés et les ménages à faire face et s'adapter à une plus grande prévalence de la sécheresse due au changement climatique nécessite des approches holistique leur besoin d'information, l'accès à la technologie appropriée, le renforcement des capacités, de nouveaux moyens d'existence et régime politique favorable.

(h) la mobilisation des ressources et financement

Certains gouvernements ne sont pas signataires de l'IGAD. Les Etats membres du Canton d'accord, et ne peuvent donc pas accéder aux financements de l'UE pour les terres arides, l'élevage et du développement des pêches. Les stratégies de mobilisation de ressources alternatives doivent être mises en place.

2.2.3 Les enjeux stratégiques émergents et objectifs

Tableau 4 : les enjeux stratégiques émergents et objectifs

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
1	La politique, le commerce inter-États existants et les obstacles juridiques ayant une incidence sur les terres arides et le développement de l'élevage dans la région.	1. Examen de la politique, l'harmonisation et de la domestication des accords bilatéraux, régionaux et collectivités et institutions économiques continentales (traités bilatéraux, CCE, l'IGAD et de l'AUC) cadres juridiques.
2	Il existe un besoin d'améliorer la production de l'élevage local et la productivité pour améliorer la nourriture, la sécurité sociale et économique des communautés pastorales (de TASA). Cependant cela a été mis en péril par une faible adoption de technologies appropriées. Services de vulgarisation inadéquats et de faibles revenus ont conduit à une faible adoption des technologies éprouvées et donc les niveaux de productivité et de revenus restent faibles.	2. La recherche adaptative : amélioration génétique des races animales locales pour l'augmentation de la production de bétail et la productivité.
	Les coûts élevés et la faible qualité des intrants - le coût élevé des aliments du bétail et d'autres intrants a augmenté le coût de production et réduit la compétitivité de l'industrie de l'élevage. Ceci, couplé avec une faible qualité des intrants a influé sur la productivité et la rentabilité des élevages.	3. Considérations de subvention à moindre coût de l'alimentation du bétail et d'intrants. Faire appliquer des normes de qualité et des mesures de contrôle de la formulation et/ou importé des aliments du bétail et d'intrants.
	Nourrir et la disponibilité de l'eau - Aliments et d'eau sont essentiels à la productivité du bétail. Toutefois, la fluctuation saisonnière de l'alimentation et la disponibilité de l'eau pose des défis à la production du bétail et précipiter les conflits entre les collectivités et la faune en concurrence pour ces ressources.	Le développement des ressources en eau et la gestion de gamme amélioré : 4. La promotion des technologies et infrastructures de récolte de l'eau. 5. Source intégrée de l'eau, le développement des petites et moyennes du développement de l'irrigation pour l'horticulture orientée vers le marché et la sécurité

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
		alimentaire des ménages (nutrition), la production de fourrage, (ALIMENTATIONS) le traitement et l'entreposage. 6. La recherche adaptative et la démonstration de la gamme de modèle des pratiques exemplaires de gestion.
	La faiblesse de l'élevage et la formation. support d'extension	7. Renforcement de support d'extension de l'élevage et de la formation.
	Ajout de valeur, développement des petites et moyennes entreprises (bétail et produits non animaux)	8. L'ajout de valeur et fournir des services financiers (services bancaires, transfert d'argent mobile, prêt, le bétail en garantie, services de forex, régimes d'assurance-bétail) à la touche production de bétail et la commercialisation de la chaîne de valeur Les intervenants du sous-secteur.
	Système de production animale pastorale n'est pas orienté vers le marché, mais orientés plus socialement.	9. Promotion de la commercialisation et de l'orientation vers le marché de la production de bétail par les pasteurs.
	Inefficaces sexe Engagement, participation et habilitation dans les terres arides et le développement du secteur du bétail dans les zones arides et semi-arides.	10. Mise en œuvre de TASA stratégie féminine pour l'habilitation des femmes dans le développement du secteur du bétail des terres arides.
3	Les éclosions de maladie qui aboutissent à l'imposition de restrictions à l'exportation liés à la maladie. Les éclosions de maladies ont un impact négatif sur le rétablissement du commerce des animaux et des produits animaux.	11. Efficace les épidémies et les maladies du bétail régionaux (les épizooties) de surveillance, de contrôle et de gestion grâce à l'e établissement de quarantaine stratégique régionale et de l'assainissement les installations équipées de laboratoires fonctionnels pour fournir la mise en quarantaine et la certification des animaux d'élevage élargi et traditionnelles zones de captage et de marchés. 12. Capacité locale améliorée pour la fabrication de médicaments et vaccins vétérinaires.

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
4	La médiocrité des infrastructures dans les zones arides et semi-arides, y compris les routes, les marchés et les parcours de l'infrastructure et des services.	Promotion de la commercialisation et le développement de l'infrastructure, y compris l'étude de marché et stock-acheminer l'infrastructure et les services connexes : 13. Tous les postes d'inspection frontaliers agréés (BIP) sont exploités sous l'autorité d'un vétérinaire officiel (pas les fonctionnaires des douanes non technique). 14. Les marchés transfrontaliers sont équipées de structures de base et services (clôturée triage service fourni avec suffisamment d'eau et d'arrosage creux, Hay et d'aliments concentrés pour animaux , hangars et rampes de chargement , de sites d'enfouissement, la vaccination crash, l'abattage d'urgence dalles, balance de pesage, power-house) .
	Mauvaise commercialisation de TASA basé le bétail et produits non animaux. Par exemple, le transport par camion de chameaux: Les animaux sont trop longs pour tenir dans les chariots standard, menant à une pratique contraire à l'éthique de transporter les animaux avec leurs pattes repliées et attaché pour les voyages de longue durée de plusieurs jours. Exigences variables en commerce extérieur - exigences strictes par les partenaires commerciaux a entravé le commerce des animaux d'élevage, de produits animaux et d'intrants. En outre l'évolution des exigences des consommateurs continue de poser des défis pour les pays de se conformer.	15. Région de l'IGAD et du bétail Non-Livestock standard du système d'information sur le marché des produits est en place. 16. Mise en œuvre de la stratégie pour l'amélioration de l'accès aux marchés, le commerce et les services financiers pour TASA basé Bétail et produits non animaux. 17. Explorer la viabilité de designer des camions comme un autre moyen de transport de chameaux pour des débouchés sur le marché. 18. Faisceau de vitesse améliorés de télécommunications et à internet pour exercer une influence positive sur le commerce du bétail et de la pénétration du marché;
5	Les pasteurs ou agriculteur les conflits dus à l'absence de et/ou désordonnée de l'application de politiques foncières imprécis. En outre, les parcours ne sont pas enregistrés avec stock traditionnel routes bloquées par les agriculteurs de parfois peur des animaux	19. Promotion de l'amélioration des pratiques de gestion des terres de parcours à travers les pâturages, de relèvement et de développement et l'établissement de nouveaux pâturages.

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
	d'élevage des dommages à leurs cultures.	20. Formulation de nouveaux parcours de lois pour réglementer la capacité des stocks de pâturages, l'enregistrement et la promotion de l'amélioration des pâturages et des pratiques de gestion de l'environnement; la démarcation de stock Itinéraires et utilisation efficace des sources d'eau.
6	L'insécurité dans les régions productrices de bétail - L'insécurité dans les régions productrices de l'élevage entrave le contrôle des maladies du bétail Control et l'accès aux marchés. Cela conduit à une perte de revenus et des moyens de subsistance des producteurs et des autres intervenants dans la chaîne de valeur du bétail. L'insécurité dans les régions productrices de bétail a été extrême en raison de : 1. Les tensions politiques entre pays voisins (p. ex. Soudan et au Soudan du Sud).	21. La résolution des conflits et la paix durable des mécanismes de médiation (CEWARN)
	2. La prolifération des armes légères en raison de la persistance de conflits de frontières et les luttes civiles avec les pays voisins et les collectivités, souvent exacerbés par le manque de sincérité des pays voisins, communautés et tribus guerrières.	22. Les États membres de la ratification et de l'engagement de sauvegarder inter-tribal traditionnel/accords de migration communautaire, l'élevage des mouvements, le partage des ressources naturelles et de l'inter-tribal/Communauté des mécanismes de résolution des conflits. 23. Appliquer les règlements administratifs de la collectivité et la législation de l'état sur les capacité des écosystèmes.
	3. Augmentation de la population humaine et des stocks importants exercent une pression sur le fragile écosystème TASA : questions socio-politiques ignorer la nécessité de bonnes pratiques de gestion des terres de parcours.	
	4. Ventilation du pâturage traditionnel règlement menant à une concurrence malsaine et des conflits au sujet des ressources	

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
	naturelles.	
	5. Renforcement du libre-échange/ questions transfrontalières à endiguer de plus en plus commercialisées (et militarisée) le vol de bétail.	24. Les États membres/ICPALD mixte/IDDRSI CEWARN/surveillance pour le suivi rapide de zone libre commerce et des accords bilatéraux. 25. Employer efficace de traçabilité du bétail et la technologie de suivi (via satellite) pour faciliter la prise de décisions en temps opportun et à la planification.
	6. Les sécheresses récurrentes et la désertification qui conduisent à des pertes de bétail et dans l'indigence; le manque de ménages PASTORALES CHANGEMENT CLIMATIQUE L'atténuation de l'impact des stratégies et des interventions, conjuguée à la forte concurrence dans la gamme des terres entre les tribus ont été la principale cause de conflits et de luttes intertribaux chez les pasteurs.	26. L'incidence du changement climatique et la désertification des stratégies d'atténuation et d'initiatives.
7	L'insuffisance du financement et l'allocation des ressources pour les terres arides et le développement du secteur de l'élevage, notamment le manque de financement pour le secteur de l'élevage.	27. Plaidoyer pour l'amélioration de terres arides et le financement du secteur du bétail (soutien financier, des ressources humaines, l'équipement, et le renforcement des capacités techniques).
8	Intervention existent en vertu de laquelle le bétail santé gap est pris en charge tandis que les pasteurs manque des services essentiels de base de l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement, la nutrition et les soins de santé primaires; l'éducation pour les enfants d'âge scolaire et le manque de sécurité humaine.	Intervention en Développement intégré et holistique objectifs comprenant : 28. Le contrôle et la gestion des maladies animales transfrontalières (maladies à déclaration obligatoire épizootique), de traitement et de vaccination; 29. Résolution de conflit durable et la consolidation de la paix dans les zones pastorales (tous les types de conflits). 30. Renforcement de la dimension transfrontalière de mouvement et d'intervention d'urgence intégré de la sécurité.
9	Possibilités de financement de rechange doivent être identifiés et	31. ICPALD afin d'élaborer une stratégie globale, mais la

S. No	Question Stratégique	Objectifs stratégiques
	mobilisés pour les États Membres de l'IGAD qui sont non-signataire de l'Accord de Canton.	stratégie de mobilisation des ressources souples.
10	Une préoccupation générale a été soulevée au cours de l'apparent manque de coordination entre le ministère des Affaires étrangères et de l'IGAD (et par extension ICPALD) Intervenants Les ministères techniques aux États membres en raison du manque de moyens techniques.	32. Évaluer la faisabilité d'établir une coordination technique ICPALD Point focal d'un bureau à chaque ligne ministère technique des parties prenantes dans les États membres en plus de l'ensemble de l'IGAD/MOFA la coordination pour une coordination efficace.
11	"ICPALD n'est pas une unité reconnue légalement/Bureau du Secrétariat de l'IGAD et devraient strictement un groupe spécialisé fonctionnent en vertu de l'Agriculture et de l'environnement Division conformément à l'ancienne structure de l'IGAD, qui est la structure d'exploitation légalement reconnue. ICPALD n'a aucune raison d'utiliser le logo officiel du L'IGAD!" (il Gebreselassie, Directeur Direction de l'Autorité intergouvernementale Gbreegziabher/MOFA, Éthiopie MS et l'actuel président de l'IGAD).	33. Accélérer la ratification de la justification, le protocole, le mandat, la structure et les fonctions du ICPALD par les États membres, le Conseil des ministres et au Sommet.

3 .0 CADRE STRATÉGIQUE

La Stratégie du développement du Centre IGAD pour les zones pastorales et le développement de l'élevage (ICPALD) (2016-2020) repose sur l'actuelle stratégie et plan de mise en œuvre de l'IGAD (2011-2015); Institutions spécialisées de l'IGAD et stratégies des Programmes et mises en œuvre des plans [ICPAC stratégie 2011-2016, ISSP (2011-2015), IRAPP (2012-2016), cadre de politique régionale du genre IGAD 2012-2016 et la stratégie CEWARN (2012-2017)] ; Initiative de l'IGAD sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité IDDRSI (2013-2017) ; Plans d'intervention de la sécheresse des principaux partenaires et parties prenantes : AUC/NEPAD/CAADP, UA-BIRA, EAC, Banque mondiale, Banque africaine de développement, le PNUD, UE, USAID, GIZ, Associations pastorales et autres.

La stratégie repose sur la convergence des mandats et des objectifs des différentes parties prenantes dans le secteur du développement des zones arides de l'agriculture et l'élevage. L'IGAD est engagée à promouvoir l'approche holistique, intégrée, axée sur les résultats de développement programmation qui répond aux aspirations régionales environnementales, socioculturelles, politiques et économiques des communautés ASAL de la région de l'IGAD, efficace et une utilisation efficace des ressources, la responsabilité mutuelle et transparence. La stratégie renforcera le renforcement des capacités de la capacité d'atténuation durable des institutions et des TASA régionales et nationales communautés contre l'insécurité alimentaire, le changement climatique et la désertification.

La stratégie préconise un changement de paradigme de l'ancien examen du TASA comme non productifs des terres incultes du point de vue de développement actuel que les TASA ont d'importantes possibilités qui devraient être exploitées de manière durable bien ciblées, les investissements du secteur public et privé au profit des collectivités locales et des nations.

La stratégie met l'accent sur l'importance d'une approche régionale (pensée nationale et une action régionales) qui demande d'engagement simultané des pays de la région dans les efforts qu'encourager, faciliter et soutenir l'adaptation aux changements climatiques et zones pastorales durables et le développement de l'élevage.

Un résumé de la hiérarchie de planification ICPALD et positionnement stratégique est décrit ci-dessous.

ICPALD comprend trois (3) Orientations ministérielles qui ont été élaborées par suite de consultations avec les Etats membres de l'IGAD, de l'IGAD, bâtons, partenaires de développement et un examen approfondi de la législation nationale, régionale et continentale et les partenaires de développement institutionnel des politiques, stratégies et programmes ciblant les lacunes et l'élevage des zones pastorales Secteur de l'arides.

Le Plan stratégique ICPALD (2013 - 2017) et les orientations ministérielles proposées a été validée lors d'une réunion conjointe entre les parties prenantes' ValidationWorkshop par les

États membres et les partenaires de développement s'est tenu à Kampala en Ouganda le 25-26 novembre 2013. Les orientations ministérielles ICPALD reflètent fidèlement le programme CAADP IDDRSI traditionnels piliers, domaines d'intervention prioritaires et les domaines prioritaires de la stratégie institutionnelle globale de l'IGAD. Cela garantit une synergie, cohérence et uniformité dans l'identification et le classement par ordre de priorité la sécurité alimentaire de la région et des défis en matière de développement.

3.1 OBJECTIFS DEPARTEMENTAUX ICPALD

Les nouvelles questions stratégiques ainsi que les objectifs stratégiques correspondants à partir d'un bureau d'étude des zones arides et élevage; examen des politiques des études de cas; PESTEL; externe analyses SWOT et évaluation par le biais de consultations avec des ministères d'exécution pertinents Les Etats membres de décideurs, personnel et de l'IGAD et les institutions partenaires; et évaluation interne grâce aux entrevues avec des informateurs clés et des consultations avec l'équipe ICPALD, Secrétariat de l'IGAD/divisions, unités spécialisées et le personnel des programmes et des projets par satellite ont été regroupées en trois grands secteurs thématiques, ci-après dénommé Orientations ministérielles (DTS)' pour la réalisation des objectifs d'ICPALD. (Voir Fig. 1 ci-dessous).

Axes d'intervention stratégiques ICPALD
1. Aspects socioéconomiques, Genre, Politique et le soutien marketing.
2. Le développement des zones arides : les zones arides de l'agriculture et d'autres moyens de subsistance.
3. Le développement de l'élevage : Production de bétail, la santé, la sécurité

Figure 2 : Objectifs stratégiques départementaux ICPALD

3.2 Hiérarchie de planification ICPALD et positionnement stratégique

Tableau 5 : Hiérarchie de planification et de positionnement stratégique.

Vision	Pour être le premier centre à promouvoir les terres arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD.		
Mission	Pour compléter les efforts des États membres de l'autorité dans le renforcement de la croissance économique durable dans les zones arides et semi-arides dans des États membres de l'IGAD.		
Objectif global	Promouvoir et faciliter le développement durable axé sur les populations et sensibles au genre dans les zones arides et du bétail dans la région de l'IGAD.		
Objectifs	Socio-économiques, genre	Le développement des	Le développement de

départementaux	et soutien à la politique.	zones arides (Terres arides Agriculture et des moyens de subsistance alternatifs)	l'élevage (Production, la santé, la sécurité alimentaire, le développement du commerce et du marché).
Objectifs stratégiques	Pour faciliter l'amélioration de l'accès à des données socio-économiques de qualité grâce à la collecte et l'analyse des données socio-économiques/ information améliorant ainsi l'environnement politique de décisions politiques fondées sur des preuves et l'accès aux marchés et aux services financiers.	Pour faciliter l'approche novatrice de la gestion durable des terres grâce à des ressources intégrées conservation, remise en état des terres et l'amélioration des moyens de subsistance alternatifs pour la génération de revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés de l'IGADD. TASA	À l'appui de Les Etats membres dans la réduction de l'incidence des maladies animales transfrontalières (DAT) et de zoonose et santé publique sur les moyens de subsistance, tandis que la promotion soutenue alimentation commercialisables de bétail et de produits animaux dans la région de l'IGAD.

3.3 ICPALD avantage comparatif et créneau stratégique

Réunion du Conseil de l'IGAD de juillet 2012 qui a approuvé la création d'ICPALD ordonné que la nouvelle institution travaille avec des " *centres d'excellence* " dans tout en empruntant à l'Autorité intergouvernementale Les Etats membres de la longue expérience du Secrétariat dans la gestion du développement économique et des questions liées à la sécheresse dans la région. De par sa conception ICPALD est chargé de soutenir, de promouvoir et de faciliter les interventions de nature à améliorer la croissance économique dans les zones arides et semi-arides de la région de l'IGAD.

L' ICPALD fait partie intégrante du Secrétariat de l'IGAD et ainsi sert à renforcer le rôle de l'IGAD et les Etats membres dans la lutte contre les zones pastorales et secteur de développement de l'élevage dans les TASA de la région Etats membres de l'IGAD. Les divisions de l'AIGD et de l'IGAD, institutions spécialisées y compris ICPALD CEWARN ICPAC,,, et le PAEI, IDDRSI par conception, s'attendre à appuyer l'identification, le développement et la mise en œuvre et/ou le suivi des orientations ministérielles négociée. ICPALD sera mis en œuvre en complémentarité avec les plans nationaux et à d'autres cadres tels que le PDDAA pour accroître la synergie. L'expérience de l'IGAD dans la gestion de la sécheresse des questions liées à la sécheresse dans la région et son avantage comparatif rend un idéal et naturel pour l'ICPALD.

La stratégie ICPALD est conçu pour compléter et mettre à profit les interventions en cours par les divisions et les institutions spécialisées de l'IGAD, les États membres, le développement et la mise en œuvre des partenaires y compris les ANE, qui ajoutent de la valeur à l'édification et au

renforcement de l'adaptation au changement climatique, résilient les terres arides l'agriculture et l'élevage. Il renforce l'innovation, fait la promotion de pratiques exemplaires et de technologies prometteuses permettant notamment prenant connaissance de systèmes de technologie et de connaissances autochtones dans un cadre multidisciplinaire et réglage de collaboration multisectorielle. La stratégie identifiera les meilleures pratiques internationales en matière d'adaptation au changement climatique, les terres arides de l'agriculture et d'autres moyens de subsistance, la production de bétail et la commercialisation, la pêche, l'aquaculture et le développement des ressources marines, la gestion des connaissances et créer une synergie avec les ÉFVP IDDRSI pertinentes, le développement axé sur les résultats, fondée sur les résultats du système de suivi et d'évaluation et approche d'examen par les pairs. La stratégie favorisera le développement de centres d'excellence dans les zones arides et semi-arides en matière de recherche et d'innovation technologique pour les zones pastorales et le développement de l'élevage, l'ajout de valeur et la commercialisation afin d'être utilisé pour la génération de connaissances et de technologie, partage d'expérience, et l'apprentissage institutionnel et la qualification.

En général, le créneau stratégique d'ICPALD permettra de maximiser la synergie de l'alignement de sur efforts, une coordination étroite et une collaboration avec les institutions de l'IGAD, les États membres, institutions régionales et sous-régionales (CER), les partenaires de développement, institutions de recherche locales et internationales pour la mise en œuvre effective de ses trois orientations ministérielles pour optimiser la prestation des services y compris mais non limité aux :

1) Mettre en œuvre cette stratégie de manière efficace, efficiente et en conformité avec le mandat de l'IGAD;
2) Identifier et assurer le suivi de toute action ou décision prise ou recommandée dans le passé par divers organes de l'Autorité intergouvernementale pour le développement sur toute question portant sur des ressources de subsistance et le développement de l'élevage à des fins d'examen et portant le même de se concrétiser;
3) Avoir de solides liens opérationnels avec la division de DEA et d'autres institutions spécialisées ayant les mêmes intérêts sectoriels, y compris ISTVS ECSD, CEWARN ICPAC, et dans le développement et l'harmonisation des projets, programmes de stratégies et de politiques;
4) Établir et maintenir une étroite coopération avec les partenaires nationaux, des institutions dans les Etats membres et tous les partenaires en coopération aux fins d'un développement coordonné et intégré des ressources de subsistance complémentaire et de têtes de bétail dans la région;
5) initier et mettre en œuvre des programmes attentifs aux conflits, sensibles aux questions du sexe et à l'environnement aux fins d' intégration des femmes et des jeunes dans les ressources de subsistance complémentaires et des activités de développement de l'élevage pour le but ultime d'élever et de soutenir les jeunes et le profil et la contribution des femmes aux économies nationales et régionales;
6) Améliorer les ressources humaines, financières et la capacité technique des ressources de subsistance complémentaire et les producteurs de bétail et de la chaîne de valeur les intervenants grâce à l'innovation dans les " restitutions " que sont la recherche inspirée ou

informé par les meilleures pratiques d'efforts similaires à l'intérieur et à l'extérieur de la région afin de renforcer la résilience des communautés cibles;

7) (a) promouvoir et maintenir l'amélioration, pro-active, en temps opportun et un vaste système de gestion des connaissances, y compris la collecte et la diffusion des informations et commentaires sur les ressources de subsistance et le bétail complémentaire des questions sur la base des principes suivants :
    (i) pertinence
    (ii) la pertinence
    (iii) la transparence
    (iv) la coopération, et
    (v) libre circulation et/ou l'accès à l'information;

(b) maintenir le contrôle qualité de la base de données et systèmes d'information nécessaires pour compléter leurs moyens d'existence et la production animale, le marketing et les maladies et les risques connexes aux fins de soutenir l'national et les stratégies de réduction des risques régionaux et le bétail des systèmes d'alerte précoce.

8) Encourager les membres, en consultation avec les divisions de l'IGAD et les institutions spécialisées, de conclure des accords ou des protocoles d'entente avec des partenaires et d'autres acteurs régionaux ou les organisations ayant des objectifs semblables;
9) Soumettre des rapports trimestriels et annuels au Secrétaire exécutif par l'intermédiaire du Comité d'administration et de la division de DEA;
10) Mettre en œuvre les décisions du comité directeur et de l'IGAD, organes politiques; et
11) Exercer les autres fonctions qui pourront lui être confiées par le Comité directeur, le Secrétaire exécutif et/ou les organes politiques de l'IGAD ou toute fonction qui peut être exécutée afin d'atteindre l'un ou l'ensemble des objectifs du Centre.

3. 4 STRATÉGIE ICPALD (Mandat, vision, mission et valeurs fondamentales)

Le **mandat**

« Promouvoir et faciliter un développement durable et équitable des zones arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD. »

(La devise ICPALD : assurer le leadership dans les zones arides et le développement de l'élevage dans la région aride de l'IGAD).

La **Vision**

« Etre le Centre Premier pour la résilience accrue et moyens d'existence durables de ménages des TASA à travers la promotion des terres arides et le développement de l'élevage dans la région de l'IGAD. »

La **Mission**

"Pour compléter les efforts des États membres de l'autorité dans le renforcement de la croissance économique durable dans les zones arides et semi-arides dans des États membres de l'IGAD".

Objectif général

« Promouvoir et faciliter le développement durable axé sur les populations et sensibles au genre dans les zones arides et du bétail dans la région de l'IGAD. »

Principes et valeurs

La mise en œuvre de la stratégie ICPALD doit être guidée par les valeurs fondamentales énoncées dans les accords instituant l'IGAD, et dans d'autres traités régionaux et internationaux pertinents et charters. Ces valeurs comprennent :

- Promotion de la bonne gouvernance qui adhère strictement à la création et à la protection des droits fondamentaux de l'homme par le biais de l'institutionnalisation de l'égalité hommes-femmes, la démocratie et la transparence;
- La promotion d'un sentiment de communauté qui aspire à maintenir la paix dans la région et de trouver la solution pacifique des différends entre et au sein des États membres;
- L'établissement et le maintien de cadres qui permettent aux communautés cibles pour identifier leurs besoins prioritaires et être à l'avant-garde pour les résoudre;
- ICPALD adhère au principe de subsidiarité, ce qui signifie qu'il fonctionne au niveau de la société où il peut atteindre un impact maximum;
- ICPALD souscrit au principe de la géométrie variable qui reconnaît que ses membres se trouvent à des niveaux de développement différents et se déplacent à des vitesses différentes et constellations selon leurs priorités;
- L'ajout de valeur et de compléter les efforts de développement des États membres dans un processus consultatif visant à améliorer la coopération et l'esprit de partenariat dans les programmes;
- L'adhésion au principe de l'égalité entre les sexes et l'équité;
- Promotion de ouvert, transparent et les modalités de l'aide commune avec les partenaires de développement.

En outre, la mise en œuvre de la stratégie ICPALD doit respecter et promouvoir les principes suivants : le professionnalisme; une grande intégrité et confiance; la transparence et la responsabilisation; l'inclusivité; la propriété, l'implication et la participation active; travail en équipe; la fidélité à la loi; l'efficacité et l'efficience; engagement à l'égard de la qualité de prestation de services et de valeur ajoutée, principes d'optimisation des ressources, les meilleures pratiques et l'innovation; la réciprocité; confidentialité; valoriser les gens et leurs dotations, la courtoisie, la croissance continue et le développement; respect du principe de subsidiarité; ciblage spatiale et sociale; l'égalité entre les sexes, les conflits et l'environnement sensible et réceptif des programmes; la reconnaissance, d'affirmation et de récompenser l'excellence du rendement et des réalisations exceptionnelles et de défendre la preuve et l'investissement axée sur les résultats.

3. 5 Objectifs stratégiques et objectifs départementaux

Dans les sections qui suivent, des objectifs stratégiques et des stratégies pour atteindre les résultats dans chacun des orientations ministérielles sont présentés.

Stratégies transversales clés

Un aperçu du minimum et les stratégies intersectorielles clés qui seront mises en œuvre dans chaque ministère domaines à contribuer à orientations la construction de communautés pastorales et environnement résiliente dans l'IGAD TASA région est résumé dans la figure 2 ci-dessous.

Figure 3 : Stratégies transversales clés pour chaque Objectif départemental

Stratégies transversales clés

(a) la gestion des connaissances et intégration de l'adaptation aux changements climatiques : (i) l'intégration de l'adaptation au changement climatique à tous les niveaux grâce à la gestion des connaissances, la recherche, l'innovation technologique et la diffusion. (ii) Bâtir une compréhension et une base de connaissances solide, principes et une culture de communautés pastorales résilient et durable.

b systèmes ASAL) Intégration des terres arides et le développement de l'élevage des politiques favorables aux, les cadres juridiques, la planification et la mise en œuvre participative.

(c) Développement et renforcement des institutions, mécanismes basé sur TASA et capacités, et b " Construire la cohérence et partenariats pour le changement climatique adaptation résilient les terres arides et le développement de l'élevage initiatives.

(d) l'accélération, l'expansion, jusqu'à l'échelle et l'institutionnalisation des investissements en cours, les modèles de réussite et les processus dans la région de l'IGAD.

(e) le renforcement de l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des jeunes et des femmes, sur les approches fondées sur les droits de l'homme, la bonne gouvernance et les pratiques démocratiques.

Les stratégies proposées pour chacun des zones d'intervention prioritaire sont décrits dans les sections qui suivent ci-dessous.

3.5.1 Aspects socioéconomiques, Genre, et appui aux politiques

Deux objectifs stratégiques doivent être mises en œuvre en vertu de la présente Objectif départemental :

Os1: améliorer l'accès à la qualité des données socio-économiques.

SO2 : Renforcement des politiques de l'environnement pour les décisions de politique fondée sur des données probantes.

SO3 : l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits non animaux et renforcer la fourniture de services financiers.

3.5.1.1. Interventions prioritaires d'adresse pour 1 : Améliorer l'accès à la qualité des données socio-économiques.

Compte tenu de la nécessité de combler les lacunes dans la disponibilité de données de qualité, de méthodes harmonisées de collecte et d'analyse de données, la mobilisation des compétences dispersées dans MS et institutions afin de promouvoir des politiques et des investissements judicieux dans la santé animale et de l'élevage en général, il est nécessaire de soutenir les réseaux d'économistes du bétail dans la région qui travaillera avec les moyeux de politique nationale de l'élevage (LPH) et les consultants de recueillir de meilleures données. [3] Il y a aussi besoin de recueillir des données pertinentes et exactes sur la contribution des produits forestiers non ligneux et minéraux artisanale et les terres arides, l'agriculture dans le PIB et les données socio-économiques sur l'utilisation efficace des ressources en eau disponibles dans le arides.

Le Centre, en collaboration avec d'autres institutions partenaires d'excellence dans la région permettra d'appuyer l'initiative sur la création d'une plate-forme Web et réseau de partage d'information (continental, régional et national); examen des programmes de formation économiques du bétail; création d'un référentiel de données Organismes et sensibiliser (national et continental); l'amélioration de la capacité sur l'utilisation de outils socio-économique; le renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs/les sociétés civiles dans la génération de données; promouvoir le développement des mémoires sur l'économie de l'élevage; l'utilisation de la politique Hubs animaux d'élevage (LPH) d'externaliser / collecter des données et de fournir aux décideurs des informations pour permettre l'utilisation (LPH à utiliser les données pour le lobbying et le plaidoyer).

- Documenter et examiner les approches pour la collecte et l'analyse des données dans les Etats membres de l'IGAD et fournir le soutien et les conseiller
- Appuyer la recherche, la documentation et la promotion des données socio-économiques pour le bétail et non-ressources d'élevage dans les zones arides et semi-arides
- Évaluer la contribution socio-économique des ressources de subsistance alternative (produits forestiers autres que le bois et l'exploitation minière artisanale) au PIB
- Évaluer la valeur économique totale du bétail aux niveaux national et régional

[3] Gros s Produit national (PIB) par habitant de la consommation de produits de l'élevage; de la part de la valeur des animaux d'élevage dans l'agriculture; la croissance annuelle de la valeur ajoutée dans le secteur de l'élevage du bétail par espèce; les dépenses publiques sur le bétail en pourcentage du PIB de secteur agricole; les dépenses publiques sur l'animal. Les services de santé en tant que pourcentage du total des dépenses publiques consacrées à l'élevage; ANIMAUX Inventaires:; composition nationale et régionale/la structure et l'emplacement des animaux; nombre d'animaux; unités de gros bétail par habitant; les données sur les ménages : Part de revenus provenant du bétail; les données sur la contribution du bétail au rognage secteur; des données sur la contribution de l'élevage au PIB et les moyens de subsistance, les chaînes de valeur (compétitivité, du niveau de développement, de sécurité); chaîne de valeur (désagrégation des marges brutes); moyens de subsistance Analyse (pauvreté, les revenus, la sécurité alimentaire; les dépenses); analyse coûts-avantages (ACA) de programmes, actions etc.

- Évaluer la valeur économique totale de ressources non animales aux niveaux national et régional
- Promouvoir le concept de l'évaluation économique totale par le biais de formations et événements régionaux

À l'aide de l'IGAD en terre sèche, établissement de formation et de recherche, réseau, données socio-économiques nécessaires pour combler les lacunes de la contribution des produits forestiers non ligneux et minéraux artisanale et les terres arides, l'agriculture dans le PIB et les données et l'utilisation efficace des ressources en eau disponibles dans le arides seront recueillies, analysées et concrétisées pour MS pour guider les interventions appropriées.

3.5.1.2. Les interventions prioritaires à l'adresse S0 2: Renforcer l'environnement politique pour les décisions de politique fondée sur des données probantes

Compte tenu de l'importance de saines politiques pour influencer la sollicitation de l'appui financier de deux gouvernements nationaux et les partenaires du développement, les activités suivantes/domaines d'intervention sont proposés en tenant compte de la contribution des données à partir d'études socio-économiques (i) de soutenir les opérations politiques Moyeux (LPH) à MS et au niveau régional; (ii) bâtir sur l'expérience établie en vertu de l'IGAD et succédé par ICPALD LPI et VET-GOV d'adaptation au changement climatique; (iii) mener des politiques et des examens stratégiques et mise à jour de la législation en liaison avec les organismes de normalisation respectifs, (iv) mener des études d'examen de la politique sur la gestion des crises et les terres arides, l'agriculture à MS et les niveaux régionaux, (v) la publication des synthèses politiques, (vi) la capacité formation dans les examens de politiques permettent de formes, (vii) mener des études Sur l'allocation des ressources pour le secteur de l'élevage, la NWFP, artisanal de minéraux, les terres arides de l'agriculture et des ressources en eau vis-à-vis la contribution au PIB et publier des énoncés de politique, (viii) Élaborer des méthodes rentables et mobilisation des ressources pour le bétail et de recensement estimation de la valeur d'autres ressources, (ix)mener des études sur les effets économiques sur les producteurs de la fiscalité gouvernementale et les politiques d'exportation, et (x) renforcer la participation des communautés à la prise de décision politique et l'affectation des ressources.

- Analyser, examiner et donner des conseils sur les politiques et les stratégies utilisées pour TASA
- Examiner et documenter les innovations au sein des universités et des établissements de recherche dans la région pour une utilisation dans les zones arides et semi-arides
- Examen et documentation de quitter les innovations dans les parcours et les aliments pour animaux dans les universités et les établissements de recherche pour une utilisation dans les zones arides et semi-arides
- Promouvoir le partage et la mise à l'échelle des innovations existantes dans la région pour une utilisation dans les zones arides et semi-arides
- Appuyer l'élaboration d'une stratégie d'exploitation minière artisanale dans la région
- Soutien Promotion des investissements durables en ressources de subsistance gratuit

- Mener des études sur l'affectation des ressources pour le bétail, les produits forestiers non ligneux, l'exploitation minière artisanale et sous-secteurs de l'agriculture des terres arides
- Promouvoir l'apprentissage par la pratique, en effectuant des visites d'apprentissage, expositions et foires de connaissances

1.3. Les interventions prioritaires à l'adresse SO 3 : Améliorer l'accès aux marchés pour les produits non animaux et renforcer la fourniture de services financiers.

- Prise en charge de MS dans la formation d'associations minières artisanales et à renforcer leurs capacités en termes de technique, de compétences en affaires et questions reliées à l'environnement.
- Promotion des liens existants et de nouveaux marchés pour les produits forestiers autres que le bois et l'exploitation minière artisanale dans les zones arides et semi-arides
- Examen et analyse de l'écart des produits financiers pour les zones pastorales et lien les pasteurs à des fournisseurs de services financiers
- Examen et analyse de l'écart des produits financiers pour les moyens de subsistance et les producteurs de liaison gratuit aux services financiers
- Soutenir la promotion de l'apiculture durable dans la région par l'intermédiaire institutionnel, approche technique et d'innovation

Principaux jalons (1) Objectifs départementaux

- Neuf exposés de politiques élaborés, partagés et domestiqués pour assurer un environnement politique favorable pour le bétail et la diversification agricole, et produits forestiers non ligneux d'ajout de valeur aux produits de base
- Régionaux et nationaux de développement technologiques, la recherche et l'innovation dans les Etats membres de l'IGAD pris en charge
- Miser sur les initiatives existantes pour développer des mesures de bétail contribution au PIB pour tous les sept Etats Membres de l'IGAD
- Augmenter considérablement la disponibilité de haute qualité, opportuns et fiables des données ventilées selon le revenu, le sexe, l'âge, la race, l'ethnicité, le statut migratoire, l'emplacement géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans les contextes nationaux
- L'assistance est fournie pour le renforcement des capacités statistiques dans l'IGAD
- Accroître l'accès à la science, la technologie et l'innovation, améliorer le partage des connaissances et l'adoption sur les modalités mutuellement convenues

3.5.2 Développement des terres arides , les terres arides de l'Agriculture et des moyens de subsistance alternatifs

Arides sont manifestement des actifs et non passif. Appropriée des programmes de développement à long terme impliquerait l'exploitation durable du potentiel productif des régions arides et réduire les crises répétées. Le Centre orientera l'élaboration d'une approche

novatrice de la gestion durable des terres (SLM) [4] où la conservation des ressources et de la réhabilitation des terres peuvent être combinés avec l'amélioration des moyens de subsistance et la génération de revenus pour les communautés locales. Les innovations telles que l' Ecole de terrain pour agriculteurs participative (FFS) les interventions de promotion de la SLM de l'apprentissage par la pratique et l'adaptation avec pilote communautés agro-pastorale dans les terres arides sera institué. Cette réforme s'appuiera sur les agro-pastorales autochtones locales les systèmes de connaissances, de technologies et d'innovations ainsi que la science et la technologie modernes. Il est nécessaire d'améliorer l'élaboration de politiques et de stratégies visant à assurer dûment en considération SLM aux niveaux central et local. Ceci peut être fait par l'intermédiaire de cadre d'investissement stratégique (CIS) avec l'appui apporté au renforcement de la mise en œuvre locale et les liens avec la recherche pour surveiller et évaluer les progrès accomplis dans la lutte contre la dégradation des terres, la pauvreté et dimensions de la sécurité alimentaire dans les zones arides .

Renforcer l'exploitation du plein potentiel économique et social des zones arides , le Centre de réseau et de collaborer avec les institutions compétentes, les partenaires et les États membres pour améliorer la gestion des connaissances dans la région de l'IGAD. À cette fin, le Centre a l'intention de : (i) élaborer des structures d'apprentissage et d'archives; [5] (ii) développer la connaissance des mécanismes de partage et de stockage [6] et (iii) développer la gestion des connaissances et de l'Architecture des applications. [7]

SO 1 : Promouvoir l'amélioration des modes de subsistance dans les zones sèches
SO2 : gamme durable et la gestion des terrains boisés
Os3: améliorer les systèmes d'alerte rapide pastorale
SO 4 : Promouvoir la transhumance et sécuriser les parcours pour les pasteurs d'accès

[4] SLM de faire permettra de résoudre les problèmes avec Rangeland Conservation, gestion de l'eau, l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux et l'extraction minière artisanale.

[5] (un) d'apprentissage individuel (séminaires, ateliers, conférences, expositions, salons, des documents imprimés, des universitaires Études et internet e-Knowledge matériaux); (b) l'apprentissage auprès des autres Parties : (clients (MS), des partenaires et des concurrents (par exemple, EAC), les universités et les établissements de recherche, consultants, organisations gouvernementales et non gouvernementales et les organisations de donateurs); (c) les mécanismes d'apprentissage organisationnel : (décrire systématiquement les enseignements tirés de la conception du programme/projet, mise en œuvre et évaluation).

[6] (a) des mécanismes de partage des connaissances (élaborer le portail web ICPALD, créer liste de diffusion, partenariat de collaboration avec les médias grand public (téléviseurs, chaînes de radio et de supports d'impression) et l'utilisation des médias sociaux (blogs, You Tube, Twiter, facebook et autres) et (b) Mécanisme de stockage des connaissances (serveurs de base de données, Disques durs externes et documentation imprimée (principalement sur les documents importants et sensibles).

7 La gestion des connaissances et de l'architecture des applications (indicateurs de rendement, l'évaluation du personnel et le partage des connaissances de leur organigramme)

3.5.2.1.Les interventions prioritaires à aborder afin 1 : Promouvoir l'amélioration des modes de subsistance dans les zones sèches

Le Centre favorisera l'élaboration de politiques appropriées pour l'agriculture des terres arides. Les terres arides, l'agriculture a évolué comme un ensemble de techniques et de pratiques de gestion utilisées par les agriculteurs pour s'adapter continuellement à la présence ou à l' insuffisance de l'humidité dans un cycle de récolte donnée avec aussi peu que 230 mm de précipitations par année. Les principales caractéristiques comprennent la conservation de l'humidité; l'utilisation efficace de l'eau disponible et le contrôle des coûts d'entrée. Le centre encouragera l'adoption de ces techniques en jouant un rôle de chef de file dans la production de connaissances et le partage d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages; accroître l'accès aux compétences et technologies nécessaires pour pluviale et irriguée les terres arides, l'agriculture, plus particulièrement dans la communauté interventions gérés.

L'importance de la NWFP à la vie économique, sociale et de l'environnement dans le contexte de l'arides dans le CdA ne saurait être trop soulignée. Les conditions précises dans lesquelles la NWFP sont produites, récoltés, transformés et commercialisés doit être améliorée. Les implications de la grande variété de produits et leur importance sociale et économique pour les collectivités locales sont assez importantes. La dispersion et l'hétérogénéité des marchés au niveau local, national et international et les besoins de capacités de marketing appropriées, renforcé l'information de marketing, l'amélioration des pratiques de commercialisation et bénéficier d'un appui institutionnel et infrastructurel connexes structures est bien reconnu. L'importance des activités artisanales et la petite exploitation minière secteur est le potentiel de réduction de la pauvreté et la création de richesses dans l'énorme taux de chômage dans les zones arides . Le secteur est caractérisé par un certain nombre de travaux d'exploration/Dépôt des cartes et non réglementées à l'aide à petite échelle saisonnière du matériel rudimentaire. Les minéraux se trouvent dans les zones d'une infrastructure médiocre et de l'asymétrie de l'information (marchés, prix). En outre, il est tourmenté par les mauvaises conditions de travail (santé, sécurité et environnement - HSE).

Pour réaliser cette stratégie, le Centre entreprendra les activités suivantes afin d'atteindre cet objectif stratégique, le Centre entreprendra les activités suivantes : (i) appuyer la recherche, la documentation et la promotion de l'agriculture des terres arides, (ii) promouvoir les techniques de récolte de l'eau adapté et l'utilisation, (iii) favoriser l'interaction entre la production animale, la production d'aliments du bétail et l'utilisation de résidus de récolte et (iv) promouvoir l'agriculture biologique pour atteindre la sécurité alimentaire des ménages dans le TASA (iiv) Analyser, appuyer et fournir des conseils sur les possibilités de diversification des moyens d'existence pastoraux, iiiv) d'appuyer l'accès à l'adoption de technologies pour la récupération de l'eau, la conservation, la restauration des terres de parcours dégradées et d'autres technologies qui améliorent la productivité de l'élevage durable et la création de richesses et (ix) promouvoir la production animale durable et l'exploitation de la forêt autres que le bois Produits, y compris les gommes, les résines, les épices, le miel et artisanales de minéraux.
La mise en œuvre de ces stratégies :

(a) .Construire sur l'expérience régionale afin d'aider et de compléter la coordination, de la mobilisation, de l'harmonisation, de promotion, de soutien et de facilitation à

l'édification de la compréhension et de créer une prise de conscience sur la dynamique de la gestion des connaissances dans la région;

(b) Soutenir et renforcer les réseaux de recherche et de formation et des établissements d'excellence dans le domaine de la recherche, des connaissances, de la science, de la technologie et des innovations pertinentes pour la région de l'IGAD;

(c) Appuyer la recherche et le renforcement des capacités dans les thèmes prioritaires dont les moyens de subsistance, développement de produits, la sécurité alimentaire et la nutrition, la sécurité de l'eau, le changement climatique, les énergies renouvelables de résilience, de bio-sécurité et la bio-sécurité, maladies transfrontalières et la santé mondiale, de la biotechnologie, des produits naturels et de la biodiversité de l'Afrique de l'industrie, la santé des écosystèmes et la restauration, la technologie verte, le sexe, les savoirs autochtones et la technologie pour la gestion des risques climatiques, et appliqué les TIC et la gestion des connaissances;

(d) Renforcer les organisations mondiales, régionales et nationales de recherche et de réseaux d'enseignement supérieur, des collaborations et d'intégration;

(e) améliorer les recherches de marchandise basées sur les TASA, production et gestion des connaissances, le partage de données et d'information, communication, technique/extension d'appui, de services consultatifs et de formation;

(f) Soutenir et renforcer la recherche sur les politiques et les politiques qui appuient la recherche, la gestion des connaissances et le transfert de technologie à tous les niveaux.

(g) Pour renforcer l'apprentissage individuel dans le cadre d'ateliers, séminaires, conférences, salons professionnels, expositions et expositions, des documents imprimés, des études théoriques et de connaissances sur internet.
(h) Pour faciliter l'apprentissage auprès des autres parties.
(i) Afin de faciliter un mécanisme d'apprentissage organisationnel et institutionnel. Il s'agit d'habiliter ICPALD comme une organisation apprenante en intentionnel partage de l'information, les innovations fondées sur la recherche et les technologies prometteuses, les leçons apprises et l'analyse comparative avec les centres internationaux d'excellence dans les zones arides et semi-arides du développement).
(j) *Élaborer des mécanismes de partage des connaissances* **:** élaborer le portail Web ICPALD fonctionnelle, liste de messagerie, relations publiques constructives, le partenariat et le dialogue avec le secteur public et le secteur privé, les grands médias de canaux et de l'utilisation active des médias sociaux.
(k) Élaborer des mécanismes de stockage et de récupération des connaissances et mettre en place la gestion des connaissances et de l'architecture des applications. Élaborer une base de données fonctionnelle et des réseaux de serveurs de base de données :, documentation imprimée et services de bibliothèque.

3.5.2.2. Les interventions prioritaires à l'adresse : SO2 gamme durable et la gestion des terrains boisés

(i) Soutenir le développement de ressources d'alimentation de la saison sèche et la disponibilité de l'eau le long de routes de commerce transfrontalier, (ii) appuyer la commercialisation de la production d'aliments du bétail, de la transformation et de la commercialisation pour une utilisation dans la région et pour l'exportation et

3.5.2.3. Les interventions prioritaires à aborder afin 3 : Améliorer les systèmes d'alerte rapide pastoral.

Ce domaine d'intervention portera sur le renforcement et l'établissement de systèmes d'alerte rapide qui sont élaborés et utilisés au niveau communautaire. Elle doit tirer parti des systèmes de connaissances indigènes ainsi que technologies météorologique convivial. La stratégie consistera à : (i) Travailler avec d'autres partenaires à accroître compréhension des collectivités sur les impacts du changement climatique et de la variabilité du climat sur le secteur de l'élevage dans la région de l'IGAD; (ii) élaborer et mener l'évaluation de la vulnérabilité dans les collectivités, la cartographie des dangers, des lacunes, des plans d'action communautaires, l'analyse des parties prenantes; (iv) incorporant des maladies animales liées au climat et des méthodes de prédiction des risques climatiques des connaissances et des compétences en gestion dans les activités agricoles; (v) le reconditionnement la prévision climatique et l'application des produits pour application conviviale par communautés cibles; (vi) Élaborer cadre communautaire pour les plans d'urgence et établir des mécanismes d'intervention dans des collectivités choisies; (vii) l'identification et le partage des meilleures pratiques pour le renforcement des capacités des communautés en matière d'alerte rapide et la préparation aux situations d'urgence et la réponse aux changements climatiques et (viii) améliorer Diffusion des informations d'alerte précoce pour les communautés pastorales à l'aide de médias substituts et investir dans les systèmes de gestion des données.

3.5.2.4 Les interventions prioritaires à aborder afin d'adresser SO 4: Promouvoir la transhumance et sécuriser l'accès des populations nomades.

Cette intervention prioritaire portera sur l'harmonisation des politiques et de la domestication liées à l'adaptation aux changements climatiques pour réduire la vulnérabilité DES PASTEURS ET AGROPASTEURS. L'intervention sera de renforcer les capacités des parties prenantes concernées à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans leurs plans et leurs activités grâce à des échanges de connaissances et d'informations et de partage. La stratégie portera sur (i) la facilitation de la mise en œuvre/promotion d'accords régionaux sur les déplacements des animaux et de la transhumance et (iii) le renforcement des capacités de développement communautaire et de l'éco-tourisme au gouvernement et au niveau communautaire afin d'atténuer les changements climatiques et l'adaptation.

L'intervention facilitera le renforcement de la capacité des éleveurs à mieux composer avec le changement climatique induit des risques qui peuvent nuire à leurs moyens de subsistance tels que l'environnement, risques financiers et sociaux à travers le partage des connaissances sur des Les Etats membres de l'éco-tourisme.

Etapes primordiales

- Au moins 30 % de terres agricoles est placé sous les pratiques de gestion durable des terres
- Au moins 20 % des agriculteurs, pêcheurs et éleveurs pratique de systèmes de production capables de résister aux changements climatiques
- Libre circulation des personnes et des marchandises/services à l'intérieur du REC les États membres est en place

3.5.3 Le développement de l'élevage (Production, santé, sécurité alimentaire, commerce et développement des marchés)

ICPALD comme un bras technique de l'IGAD travaillera en étroite collaboration avec l'Agriculture et de l'environnement, coopération et intégration économiques et divisions. Il travaillera également avec d'autres centres spécialisés et partenaires de développement impliqués dans le bétail afin de permettre à la chaîne de valeur du bétail acteurs profiter davantage des possibilités offertes. Il est donc proposé d'avoir quatre objectifs stratégiques (SO1-SO4) d'aborder de grandes questions comme la prévention et le contrôle des DAT et l'amélioration de la production et de la productivité; atteindre commercialisables; renforcer l'accès d'approvisionnement aux marchés et aux services financiers; respectivement, doivent être mises en œuvre en vertu de la présente orientation.

Les domaines d'intervention proposés contribueront à la stratégie de l'IGAD en général et plus précisément pour les zones d'intervention prioritaires du IDDRSI (ÉFVP) (gestion des ressources naturelles, les moyens de subsistance et l'accès aux marchés et le commerce) tout en tenant compte des changements identifiés dans cette stratégie.

SO 1: soutien Les Etats membres dans la réduction de l'incidence des maladies transfrontalières (DAT) et de zoonose et santé publique sur les moyens de subsistance.

Si 2 : Promouvoir un renforcement de la production animale et la productivité au sein de la région de l'IGAD.

SO 3 : Améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers

3.5.3.1 Les interventions prioritaires à l'adresse SO 1 : Maladies animales transfrontalières (DAT) et les zoonoses

Depuis le début de le Centre ICPALD a travaillé avec diverses organisations régionales et les partenaires de développement pour traiter des questions sur le contrôle des maladies du bétail

liées au commerce de priorité. Le Centre a également appuyé la mise en route du Cadre stratégique régional de santé animale.

Cette stratégie se fonde sur les enseignements tirés des interventions en cours et se concentre sur le renforcement des domaines d'intervention suivants: (i) soutien à l'harmonisation des politiques et réglementations en matière de santé animale, (ii) soutien pour améliorer les maladies animales surveillance et des systèmes au niveau national et régional de rapports, en collaboration avec les institutions de recherche à l'intérieur et de l'extérieur de la région de l'IGAD, (iii) la nécessité d'ICPALD pour faciliter la coordination des mouvements de bétail dans la région, (iv) les liens avec les mécanismes d'harmonisation / coordination avec des régions et organismes continentaux.eg EAC, UA-BIRA pour coordonner et harmoniser les programmes de lutte contre les maladies et de prévention dans toute la région, aux côtés de renforcement des capacités des États membres à comprendre et à mettre en œuvre des normes selon les besoins, (v) ICPALD pour faciliter la domestication des normes et aider à embrasser le principe d'équivalence. (SPS OIE, codex, CIPV) et élaborer des normes et des lignes directrices pour le bien-être des animaux régionaux, (vi) élaborer un cadre régional pour renforcer le rôle des acteurs du secteur public et privé dans la fourniture de la santé des animaux et des services connexes, (vii) la création et le plaidoyer pour un concept de santé ciblant les principales parties prenantes, (viii) soutenir l'intégration d'un (une) conception commune de la santé dans les programmes de l'IGAD et dans les Etats membres et (ix) soutenir les mécanismes régionaux de réseautage entre les laboratoires, unités épidémiologiques et autres institutions de santé animale dans la région.

Etapes primordiales

- Réduire le nombre d'animaux rejetés à cause de maladies animales dans la région par 90 %
- Réduire le nombre de restrictions de mouvement sanitaire aux niveaux national et régional par 90 %
- Réduire le nombre de décès et les animaux malades par 60 %
- Méthodes et procédures standard (SMPS) pour neuf DAT (FMD, priorité la péripneumonie contagieuse bovine, le LSD, la FVR, PPR, PPCC, PSC, variole de chameaux et la brucellose) est harmonisée, validées et intégrées par MS

Autres étapes

- Cartes de Risque & stratégie élaborée pour 4 priorité des maladies du bétail (PPR; RFV; PÉRIPNEUMONIE CONTAGIEUSE BOVINE ET LA FIÈVRE APHTEUSE)
- Capacité des agents vétérinaires, techniciens de laboratoire et les travailleurs à l'exportation de quarantaine améliorés pour l'entreprise de surveillance, l'inspection, certification et diagnostic
- Trois mécanismes de coordination régionale (surveillance; lits et PPR) et trois réseaux régionaux (CVO; Laboratoire et épidémiologie) fonctionnel et continuent de soutenir le programme de lutte contre les maladies du bétail et l'amélioration des échanges commerciaux
- Stratégie régional de santé animale pour neuf priorités TADs est validé, diffusés et domestiqué par 7 ms

- Plan de secours et d'urgence pour au moins 4 priorité TADs développé, validées et partagées pour la domestication par les Etats membres de l'IGAD
- Centres politiques nationaux d'élevage sont opérationnels dans les 7 Etats membres de l'IGAD
- Information accrue du Synthèse Politique pour un plaidoyer développé, partagé et domestiqué
- PPR est contrôlée & éradiquée de la région
- Quatre L'IGAD pour élaborer des prises en charge MS PPR stratégie basée sur le cadre régional de contrôle progressif de PPR et les trois Mme appui pour améliorer leur stratégie nationale
- Programme de PPR régional élaboré, validé et mobiliser des ressources
- Mise en œuvre stratégie régional pour contrôle & élimination du PPR en cours par Mme selon le plan de progression
- Au moins 4 bilatéraux transfrontaliers /pour la santé animale et le commerce trilatéral coordination signé et joint la surveillance et le contrôle de la maladie menées pour maladies prioritaires convenus
- Deux validé des directives régionales pour l'identification des animaux, la traçabilité (ÉLMO) et certification zoosanitaire (AHC) Systèmes sont diffusés et domestiques
- Les leçons tirées du projet pilote LITs en Ethiopie et au Soudan compilées, est partagée et l'échelle jusqu'à d'autres MS pris en charge

3.5.3.2 Adresse des interventions prioritaires pour le SO 2 : Promouvoir une meilleure productivité de l'élevage, du commerce et du développement des marchés dans la région de l'IGAD.

La demande de bétail et de produits animaux au sein de les Etats membres de l'IGAD et les marchés externes reste largement insatisfaite. Toutefois, les producteurs ont besoin de soutien pour répondre à la demande. Bien que ce soit une composante importante affectant le commerce, les programmes existants pour s'attaquer à ce problème sont limités. Le Centre collaborera avec des organisations similaires à l'adresse les interventions suivantes : (i) appuyer l'amélioration des races locales et d'introduire de races supérieure, (ii) Appuyer le développement des ressources en nourriture de la saison sèche et disponibilité des ressources en eau au long des routes commerciales transfrontalières, (iii) faciliter le développement, le transfert et mise à l'échelle des bonnes pratiques d'élevage, (iv) soutenir la commercialisation de la production alimentaire, la transformation et la commercialisation pour une utilisation dans la région et pour l'exportation, (iv) l'appui à la commercialisation de la production fourragère, de la transformation et de la commercialisation pour une utilisation dans la région et pour l'exportation et (v) soutien les acteurs de la chaîne de valeur du bétail afin d'organiser et de produire pour des marchés ciblés.

Etapes primordiales

- Contribution de bétail au PIB en termes réels a augmenté d'au moins 30 % de plus que le niveau de 2013.

- Réduire l'avance l'insécurité dans la région par 30 %
- Cadre juridique régional sur la gestion des ressources génétiques des animaux validés ; partagée et domestiqué par 7 ms

Autres étapes

- Bonnes pratiques sur les fourrages /gamme et la production de semences et la commercialisation diffusés à 7 ms.
- Plateforme régionale sur les fourrages /gamme renforcée
- Au moins dans trois ÉM; échelle de bonnes pratiques fourrages /gamme et la production de semences et de marketing a mené
- Technologies d'élevage; les pratiques et les leçons compilées, partagé et adopté par les 7 Etats membres
- Formation régionale adaptée à centres de reproduction est établie dans les 7 Etats membres

3.5.3.3 Les interventions prioritaires à aborder afin 3 : Renforcer l'accès aux marchés et aux services financiers

Compte tenu de la nécessité de développer les actions gratuit avec d'autres programmes et projets qui fonctionnent dans l'IGAD, le Centre va investir dans le renforcement des capacités pour mener à bien les activités suivantes/zones d'intervention à l'égard de l'amélioration de l'accès aux marchés et aux services financiers : (i) soutien de la promotion et de la timonerie de marchés existants et nouveaux pour le bétail et les produits du bétail,(ii) soutenir et faciliter l'organisation et l'habilitation des acteurs de la chaîne de valeur pour les économies d'échelle et l'accès aux marchés, (iii) soutenir l'élaboration et l'application de systèmes d'identification et de traçabilité du bétail, (iv) l'appui à divers régimes d'ajout de valeur pour le bétail diversifie et autres produits des terres arides, (v)Appuyer l'amélioration de la diffusion de l'information sur le marché de mécanisme de grands acteurs de la chaîne de valeur, (vi) Renforcer le partenariat public privé (PPP) L'investissement dans le secteur de l'élevage, les produits forestiers autres que le bois et l'exploitation minière artisanale pour améliorer le commerce et les services financiers, (vii) appuyer le développement d'une infrastructure appropriée leurs installations afin d'améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers, (viii) d'accroître l'harmonisation des normes sanitaires pour faciliter la commercialisation d'animaux, de produits animaux, produits forestiers non ligneux, les produits de la pêche et du développement de l'aquaculture aux niveaux national et régional, (ix) aider au développement de la production à sec appropriée des cultures de terres, (x)appuient la réduction des pertes après la récolte et d'ajout de valeur, (x) d'élaborer et de soutenir des services et des produits financiers adaptés aux besoins de la région et des régimes d'assurance pour éviter les risques et incertitudes, (xi) établir des mécanismes pour étendre un financement abordable pour les petits agriculteurs, les pasteurs, les femmes et les jeunes, des pêcheurs et des producteurs forestiers non ligneux, (xii) Et le marquage d'animaux, de produits animaux, poissons, produits de poissons et de produits forestiers non ligneux de la région de l'IGAD et l'identification des créneaux pour les produits de base. Cette action permettra également d'encourager l'agriculture biologique et les produits

agricoles de marque au niveau régional pour accroître l'intérêt pour le consommateur et les possibilités de commercialisation.

Etapes primordiales

- Volume du commerce intra-régional dans le bétail et les produits du bétail est augmenté d'au moins 60 % en termes réels.
- Le volume du commerce d'exportation de bétail et de produits animaux pour les partenaires commerciaux du Moyen-Orient a augmenté d'au moins 40 % en termes réels.
- Augmenter le nombre de nouvelles voies d'exportation de 20 %
- Le nombre et la fréquence des animaux d'élevage le rejet est réduit de 90 % avec un soutien régulier à l'IGAD-MENA Comité conjoint d'experts

Autres étapes

- Deux exposés de politiques liés à l'élevage des barrières commerciales et gestion des DAT dans les zones transfrontalières produit et partagé à 7 ms
- Une unité de promotion de l'IGAD bien établie et fonctionnelle de promotion du marché et de relation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA)
- Régional et plan d'action de bien-être animal validées et partagées
- Au moins trois pays de l'IGAD adopter la stratégie de bien-être animal et régionale entamer la
- Validé à 7 stratégie partagée SPS MS et au moins trois pays ont appuyé à domestiquer la stratégie
- Au moins trois nouveaux marchés explorées; exigences de chaque marché compilées et partagées avec les pays de l'IGAD
- Au moins deux pays de l'IGAD exportateurs démarrer relation d'affaires avec deux nouvelles l'importation de la plupart des pays du MENA
- L'aide au secteur privé dans le bétail; North East Africa Livestock Council (NEALCO) afin d'améliorer sa composition drive, du partenariat et de la mobilisation des ressources renforcées
- Une proposition visant à améliorer encore le bétail & commerce de la viande de la région a élaboré et a mobilisé des ressources

4.0. Modalités de mise en œuvre

4.1 Considérations générales

Les interventions du programme aura lieu au niveau MS où et les mécanismes de mise en œuvre institutionnelle s'appuiera sur et profit de l'efficacité des institutions et des mécanismes autant que possible. ICPALD doit jouer les rôles suivants en ce qui concerne la mise en œuvre :

- La mobilisation des ressources au nom des États membres sous-tendue par de rigoureux de plaidoyer et de sensibilisation;

- La coordination et l'harmonisation des actions/interventions provenant d'ICPALD;
- Programmation (début, leadership suivi et orientation)
- La promotion et le soutien de la gestion des connaissances) (catalyser notamment par des activités de plaidoyer, de sensibilisation, de communication et de partage de l'information;
- Développement des capacités des États membres dans certains aspects des actions/interventions provenant d'ICPALD;
- Faciliter l'élaboration de politiques et de stratégies, l'harmonisation (domestication), la diffusion et la promotion dans les terres arides, les pêches et le développement de l'élevage;
- Le leadership et la surveillance rôle dans la mise en œuvre de régional et des activités transfrontalières.

4.2 Arrangements institutionnels de mise en œuvre

(NB : Des informations spécifiques sur les différents acteurs et la définition des relations de partenariat avec ICPALD seront communiquées par le Protocole établissant ICPALD une fois terminé)

(a) : Ressources humaines

ICPALD recrutera formés et expérimentés et experts techniques administratives de la région pour assurer la prestation de services de qualité au Secrétariat de l'IGAD et Mme niveaux. Les domaines thématiques identifiés dans la stratégie ICPALD complétera et créer une synergie avec l'impact d'autres programmes et projets mis en œuvre par d'autres institutions de l'IGAD dans la arides. Tous les efforts seront faits pour harmoniser entre l'IGAD et d'éviter conflit de rôle ICPALD duplication d'efforts. Et Il y aura un comité consultatif composé qui se réunira une fois par an pour examiner les progrès réalisés et les résultats obtenus et de faire rapport à l'IGAD Secrétaire exécutif.

(b) Les partenariats stratégiques, les processus régionaux et d'Alliances

(NB: Élaboration de critères pour les partenariats et les alliances stratégiques sont informés par protocole établissant institution ICPAD en tant qu'institution spécialisée de l'IGAD (dans le pipeline)

ICPALD reconnaît la nécessité d'une mise en réseau, la collaboration, une coopération et des partenariats étroits avec toutes les parties prenantes à traduire les idéaux de sa stratégie visant à des résultats concrets. À cet effet, ICPALD établira un partenariat avec les acteurs concernés aux niveaux local, national, régional et mondial qui ont des mandats semblables pour atteindre le développement durable dans la région.

(c) la société civile et la participation du secteur privé

Les acteurs non étatiques, y compris les ONG, le secteur privé et les organismes d'éleveurs et professionnels se verront accorder un plus grand rôle à jouer dans le développement ICPALD

initiatives. Plans ICPALD pour impliquer la société civile de façon appropriée à la formulation des politiques, la planification stratégique des discussions, ainsi que la planification, la conception et la mise en œuvre de programmes et projets ICPALD processus.

(d) Coordination - Questions de région ou préoccupation transfrontalière

Les Etats membres doit désigner un fonctionnaire ICPALD Pointin bétail Ministère de l'SPolitique proposée (PHFP Hub Focal Point).

Mécanisme clair de la coordination au niveau régional à apporter à bord des acteurs clés , renforcer PH pour assurer une pleine représentation des principaux acteurs au niveau national.

4.3 La mobilisation des ressources

Les stratégies de mobilisation des ressources suivantes et approches seront utilisées :

(a) Les Etats membres contribuant notamment les détachements, droits de l'homme (bénévoles et stagiaires), matérielles et financières du processus budgétaires nationaux pour la mise en œuvre de la stratégie au besoin;

(b) Poursuivre la mobilisation de ressources de partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement et surtout de non-partenaires traditionnels de développement;

(c) le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé pour mobiliser des ressources; et chaque domaine thématique doit développer de façon innovante la mobilisation de ressources locales spécifiques, le lobbying et des stratégies de financement.

(d) La stratégie de mobilisation des ressources de l'IGAD existant pour les unités spécialisées du Secrétariat de l'IGAD s'appliquent.

4.4 Structure organisationnelle ICPALD

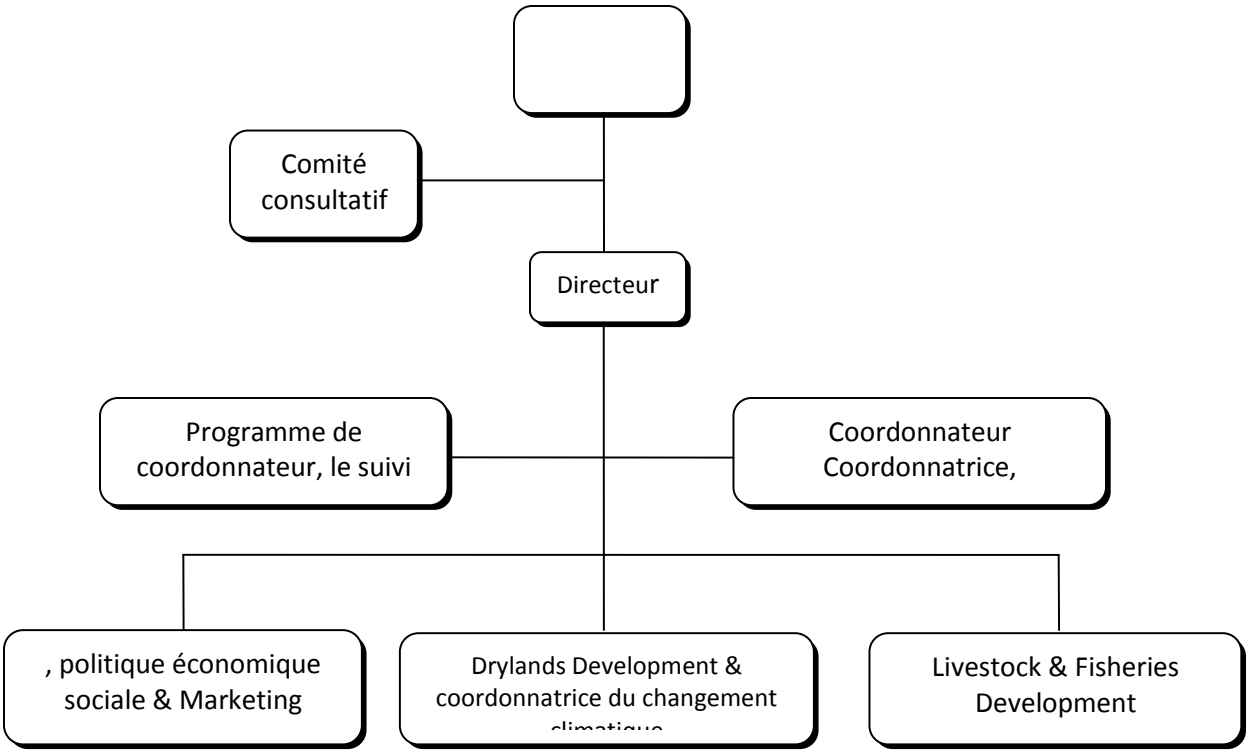


Figure 4 : Structure organisationnelle ICPALD

NB : Les rôles et responsabilités des postes du personnel opérationnel et/ou les structures fonctionnelles sur l'organigramme d'ICPALD seront vérifiés et précisés dans le Protocole instituant ICPALD Service spécialisé de l'institution de l'IGAD.

5.0 SUIVI ET ÉVALUATION

5.1 Cadre de suivi et d'évaluation axée sur les résultats (GR&E)

La Gr&E, qui a été adopté par l'IGAD comme le S&E Cadre de choix, fera partie intégrante de la gestion de projets et de programmes ICPALD comme un moyen d'accroître l'efficience et l'efficacité. Les renseignements et les données tirées de ce processus permettront à la mise en œuvre d'établir dans quelle mesure les activités mises en œuvre et les résultats qui y sont associés ont rencontré l'ensemble des délais, à l'aide de ressources allouées et atteint les objectifs fixés. En outre, le Gr&E sera un outil utile en aidant à identifier les défis et les tendances émergentes tout en donnant aux États membres et intervenants le temps d'évaluer les résultats et d'initier des mesures si nécessaire.

5.2 Alignement avec IDDRSI régional cadre&E

La stratégie IDDRSI souligne l'importance de surveiller et évaluer la mise en œuvre de l'initiative IDDRSI. Le Comité de direction de la plate-forme IDDRSI (CFP) lors de sa première réunion officielle en octobre 2013, a recommandé la création d'une suite unifiée basée système de suivi et d'évaluation pour la stratégie IDDRSI dont le principal objectif est t o Surveiller et évaluer la mise en œuvre de la programme IDDRSI aux niveaux national et régional.

L'IDDRSI régionales S&E Cadre stratégique a été élaboré en 2013 en tant que partie intégrante de la stratégie. Il a été examiné à deux reprises par les experts et validées par les États membres et les partenaires en septembre 2015. Le Cadre énonce un ensemble donné de résultats, des indicateurs et des cibles au niveau d'un résultat pour chacun des domaines d'intervention prioritaire. De même, à un niveau d'impact, les résultats, les indicateurs et les objectifs ont été énoncés. L'IGAD/PCU continuera de coordonner l'alignement du haut niveau résultats de projets et la CPPs pour le résultat IDDRSI cadre dans le but de démontrer la contribution des projets à la CPPs, RPP et stratégie IDDRSI

Dans cette perspective, l'IDDRSI S&E Groupe de travail (IMEWG) a été créé pour coordonner les activités de suivi et d'évaluation et assurer une supervision technique pour l'exécution de S&E les processus et meilleures pratiques au niveau national et régional. Il est composé de S&E experts officiellement désignés à partir de chacune des institutions chargé de diriger l'agenda (y compris ICPALD résilience) dans les pays respectifs. Les principales activités coordonnées au niveau régional mais mises en œuvre au niveau national sont ancrées autour de 4 grands domaines fonctionnels à savoir :

1. **Le suivi et l'évaluation des processus et des outils** ; adoption des processus et outils communs, l'harmonisation des cadres de résultats et le déploiement de l'outil de surveillance web pour la surveillance de la mise en œuvre de IDDRSI au niveau national et régional
2. **Le partage de l'information et de rapports** ; l'harmonisation des modèles et rapports aux formats/du donateur, comité directeur, magazine focus de résilience et de l'Assemblée générale
3. **Évaluation/études/examens/tutelles;** harmonisation des études de base des protocoles et des fonctions de supervision
4. **S&E de la formation** ; soutien et fournir des formations spécifiques pour le déploiement de web-based S&E outil,
5. **Réunions/Partenariats et coordination** ; mise en place de plateformes de S&E national et le renforcement des liens avec d'autres réseaux, y compris l'unité d'analyse de résilience.

5.3. Programme ICPALD/surveillance du projet

Programme/projet suivi fournira un mécanisme pour la première indication de progrès ou d'insuffisance de celle-ci, dans l'atteinte des résultats. Porté au niveau des extrants de

programme par projet (comme indiqué dans le programme et le plan de mise en œuvre du cadre logique), elle permettra d'évaluer l'efficacité, l'exécution, la mise en conformité avec les procédures et cherchent à révéler " ce qui s'est passé", ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas et pourquoi. Une surveillance efficace permettra une évaluation des performances d'exécution de programme par projet contre les paramètres définis dans le plan du programme de base par projet, permettant ainsi à des mesures correctives en temps opportun, le cas échéant. L'ICPALD adoptera les pratiques de surveillance tout au long de cycle de vie de l'ensemble du programme et permettra de regrouper l'information de suivi du programme qui en résulte par projet spécifique. Une mise en œuvre efficace des programmes, la surveillance et les rapports donneront les standards de qualité requis, et éviter les coûts et l'échéancier des dépassements de coûts. Programme ICPALD/projets sera contrôlée à trois niveaux :

(a) la surveillance de la conformité : cela permettra d'évaluer la conformité avec l'ensemble des politiques, des procédures et des normes dans l'exécution des activités de programme dans les principaux domaines d'intervention.
(b) la surveillance du rendement : Ce mesurera les progrès réalisés dans l'achèvement de l'activité contre l'ensemble des ressources, des échéanciers et des plans vers l'atteinte des résultats souhaités.
(c) économique et à l'optimisation des ressources (VOR) collecte de données : cela permettra de s'assurer que les réalisateurs du projet/programme ICPALD recueillir des données exactes et complètes avant, pendant et après une intervention.

5.4 Évaluation du programme/projet ICPALD

Cela impliquera l'application de méthodes rigoureuses pour évaluer la mesure dans laquelle le programme/projet a atteint ses objectifs d'impact définis. Il tentera de déterminer aussi systématiquement et objectivement que possible la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'incidence (voulue ou accidentelle) de ce programme dans le cadre de ses objectifs déclarés. Porté au niveau des résultats et des résultats de l'intervention, il va se poser la question : " Pourquoi n'a-t-il se produire ou pas". Dans l'évaluation du projet la question de causalité sera examinée, c'est-à-dire les relations de causalité entre les extrants, but et objectif. Programmes/projets ICPALD sera évaluée en se fondant sur le projet de cadre logique et à trois niveaux :

(a) les essais d'efficacité : Ce vérifiera si le programme est en voie d'atteindre les objectifs visés, et si non, établir pourquoi.
(b) test d'impact : Il sera ainsi possible de déterminer l'effet du projet contre des indicateurs prédéterminés sur les bénéficiaires/intervenants
(c) et VFM économique analyse : il permettra d'établir le coût de la livraison et de la valeur des prestations revenant à l'intention des communautés cibles.

5. 5 Examen à mi-parcours externe

Il y aura un programme/évaluation à mi-parcours du projet pour déterminer dans quelle mesure le projet/programme est le progrès dans la réalisation objectifs fixés à mi-terme, fournissant ainsi l'occasion d'examiner les stratégies et les sorties.

5.6 Évaluation Ex-Poste

À la fin de la 5-année du cycle de programmation du plan stratégique, un terme d'évaluation sera effectué au cours de la période suivant l'achèvement du programme/projet. C'est à ce stade que l'impact prévu doit être mesurée. Son but serait d'étudier le projet ou programme de choc en utilisant des indicateurs de performance prédéfinis, et de tirer des conclusions pour les mêmes interventions dans l'avenir (leçons apprises).

5.7 Mécanisme de rétroaction

La rétroaction sera composée de constatations, conclusions, recommandations et leçons tirées de l'expérience de mise en œuvre du programme. Cette rétroaction sera utilisée pour améliorer les performances, d'informer les la formulation de politiques et la prise de décisions et à renforcer la culture de l'apprentissage organisationnel.

5.8 Partage de l'information, d'apprentissage et de génération de connaissances

Connaissances évaluatives distillée à partir de leçons apprises de la Gr&e processus sera documenté et utilisés comme preuve-basée de bonnes pratiques et de technologies et d'innovations prometteuses qui illustrent pourquoi et comment les différentes stratégies et approches fonctionnent dans des contextes spécifiques. Ce précieux renseignements seront diffusés parmi les parties prenantes, y compris des chercheurs, des agents de vulgarisation et des universités partenaires de retraite convenable et/ou atelier de forums.

5.9 Suivi et évaluation des résultats

Programmes/projets ICPALD adoptera un processus systématique de collecte et d'analyse des données pour mesurer le rendement par programme/projet. Les extrants seront suivis de près et leur contribution aux résultats mesurés en évaluant le changement par rapport aux conditions de référence aux résultats souhaités à l'aide d'un ensemble d'indicateurs. Des données de base seront établies, le résultat en matière de rendement Indicateurs sélectionnés et des mécanismes tels que les visites sur le terrain, des réunions avec des intervenants, des données qualitatives et quantitatives de collecte, d'analyse et les rapports. Cette Méthode et approche permettra l'extraction des informations relatives aux progrès réalisés vers les résultats, les facteurs contribuant aux résultats et la contribution du programme à la même. Une évaluation du rendement grâce à l'analyse et la comparaison des indicateurs au fil du temps sera également entreprise. Élaborer un cadre de résultats et Log-Frame par programme

ou projet doit être la base de remaniement du programme/projet, évaluation du rendement, les résultats et le suivi de l'impact et l'évaluation. (NB : Cadre de résultats et doit être élaboré au cours Log-Frame subséquente des ateliers de planification stratégique afin de finaliser le document).

5.10 Des rapports d'activité périodiques

Les rapports seront une partie intégrante de la Gr&E process et impliquera le classement systématique et opportune et transmission de renseignements essentiels à des intervalles périodiques. Mises à jour trimestrielles; BI et de rapports annuels seront produits. Les mises à jour trimestrielles va brièvement aperçu Principaux projets/programmes.

6.0 Risques et hypothèses

6.1 Hypothèses

(a) Que ICPALD pourront profiter de la bonne volonté de ses États membres, les partenaires de développement, les partenaires d'exécution, les agences des Nations Unies et d'autres intervenants, y compris les communautés cibles.
(b) Que les États membres permettra d'affecter des ressources substantielles pour les services économiques et sociaux dans l'IGAD ASAL's.
(c) que la découverte de minéraux, notamment en pétrole, gaz, dans l'or et de pierres précieuses TASA ne pas ruiner les communautés pastorales ou déclencher des conflits dans la région.
(d) Les États membres de l'IGAD fournira les apports nécessaires à l'élaboration de stratégie ICPALD et plan de cinq ans.
(e) le Secrétariat de l'IGAD élaborera la nécessaire volonté politique parmi les États membres de l'IGAD pour encourager une adhésion dès le début dans la stratégie et le plan de cinq ans.
(f) Le Secrétariat de l'IGAD et les États membres s'engageront l'expertise nécessaire pour la mise en œuvre de la Stratégie et plan de cinq ans.
(g) Il y aura des ressources suffisantes pour mettre en œuvre la stratégie et le plan de cinq ans.

6.2 Risques

(a) L'incertitude au sujet de la sûreté et de la sécurité du personnel et du matériel dans la plupart arides dans la région de l'IGAD.
(b) Que juridique, politique, politique et bureaucratie questions dans les États membres ne font qu'il est difficile de mettre en œuvre la stratégie ICPALD au niveau national ou régional.

(c) que la dépendance sur le financement des donateurs ne ralentisse pas la mise en œuvre de la stratégie ICPALD.

(d) les transferts fréquents et la mobilité du personnel dans les ministères compétents d'aborder les questions pertinentes pour la stratégie ICPALD proposée et plan de cinq ans, qui pourrait affecter l'efficacité du mécanisme de coordination de suivi et la mise en œuvre finale de la stratégie et du plan. Il y a peut-être l'insuffisance des ressources, humaines et financières pour la mise en œuvre de la stratégie.

Toutefois, ces risques doivent être atténués grâce à la fourniture de documents faciles à comprendre qui seront disponibles aux ministères compétents. Ces matériaux peuvent être utilisés pour embaucher du nouveau personnel jusqu'à la vitesse avec les questions pertinentes;

7.0 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

(NB : les détails contenus dans l'annuel détaillé et le Plan budgétaire) du Plan d'Action.

Ministère/SO	2016	2017	2018	2019	2020	Total (USD)
L'économie sociale, l'égalité entre les sexes, et l'appui aux politiques						
SO 1 : Promouvoir l'accès équitable aux données socio-économiques	200 000	300 000	200 000	300 000	100 000	1,100,000
Si 2 : Améliorer l'environnement politique pour les décisions de politique fondée sur des données probantes	200 000	400 000	100 000	300 000	200 000	1,200,000
SO 3 : Améliorer l'accès aux marchés pour les produits non animaux et renforcer la fourniture de services financiers	300 000	400 000	200 000	300 000	100 000	1,300,000
Total partiel	**700 000**	**1,100,000**	**500 000**	**900 000**	**400 000**	**3,600,000**
Développement des terres sèches et de revenus complémentaire.						
SO 1 : Promouvoir l'amélioration des modes de subsistance dans les zones sèches	200 000	500 000	200 000	500 000	100 000	1,400,000
SO2 : gamme durable et la gestion des terrains boisés	200 000	200 000	200 000	200 000	100 000	900 000
Os3: améliorer les systèmes d'alerte rapide pastorale	500 000	500 000	300 000	300 000	100 000	1,700,000
SO 4 : Promouvoir la transhumance et sécuriser les parcours pour les pasteurs d'accès	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Total partiel	**1,000,000**	**1,300,000**	**800 000**	**1,100,000**	**400 000**	**4,500,000**
La production de bétail, la santé et le marketing						
SO 1 : Prise en charge de MS dans la réduction de l'incidence des maladies transfrontalières (DAT) et zoonose	1,284,120	950 000	200 000	2,500,000		4,934,120
Si 2 : l'amélioration de la production et de la productivité pour atteindre alimentation commercialisable des animaux et des produits animaux	115 000	40 000	2,000,000		1,000,000	3,155,000
SO 3 : Améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers	575,600	540,000	170 000	2,000,000		3,285,600
Total partiel	**1,974,720**	**1,530,000**	**2,370,000**	**4,500,000**	**1,000,000**	**11,374,720**
Grand Total	**3,674,720**	**3,930,000**	**3,670,000**	**6,500,000**	**1,800,000**	**19,474,720**

NB : Le budget présenté est un budget indicatif, qui peut être utilisé comme une base pour d'autres améliorations, comme des activités sont déterminées à aider à l'établissement des coûts. Un plan d'action détaillé est en cours d'élaboration avec des activités qui sont associés à chacun des 3 axes prioritaires du Ministère.

Annexe 1. Analyse de situation détaillée

2.1 État des zones pastorales et le développement de l'élevage

2.1.1 L'économie sociale, politique, le développement du commerce et des marchés

A) l'économie sociale

L'atout majeur de l'économie des Etats membres de l'IGAD est l'agriculture végétale et animale. L'industrie emploie environ 75 % de la population dans la région avec le bétail, surtout soulevé en vertu des systèmes pastoraux, contribuant à environ 57 % du PIB agricole régional. [8] Le commerce du bétail contribue à l'intégration régionale en connectant les régions productrices de bétail vers les marchés régionaux et l'amélioration de la commercialisation du bétail est considérée comme un facteur clé de développement économique dans la région. Outre l'accès au marché, la production de bétail dans la région de l'IGAD est également entravée par plusieurs contraintes y compris la maladie qui réduit la production d'environ 20 %. [9]

Le pastoralisme dans les Etats membres de l'IGAD, comme dans le reste de l'Afrique, se caractérise par de fortes organisations sociales et leadership, ressources des terres communales, sporadique de conflits entre pasteurs et agriculteurs sédentaires, les systèmes de soutien social autochtone de prêts ou de dons d'animaux et/ou les produits de l'élevage et de dons des animaux d'élevage aux ménages pauvres.

Néanmoins, les pasteurs embrasser les croyances et les pratiques culturelles qui entravent le développement et l'intégration des communautés pastorales dans la société au sens large viz; statut inférieur des femmes dans les sociétés pastorales en termes de l'état de santé et l'éducation; les mariages précoces; aucun droits de succession pour les femmes de posséder et de gérer le bétail; les femmes sont exclues des processus de prise de décisions; la pratique des mutilations génitales féminines par certaines communautés pastorales; accès limité à des soins de santé de qualité et le domaine de la santé maternelle; conflits vivaces en raison d'une mauvaise gouvernance, violent le bétail les raids, enlèvements forcés d'enfants d'autres groupes pastoraux, et l'accès forcé aux ressources naturelles; faiblesse/inefficace, sécurité sociale principaux animaux d'élevage les éclosions de maladie, la sécheresse et le conflit; les routes à accès limité aux marchés; et le manque de politiques et de lois qui traitent expressément de tenure foncière pastorale Les questions.

Toutefois, la valeur économique des zones arides et semi-arides (TASA) est mieux atteints à travers le pastoralisme, agro-pastoralisme et de l'extraction de produits forestiers non ligneux

[8] La région est le principal exportateur d'animaux vivants en Afrique contribuant 42 % des exportations du continent. Bien que l'Afrique est un importateur net de produits de l'élevage, la région de l'IGAD est la seule région de l'Afrique qui est autonome dans ses exigences de viande. Les petits ruminants contribuer plus de 80 % du bétail les exportations de la région de l'IGAD.

[9] Dans l'ensemble de l'Afrique, les maladies du bétail cause est estimé à lui seul une perte de production annuel de 4 milliards de dollars des États-Unis et de l'attribuer à 24 % de réduction de la production de bétail en Afrique subsaharienne.

(PFNL), y compris le miel, résines, gommes et artisanales de minéraux. Malheureusement, la dégradation des terres, à des degrés divers, qui est devenue la caractéristique commune dans tous les États membres de l'IGAD (MS), on constate une érosion rapide de cette précieuse ressource. Le mode de vie nomade inspirée par la recherche constante des ressources, notamment l'eau, les pâturages et marché pour les moyens de subsistance entraîne souvent des conflits transfrontaliers et leur atténuation nécessite des politiques régionales, des approches et des actions coordonnées. L'IGAD est actuellement à l'essai un conflit mécanisme d'alerte précoce et de réaction dans la zone pastorale Cluster Karamoja couvrant les régions frontalières communes de l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et du sud du Soudan.

a) Le commerce du bétail et du développement des marchés

L'importance de l'élevage durable le développement du commerce et des marchés dans la région de l'IGAD ne peut pas être exagérée que l'élevage du bétail est le facteur clé de l'économie dans les zones arides et semi-arides. Outre qu'il y ait d'énormes interne, régionale et internationale inexploité le potentiel du marché, le secteur souffre de l'absence d'un environnement porteur dans des domaines tels que l'insuffisance de la politique, le manque de services financiers, de l'insuffisance des mécanismes de contrôle et de surveillance des maladies, dilapidation de l'infrastructure (stations de quarantaine, des postes de contrôle vétérinaires, stock, holding motifs etc. routes) et l'insuffisance des systèmes d'information sur les marchés dont les contraintes du développement du commerce et des marchés. Amélioration de l'environnement d'entreprise de bétail aurait l'effet net de l'établissement de la croissance dans l'accès au marché et de la rentabilité des entreprises fondées sur les animaux. Les marchés de bétail mises à la disposition de la région peuvent être classées de 3 perspectives en l'occurrence les marchés externe caractérisée par strictes règles de l'OIE et les accords bilatéraux, les marchés régionaux au sein desquels l'IGAD pays peut négocier et s'entendre sur des normes et du marché intérieur dans les États membres individuellement.

Une approche intégrée au développement du marché qui permettrait de faire face à des initiatives politiques, les questions de la disponibilité de l'eau, l'infrastructure sociale, l'absence de financement pour les investissements et les questions de santé animale pourrait améliorer les moyens de subsistance dans la TASA et stimuler les pasteurs pour apporter sa contribution à l'économie dominante. Mise en place d'installations de quarantaine complètement aménagé et l'amélioration des systèmes de transport et les infrastructures routières pourrait établir des liens entre les producteurs de bétail, les commerçants et les marchés.

Avec de telles interventions à l'échelle de la région, les moyens de subsistance des populations pastorales et les modes de vie changerait à la plupart deviendrait semi sédentaires des agro-éleveurs de se concentrer autour des points d'eau, les centres d'affaires et de l'infrastructure

sociale. Les leçons apprises peuvent être empruntés aux Masaï au Kenya et Karamojong Banyankore et expériences en Ouganda.

Accès à intra-régionaux et les marchés internationaux est la clé pour le commerce durable. Contraintes de développement de marché dans l'IGAD peut soit être classés dans la catégorie chronique ou aigu. La chronique varie de la traditionnelle réticence des contraintes du bétail les propriétaires à vendre leur bétail, manque d'accès aux marchés, les tarifs commerciaux restrictifs et politiques inadéquates. Plage de contraintes de changements aigus dans les politiques gouvernementales, la panique vente en raison de changements environnementaux (sécheresses et inondations), effondrement du pouvoir d'achat des consommateurs et des interdictions de commercialisation en raison de maladies animales transfrontalières (DAT).

Le secteur de l'élevage dans l'arène mondiale est très dynamique et évolue en réponse à l'augmentation rapide de la demande de produits de l'élevage. Ces changements sont dus en grande partie à l'augmentation de la consommation provoquée par la rapide croissance de la population humaine, [10] accroissement de l'urbanisation, l'augmentation des revenus et des niveaux de production.

La production de bétail est susceptible d'être de plus en plus affectées par les contraintes liées au carbone et de l'environnement et la législation sur le bien-être animal. La demande de produits animaux dans l'avenir pourrait être fortement atténuée par des facteurs socio-économiques tels que les préoccupations relatives à la santé humaine et l'évolution des valeurs socioculturelles. Il est limité sur la façon dont ces datas facteurs mondiaux jouer dans la région de l'IGAD.

La production animale mondiale est du passage de l'industrie pour les régions en développement. L'augmentation de la production de bétail associé à une augmentation de l'utilisation de la science et de la technologie crée une préoccupation croissante parmi les décideurs de la santé animale La législation, une distorsion du marché, et la contribution à la dégradation de l'environnement. En particulier, on s'inquiète pour les cadres de réglementation et de paiement pour les services environnementaux (PSE), entre autres. Utilisation de la technologie pour augmenter l'efficacité d'utilisation des ressources et la clarification des droits de propriété exigent la promotion de mécanismes de coopération et de l'institutionnalisation des politiques. Au niveau de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union africaine pastorale politique et le cadre de la politique régionale de l'IGAD sur la santé animale dans le contexte du commerce et de vulnérabilité sont promus.

[10] croissance de la population humaine dans l'IGAD est estimée à 2,6 %. C'est parmi les plus élevés dans le monde. L'

Commerce intérieur

Au fil des années la demande locale en bétail et en produits d'origine animale accuse une augmentation avec l'accroissement démographique et a dépassé l'offre comme en témoigne la hausse des prix eu égard à ces prix. La région IGAD demeure un importateur potentiel de la plupart des prix du bétail et il est fréquent de trouver des produits traités / des valeurs ajoutées importés sur les étalages du marché. Le marketing du bétail est principalement une affaire privée dans l'ensemble de la chaîne des valeurs en passant par les différents producteurs, marchands et intermédiaires habilités à mener ou à transporter des animaux destinés à la vente sur les marchés locaux en mal d'approvisionnement.

Tableau 6: illustre l'importance du commerce du bétail pour les ménages au sein des ASALs.

Table 1. Annual pastoral household income from livestock sales in selected areas of Kenya, Ethiopia, and Sudan

Area	Pastoral wealth group income (US$)			
	Very poor	Poor	Middle	Better-off
Mandera, Kenya Equivalent sheep or goats	105 3.5	229 7.5	702 24	1,787 60
Wajir, Kenya Equivalent sheep or goats	42 1.5	169 5.5	677 22	1,105 37
Teltele, Dillo, and Dier, Ethiopia Equivalent sheep or goats	114 5	202 8.5	714 31	2,100 92
Borana-Guji, Ethiopia Equivalent sheep or goats	132 5.5	231 10	768 34	1,500 66
North Darfur, Sudan Equivalent sheep or goats	-	115 4	615 21	-

Source: Etude FAO/IGAD *" Exportations du bétail de la Corne de l'Afrique: Une analyse…* par Tuft University 2010, (Données des revenus dans le rapport rédigé du SC UK (2004) et LIU 2002)

Les marchés sont généralement situés juste à proximité de grandes villes. Le bétail doit être conduit à travers de longues distances allant parfois jusqu'à des centaines de kilomètres pour accéder aux marchés. Il en résulte la nécessité d'établir des sites importants pour servir de cadre de détention temporaire du bétail avant de l'emmener vers les grands marchés. Le manque d'informations sur le marché rend les producteurs vulnérables à l'exploitation par les intermédiaires qui sont leur seule source d'informations en ce qui concerne l'offre / la demande. Les services de vulgarisation élargies, les investissements en matière d'infrastructure ainsi que le recours à la technologie moderne et aux médias peuvent jouer un rôle important en s'assurant que les informations à propos du marché atteignent les agriculteurs / producteurs en temps opportun. Il est nécessaire d'établir des données pertinentes sur le volume du commerce intérieur et sur la participation aux notions de l'offre / demande dans les États membres.

Commerce régional

Le commerce régional / transfrontalier représente l'un des secteurs ayant atteint une croissance remarquable du commerce régional au sein de la région IGAD. Ce commerce peut être considéré comme la plus grande forme du commerce transfrontalier dans la région. L'ensemble du commerce transfrontalier dans la région est estimé avoir excédé EU$ 60 millions

par an, les pays membres de l'IGAD contribuant à raison de plus de 70 % de ce commerce. La figure ci-dessous montre les tendances en matière du commerce transfrontalier entre la Somalie / le Kenya, l'Ethiopie / le Kenya et l'Ethiopie / le Soudan entre 1991 et 2007.

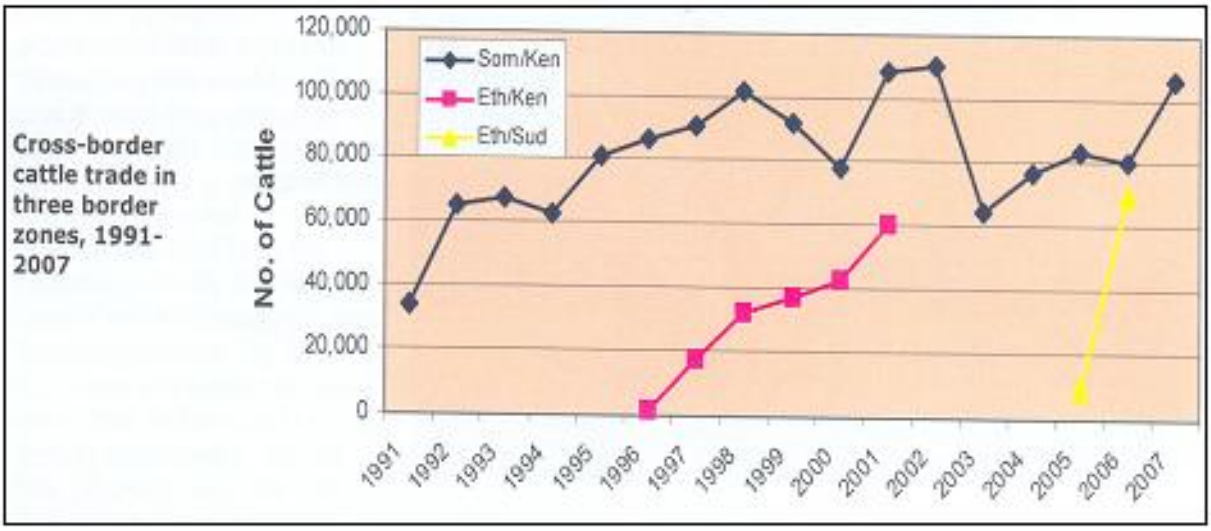


Figure 5: Commerce transfrontalier au sein de la région IGAD (source: COMESA, 2009)

En dépit de son immense potentiel pour contribuer à l'économie nationale et à la lutte contre la pauvreté, le commerce transfrontalier régional dans la région IGAD demeure encore mal compris même par les décideurs et pour cette raison, il reste insuffisamment financé et développé.

Les États membres de l'IGAD partagent de longues étendues de lignes frontalières qui sont peu habitées et manquent d'infrastructure d'élevages de base. Ils manquent de terrains de détention, de cadre de sécurité, de postes douaniers entre autres installations vitales. Les marchands et les éleveurs de fortune sont souvent vulnérables face aux intermédiaires plus avisés dû au manque d'informations tant soit peu échelonnées au sujet du marché. Les maladies transfrontalières (TADS) et zoonotiques restent une majeure menace au commerce régional du bétail. Il est difficile aux éleveurs et aux marchands de recueillir d'une manière efficace des données vitales et crédible sur la santé du bétail et de prendre part aux programmes de contrôle de santé animale et cela nécessite la responsabilisation des éleveurs à travers une coordination de sensibilisation et de rigueur.

Le commerce transfrontalier est entravé de manière considérable par l'absence de lois harmonisées régissant le commerce et par le manque d'instrument de prise de décisions centralisé dans tous les points frontaliers ainsi que par l'absence d'articulation des décisions

connexes en matière de santé animale. En outre, les conflits frontaliers ont pour longtemps exercé un impact négatif sur le commerce régional.

Commerce extérieur / Exportation

L'exportation du bétail et des produits d'origine animale a été une source importante de devises étrangères pour les États membres dans la région IGAD. La corne de l'Afrique a exporté ces produits vers les marchés traditionnels comme l'Arabie saoudite, l'Egypte, le Yémen et les pays du Golfe. L'essentiel des exportations sont les produits d'origine animale et les animaux vivants comme les carcasses entières congelées ainsi que les cuirs et les peaux. Selon les études récemment menées (UA/BIRA) la région IGAD est l'exportateur principal d'animaux vivants en Afrique qui contribue d'environ 42 % des exportations totales, tandis que la viande d'Afrique exportée d'Afrique (entre 2003 et 2005) était d'environ 109.000 tonnes par an, avec une maigre contribution de 16 % de la région IGAD. Rien qu'en Afrique, le déficit en viande s'élève à environ 953.000 tonnes pour une valeur d'environ EU$ 1,8 milliards indiquant une importante lacune en matière d'approvisionnement et un marché actif pour les États membres de l'IGAD. En dépit d'une production laitière élevée, l'Afrique demeure une région accusant de déficit en lait. Les caractéristiques de la viande de la région IGAD (Taureau Boran, moutons du désert et les moutons à tête noire Somali) en font le choix préféré pour la plupart des marchés d'exportation. La proximité géographique avec les marchés d'Afrique du Nord et du Golfe jointe à la croissance démographique et l'accroissement de la participation de l'industrie des services (hôtels).

Les États membres de l'IGAD sont dans différentes ligues en termes de volumes, des traditions en matière d'exportation et de la manière de mener les activités liées à l'exportation, ainsi qu'en ce qui concerne le mode de production connexe à l'exportation. Par exemple, le Kenya est le plus petit exportateur et un importateur potentiel de bétail à travers le commerce transfrontalier de la Somalie, de l'Éthiopie et de la Tanzanie. Le Kenya exporte seulement quelques animaux vivants à l'île Maurice. L'Éthiopie est pour sa part un exportateur informel important à la Somalie, au Kenya, au Soudan et au Djibouti et dispose également d'une prospère tradition formelle d'exportation de viande de chèvre et d'animaux vivants. La Somalie est un important et ancien exportateur d'animaux vivants et des carcasses congelées dans la région du Golfe. Le Soudan a été un exportateur majeur de bétail dans la région du Golfe depuis des décennies et un exportateur informel à l'Égypte. Le Soudan exporte des moutons, des chameaux, des chèvres et des bovins vivants. Elle exporte également la viande de mouton, de chèvre et un peu de bœuf.

L'industrie de l'élevage dans la région IGAD est caractérisée par des récurrents interdits en raison des préoccupations en matière de TADS (proscriptions communes de bétail, d'autres questions SPS), de saisonnalité en approvisionnement (eau, pâturages, maladie), d'insuffisance

en infrastructure de marché, de mauvaise qualité de viande en raison de la mauvaise manipulation et de l'insuffisance de niveau des facilités d'exportation (abattoirs, logistique du transport de viande) et de la forte concurrence de l'Inde, du Pakistan, de l'Australie, du Brésil et de la Nouvelle-Zélande. L'industrie est également en proie aux problèmes d'homologation, de conformité en matière de santé et de normes, de réglementations gouvernementales, de documentation, de licence et de fiscalité et de procédures bureaucratiques. La stabilisation du commerce extérieur profitera aux communautés pastorales dans les régions arides ou semi-arides par la stabilisation des revenus et des moyens de subsistance. Pour ce faire, il convient d'améliorer les systèmes des normes et d'homologation. Les États membres de l'IGAD et les experts techniques régionaux doivent également s'impliquer dans le processus de définition de ces normes en matière d'exportation vu qu'ils ont une tendance biaisée à l'égard des pays importateurs.

Addition de la valeur

Peu de choses ont été faites en matière d'addition de valeur au sein des régions pastorales des Etats de l'IGAD à l'exception de bas niveaux traditionnels (traitement des produits d'origine animale au niveau de subsistance). L'addition de la valeur est déterminante dans le secteur en vue de l'accroissement et de l'amélioration du niveau de revenus et des moyens de subsistance en faveur des pasteurs. L'augmentation de la valeur comprendra le contrôle des animaux et la bergerie, l'abattage, le conditionnement, les conditions de transport, la fabrication de produits comme le fromage, le beurre, les produits en cuir, le lait en poudre, les boutons, la colle, les matières grasses, etc. Il est nécessaire de mettre en place l'infrastructure principale et accessoire en matière de valeur ajoutée pour maximiser les bénéfices du secteur de l'élevage. L'infrastructure pourrait inclure, la gestion efficace d'entretien, la tenue d'abattoirs de qualité pour l'exportation, les procédés de tannerie, de produits laitiers, la mise en place d'usines de réfrigération et d'autres structures pertinentes. Le financement de ces structures est crucial. L'implication du secteur privé grâce aux investissements individuels ou à travers les partenariats paraétatiques renforcerait la capacité de la valeur ajoutée des produits. Un mécanisme d'élaboration des normes régionales comprendrait des experts qui établissent des règles pour la production de ces produits.

Financement et assurance

Le bétail en région IGAD prend en charge une grande partie des conditions de vie des producteurs. Le secteur dispose d'un potentiel important pour susciter une croissance économique rapide et pour stimuler la paix et l'intégration dans la région. Le secteur contribue

tout aussi énormément aux économies régionales et aux PIB des Etats membres. En dépit de l'énorme potentiel, les institutions financières existantes et les produits d'assurance ne reconnaissent pas le bétail comme garantie ni ne le considèrent comme produits à haut risque lors de l'approvisionnement en facilités. Il est nécessaire de concevoir des produits spécifiquement ciblés aux communautés pastorales. Cette garantie contribuerait à minimiser les grandes pertes encourues pendant les conditions défavorables qui sévissent dans la région.

a) Défis en matière d'élaboration de la politique socio-économique, du commerce et du marché

L'utilisation accrue du bétail est entravée par l'insuffisance de données socio-économiques visant à dénoncer les décisions des politiques appropriées.

Comme les conditions de commercialisation et d'urbanisation s'améliorent au sein des communautés pastorales de l'IGAD, l'on risque de provoquer des modifications concernant les espèces de bétail et la composition du troupeau et dans leurs rôles respectifs. Le changement en compositions de troupeau entraîne également la probabilité de changement en matière de revenus des ménages et des mutations d'implication en matière de production de l'élevage du point de vue du sexe parmi les pasteurs d'où la nécessité de réévaluer les indices de classement de la richesse. Cette procédure permettra de fournir des informations pour une planification adéquate et des interventions d'urgence.

Tous ces changements en appellent à un nouvel effort visant à recueillir, à rassembler et à analyser de nouvelles données, améliorées ou fiables, pertinentes à la situation courante pour une compréhension améliorée et pour l'articulation d'informations aux décideurs pour leur permettre d'opter pour un investissement approprié. Ces données comprendront notamment: (i) la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant en matière de consommation de produits de bétail (viande, lait, œufs, entre autres) [11]; (ii) la contribution de la valeur par l'élevage dans l'agriculture ; (iii) la croissance annuelle en matière de valeur ajoutée dans le secteur de l'élevage par espèces[18]; (iv) la dépense publique sur le bétail en termes de pourcentage du PIB alloué au secteur agricole; (v) la dépense publique en matière des services de santé animale en termes de pourcentage des dépenses publiques totales sur le bétail; (vi) l'inventaire des animaux : au niveau national et régional; la composition / structure et l'emplacement des animaux; le nombre d'animaux; les unités du bétail par habitant; (vii) les données sur le ménage: contribution des revenus de l'élevage ; (viii) les données de la contribution de l'élevage sur le secteur des cultures vivrières et (ix) les données de la contribution de l'élevage sur le PIB et les moyens de subsistance, les chaînes de valeur (compétitivité, niveau de développement, sécurité); la désagrégation des chaînes de valeur (marges brutes); les analyses des moyens de subsistence (pauvreté, revenus, sécurité alimentaire, dépenses); l'analyse des programmes par rapport aux coûts / bénéfices, des interventions entre autres).

[11] Les données actuelles disponibles sont basées sur des estimations qui varient de manière signifiante

L'environnement contextuel dans lequel opère ICPALD est dotée de ressources abondantes[12], mais il est le deuxième plus pauvre du continent avec un revenu d'environ US$ 1,197 par habitant. [13] Il y a plusieurs contraintes qui contribuent à cette contradiction. Parmi lesquelles l'on peut citer notamment (i) l'insécurité et les conflits au sein et entre les États membres de l'IGAD ; (ii) les dangers récurrents tels que les sécheresses, les inondations (changements climatiques)[14]; (iii) la présence d'endémie et de maladies animales transfrontalières (TADs) ré-émergentes et de parasites et de prédateurs zoonosiques; (iv) l'accroissement démographique[15] rapide joint à l'insuffisance de la production alimentaire, l'augmentation des prix alimentaires et la dépendance de l'aide alimentaire; (v) politique l'insuffisance des cadres politique, législatif et en matière de la régulation ainsi que et des arrangements institutionnels; (vi) l'isolément culturelle et spatiale; (vii) la marginalisation politique; (viii) l'absence ou le manque d'infrastructure de base et l'insuffisance des investissements dans le secteur agricole (y compris l'élevage, l'agriculture en zone aride et le contrôle des maladies du bétail); (ix) la faiblesse en matière de développement humain (analphabétisme) et des indicateurs de sécurité alimentaire; (x) la faible prestation des services publics; (xi) le coût élevé en matière de prestation de services en région reculée; (xii) l'existence de capacité technique limitée; et l'accès au faible financement (xiii) ; (xiv) l'existence de calamités naturelles; (xv) le changement des exigences en matière de commerce extérieur; (xvi) la fluctuation saisonnière de disponibilité en eau et aliments; (xvii) la faible adoption de technologies appropriées; (xviii) la dégradation environnementale; et (xix) les effets fâcheux de conflits sur le bien-être humain et sur le développement économique, qui limitent davantage l'implication du secteur privé. Toutes ces contraintes contribuent à l'utilisation inadéquate des ressources pour le développement économique, d'où la nécessité de soutenir la politique et la stratégie des clients tant au niveau régional qu'à celui des Etats membres.

Les interventions inadéquates visant à atténuer les contraintes dans plusieurs secteurs de l'économie sont en partie dues à l'insuffisance de la qualité de données et d'informations dénonçant les changements des politiques. La collecte, le rassemblement et l'analyse de données ci-dessus indiquées serviront donc en partie à soutenir les politiques d'amélioration des informations, de la rationalisation et de la révision des investissements dans les régions arides ou semi-arides ASALs.

[12] La région dispose de 9% de la population mondial des bovins, 60% des chameaux dans le monde, 8% de petits ruminants dans le monde, une grande quantité des minérais (y compris le pétrol), des rivières, des lacs, des forêts et un non-négligeable potentiel agricole

[13] Deuxième position seulement après la CAE qui a environ US$1.065 par tête d'habitant

[14] Sècheresses récurrentes et sévères et d'autres catastrophes naturelles conduisant à la généralisation de la famine, de la dégradation environnementale et asphyxia économique.

[15] La région accuse une croissance démographique annuelle de plus de 3%, représentant l'une des populations à croissance rapide dans le monde.

Politiques

Les politiques déterminent le sens et les domaines prioritaires en matière de plan d'investissement économique du pays ainsi qu'aux processus de gouvernance. Ils fournissent un cadre à partir duquel les décisions sont prises, les stratégies sont élaborées et les ressources sont allouées.

Le défi majeur pour le développement des zones arides est la l'appropriation des ressources. La sécurité de possession pour faire valoir les droits en matière d'accès, de contrôle, d'utilisation et de gestion des ressources dans les zones arides a été difficile à atteindre. Dans la plupart des régions arides ou semi-arides, il n'existe aucun droit de propriété en matière de possession foncière. L'utilisation communautaire des ressources, y compris les terres dans la plupart des terres arides et semi-arides nécessite un système de propriété foncière qui reconnaît et renforce les régimes de propriété commune. La mise en place d'un système qui recoure aux institutions traditionnelles intensives et aux technologies et connaissances indigènes dans la gestion de ces ressources en termes de définition et de contrôle d'accès, de droits et de contrôle de l'utilisateur, est tout également nécessaire. Le refus de reconnaître les droits fonciers et les moyens de les appliquer et de les garantir en vertu des provisions des statuts des Etats membres a été la principale menace.
Le développement durable n'est possible que si les moyens de subsistance des ressources des terres arides sont elles-mêmes durables et produisent aux mieux de leur capacité. Le caractère durable de tout moyen de subsistance dépend toutefois de l'interaction entre le cadre des politiques et les atouts de subsistance. Les mesures réglementaires influencent la promotion et la protection des atouts de subsistance en réglementant l'accès, l'utilisation, le contrôle et la gestion. Le niveau de contrôle dont disposent les populations (individus ou groupes) sur les atouts détermine le pouvoir qu'elles détiennent pour influencer les processus politiques et institutionnels. L'interaction des processus politiques et des personnes / individus est de ce fait un facteur déterminant de la productivité.
L'assurance de la sécurité en matière de possession de terre pour les communautés des zones arides comme les éleveurs a été un enjeu majeur pour de nombreux gouvernements de la région IGAD. L'utilisation et la gestion des terres et d'autres ressources naturelles dans les zones arides ont un caractère communautaire. La plupart des dispositions en matière d'appropriation foncière stipulées dans les statuts et les lois, joints au caractère extensif des activités pastorales, ont été inappropriées pour les éleveurs, qui sont le principal exploitant de ces terres. Cette attitude a produit des incidents néfastes sur le développement des activités pastorales et d'autres moyens de subsistance des zones arides. La tendance était d'exposer les terres pastorales à d'autres utilisations sans consultation avec les communautés pastorales comme il n'y avait aucun moyen de garantir la terre.

Il est nécessaire d'effectuer des évaluations de référence afin de faciliter la prévalence d'éléments des dispositions favorables aux politiques existantes pour valider des avantages équitables et des mécanismes de partage des coûts en faveur des collectivités des régions arides ou semi-arides.

b) Opportunités en matière d'élaboration de la politique socio-économique, du commerce et du marché

La volonté politique des Etats membres de l'IGAD s'articule de plus en plus autour des dispositions à donner priorité au développement des régions arides ou semi-arides et à s'engager à souscrire concrètement aux contributions financières et techniques ; à faire respecter les promesses de financement de certains partenaires en matière de développement; à réaliser les mandats inhérents de l'ICPALD au sein de l'IGAD, le consensus collectif actuel et son caractère urgent; les ressources naturelles, humaines et financières disponibles; la reconnaissance par toutes les parties intéressées qu'il est nécessaire de faire les choses différemment; la tendance grandissante en matière de consolidation de l'intégration économique et politique régionale et l'insistance sur l'éradication des situations d'urgence en matière de sécheresse en édifiant des mécanismes de résilience et de développement durable plutôt qu'en faisant recours aux interventions de secours pour faire face aux situations d'urgence sont là les opportunités que cette stratégie va exploiter en se penchant sur les contraintes socio-économique, politique et de marketing.

Les possibilités existent tout aussi bien à profiter de meilleures pratiques et de leçons tirées d'autres interventions / actions mis en œuvre dans la région et d'activités du programme actuel IDDRSI en vue de renforcer les analyses en matière de stratégie / politique, de mener de meilleures politiques et d'avoir accès au marché afin de créer la richesse accrue au sein de l'IGAD.

Pour permettre à l'ICPALD de réaliser sa mission et sont potentiel, il existe une opportunité consistant à créer une unité d'assistance en matière socio-économique, du genre et de la politique fondée sur les fonctions de base proposées par ICPALD, unité qui pourvoira des intrants en matière de collection, de rassemblement et d'analyse des données.

2.1.2 Agriculture et alternative des moyens de subsistence en terre aride

Les régions arides ou semi-arides ASALs comptent pour environ 60-70 % de la superficie des pays de la corne de l'Afrique (HoA). [16] Les systèmes de production pastorales, agropastorale, de l'agriculture pluviale et d'élevage sont la principale entreprise économique et le principal moteur économique dans les régions arides ou semi-arides. La majorité de cette région est affectée par la dégradation et la désertification des terres allant de modérées aux sévères. Environ 30 % de la population des Etats membres de l'IGAD vivent dans les régions arides ou semi-arides. Les services sociaux, techniques et économiques ne sont cependant pas très développées, en particulier pour les populations pastorales nomades. En plus, il est

[16] Les régions ASALs des Etats membres de l'IGAD reçoivent moins de 400mm de pluviosité par an, soumettant cette région aux sècheresses recurrentes.

difficilement répondu aux besoins de développement à long terme en régions arides ou semi-arides de façon générale. L'insécurité dans la région aggrave la vulnérabilité et entrave l'efficacité des interventions et d'autres efforts au développement.

La production agricole est généralement considérée comme non viable pour des raisons écologiques et socio-culturelles. Ces généralisations ne tiennent pas compte de l'envergure du potentiel, de la diversité géographique de la région et de la grande flexibilité des populations. Au moment et au lieu où les conditions le permettent (disponibilité d'eau et fertilité du sol) les communautés pratiquent l'agriculture pluviale et d'irrigation qui a prouvé apporter des contributions importantes aux moyens de subsistance.

Agriculture en terres arides

L'augmentation du nombre de chocs naturels et anthropiques, en particulier les sécheresses plus fréquentes, les inondations et les conflits civils ont affecté les performances économiques de la plupart des Etats membres de l'IGAD. L'accroissement de la variabilité des précipitations dans certaines parties de la région, qui les rendent de plus en plus chaudes et plus sèches, tandis que d'autres deviennent plus humides et davantage sujettes aux inondations devient de plus en plus une réalité.

Le défi majeur pour le développement des zones arides est l'appropriation des ressources. La sécurité de possession pour faire valoir les droits en matière d'accès, de contrôle, d'utilisation et de gestion des ressources dans les zones arides a été difficile à atteindre. L'utilisation communautaire des ressources, y compris les terres dans la plupart des terres arides et semi-arides nécessite un système de propriété foncière qui reconnaît et renforce les régimes de propriété commune. La mise en place d'un système qui recoure aux institutions traditionnelles intensives et aux technologies et connaissances indigènes dans la gestion de ces ressources en termes de définition et de contrôle d'accès, de droits et de contrôle de l'utilisateur, est tout également nécessaire.
Dans la plupart des régions arides ou semi-arides, il n'existe aucun droit de propriété en matière d'appropriation foncière. Le refus de reconnaître les droits fonciers et les moyens de les appliquer et de les garantir en vertu des dispositions des statuts des Etats membres a été la principale menace aux droits et à la sécurité en matière de possession des terres pastorales. Il existent cependant des tentatives des politiques visant à garantir les droits d'accès et d'utilisateur comme la politique foncière défend le principe de l'égalité en matière d'accès à la terre parmi les paysans.

Néanmoins, les dispositions légales prévues par les gouvernements stipulant que les terres peuvent être louées et données pour la production commerciale a fait des zones pastorales un pôle d'attraction pour les multinationales qui veulent se lancer dans la production agricole commerciale à grande échelle en se servant de l'irrigation. Les terres arides sont donc soumises aux pressions commerciales et avec l'intensification de l'aliénation des terres pour l'agriculture d'irrigation, cette procédure constitue une menace évidente pour la biodiversité et les activités pastorales dans ces milieux.

La politique agricole favorise un investissement accru au niveau des exploitants agricoles de fortune en améliorant l'accès aux intrants et la commercialisation de l'agriculture d'irrigation avec une résultante de production agricole croissante en terres arides et semi-arides. Elle encourage également la diversification des moyens de subsistance pour faire face aux chocs tels que la sécheresse grâce aux conditionnements qui visent à soutenir les sources de revenus secondaires. L'une des raisons invoquées pour ce genre de scénario émergent est la fréquence et l'intensité des sécheresses en régions arides ou semi-arides, phénomènes qui rendent difficile l'accroissement en nombre de têtes du bétail. L'autre raison est la migration des agriculteurs de ces régions qui partent à la recherche de moyens de subsistance alternatifs ou de terres arables.

La migration des agriculteurs des hautes terres et l'adoption de l'agriculture par les collectivités locales engendrent des pressions sur les ressources foncières, ce qui entraîne une concurrence accrue des ressources en terres, une privatisation des terres communales et une utilisation excessive des «zones fertiles» disponibles ayant à leur tour pour conséquence la dégradation sévère des terres. Les dernières initiatives de développement en régions arides ou semi-arides ont abouti à des changements dans le mode de vie traditionnel et dans l'utilisation à court terme des ressources dues à l'accroissement démographique et du nombre en têtes de bétail. La désintégration des terres, la précarité de droits de possession et d'utilisateur ainsi que le processus d'appropriation de terres extérieures (c'est-à-dire les ressources en pétrole et en minéraux) endommagent la productivité pastorale et agropastorale. La négligence de l'agriculture vivrière a considérablement entravé le développement d'importantes et potentielles options en matière de diversification des moyens de subsistances en régions arides ou semi-arides. D'autres tentatives importantes incluent la technologie de la téléphonie mobile qui a grandement contribué à améliorer l'accès à l'information sur les marchés et les technologies d'extension. L'intérêt et l'engagement des Etats membres à investir dans le développement des zones arides sont manifestes.

Les systèmes de production agro-pastorale en région IGAD dépendent de l'existence de la végétation naturelle, de l'eau et d'autres ressources naturelles. Ces éléments jouent un rôle clé dans la protection et l'entretien des écosystèmes et des services. Ces écosystèmes ASALs sont caractérisés par une production hautement variable, temporelle et spatiale de la biomasse herbacée, qui a un impact sur la production animale et la productivité. La dépendance de la région IGAD aux systèmes de production agricole et pastorale culture pluviale et les industries connexes rend cette région vulnérable aux impacts négatifs de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes. . Il est largement reconnu que la corne de l'Afrique (HoA) est confrontée à un défi de taille dans sa poursuite du développement durable face aux effets néfastes du changement climatique (CC).

L'étude menée par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a démontré que le réchauffement climatique impose des changements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations ayant de profondes implications socio-économiques au niveau régional et local. La plupart des pays de la région IGAD sont très vulnérables à la variabilité climatique extrême en particulier aux récurrentes sécheresses et inondations. Les

inondations, les sécheresses, les froids sévères et les canicules parmi d'autres infortunes causent des souffrances humaines et des pertes économiques considérables. De telles conditions climatiques extrêmes effacent souvent des années d'investissements en matière de développement national en eau, en agriculture, en industries, en tourisme, en infrastructure, en santé, en logement, en transport, en communication et se traduisent également par des mouvements de migrations massives. Les femmes et les jeunes sont plus vulnérables aux effets de ces désastres climatiques, puisque c'est eux qui sont à l'avant-garde de la production agricole. Les effets du changement climatique sont dévastateurs dans la plupart des pays de la région IGAD. Toutefois, cette vulnérabilité varie d'un endroit à l'autre en fonction de la gravité des dangers climatiques locaux, de la capacité d'adaptation et des systèmes locaux qui prévalent.

Les ressources naturelles (RN) comme l'eau, la faune, la flore et les écosystèmes générales s'étendent souvent au-delà des frontières des zones tribales et des pays. L'on a assisté à certains conflits graves autour de ces ressources naturelles dans de nombreuses parties de la région IGAD. Ces conflits sont surtout pires pendant des années aux conditions climatiques extrêmes. Avec la démographie croissante et des besoins correspondants pour ces ressources naturelles dont l'environnement se dégrade continuellement, le changement climatique, les migrations forcées et les conflits seront des défis majeurs de ce siècle dans cette région.

a) Défis en matière de l' Agriculture en terre aride et d'alternative des moyens de subsistance

Une attention suffisante n'a pas été accordée pour se pencher aux causes profondes de la vulnérabilité dans les régions arides ou semi-arides de l'IGAD. Il est également évident que ce n'est pas la sécheresse mais plutôt la vulnérabilité au cours de la sécheresse dans les régions arides ou semi-arides qui plonge la région dans les crises alimentaires répétées. Les défis majeurs comprennent, notamment; les politiques gouvernementales inappropriées, le manque de planification, l'absence des mécanismes appropriés de prévention et d'atténuation, les problèmes d'insécurité et de conflits, la mauvaise prestation de services ainsi que l'éloignement et l'indigence du réseau routier. Tous ces éléments contribuent à l'insuffisance de productivité agricole, des investissements dans le domaine agricole et dans les infrastructures connexes et la dépendance à outrance aux importations de denrées alimentaires et aux opérations de secours.

La grande vulnérabilité de la région aux variations climatiques, caractérisées par fréquentes périodes de sécheresse et d'inondations, la dégradation des terres défient à l'adaptation. Cette situation est aggravée par une faible productivité, des structures de marché intérieur maladroitement élaborées et l'existence d'infrastructures délabrées, faible capacités en matière d'épargne et d'investissement, joug de l'endettement trop lourd, taux de croissance démographique élevé[17] et taux élevé d'urbanisation. Ces récurrentes sécheresses et

[17] La région accuse une croissance démographique annuelle de plus de 3%, représentant l'une des populations à croissance rapide dans le monde.

inondations effacent souvent des années d'investissements en matière de développement national en eau, en agriculture, en industries, en tourisme, en infrastructure, en santé, en logement, en transport, en communication et se traduisent également par des mouvements de migrations des masses. Ces inondations et sécheresses provoquent la dégradation des écosystèmes qui sont caractérisés par la production très variable temporelle et spatiale de la biomasse herbacée, qui a un impact sur la production animale et la productivité et empire la famine et la pauvreté dans les régions arides ou semi-arides. Les femmes et les jeunes sont les plus vulnérables aux effets de ces désastres climatiques, puisque ce sont eux qui sont à l'avant-garde de la production agricole.

La dépendance de la région IGAD ASAL à l'agriculture pluviale et aux activités d'élevage et à leurs industries connexes la rend vulnérable aux conditions climatiques extrêmes. Les effets du changement climatique (CC) sur les terres arides de la Corne de l'Afrique (HoA) les confrontent aux défis particuliers de politique difficile. Les conditions climatiques extrêmes et les niveaux de pauvreté auxquels les habitants de ces régions sont confrontés exacerbent les problèmes de développement. Les États membres de l'IGAD n'ont pas une politique bien développée en matière de changement climatique, mais la nécessité d'une politique régionale harmonisée est bien reconnue. Le changement climatique et ses adaptations forment les fonctions essentielles de l'Initiative du mécanisme de l'IGAD chargé de résilience des désastres de la sécheresse et de développement durable (IDDRSI) tel que articulé par tous les organes des politiques de l'IGAD. Les prévisions météorologiques dans la région sont coordonnées par le mécanisme de l'IGAD chargé des prévisions et de l'application des situations météorologiques (ICPAC) et par les stations météorologiques nationales, mais il est nécessaire d'entremêler les informations pour créer un produit convivial à la consommation des habitants des régions arides ou semi-arides. Pour le moment, les États membres ne disposent pas de programmes adéquats pour les mécanismes de contrôle et les mesures d'atténuation des sécheresses et des inondations, et souvent la couverture n'est pas systématique ni garantie.

b) Opportunités de l'Agriculture en terre aride et alternative des moyens de subsistance

Les développement en régions arides ou semi-arides ASALs reflètent l'omniprésence de la pauvreté, ce qui est démontrée par les contraintes de plus en plus croissantes en matière d'eau, de dégradation des terres, de préoccupations permanentes de malnutrition, de migration en raison des sécheresses fréquentes, de manque d'infrastructures, d'insuffisance de prolifération des technologies améliorées et de conséquences des politiques gouvernementales ainsi que de libéralisation économique en matière de compétitivité des cultures vivrières en milieux arides.

C'est pourquoi les interventions de développement prioritaires sont identifiées afin d'accélérer le processus de développement en matière de l'agriculture en zones arides, y compris notamment: (a) l'eau en tant que catalyseur pour le développement; (b) la réorientation des politiques publiques et le meilleur ciblage des interventions de développement aux paysans des terres arides, surtout lorsqu'ils se rapportent aux facteurs clés contraignants à la productivité agricole et donc à la réduction de la pauvreté ; (c) la diversification axée essentiellement sur le

développement des cultures vivrières et de l'élevage; (d) la gestion des terres non utilisées et des ressources des propriétés communes régis par les stratégies d'innovation, de rentabilité et communautaires; (e) le marketing, l'orientation commerciale et la compétitivité de l'agriculture en zones arides et (f) les innovations institutionnelles, le développement des partenariats, de collaboration et le renforcement des capacités. Le développement de l'agriculture en terre aride nécessite donc la synergie entre les technologies, les systèmes de marketing, l'approvisionnement en intrants, les crédits, les politiques et les institutions.

L'agroécosystème partagé, y compris les ressources naturelles comme l'eau et les pâturages ainsi que les systèmes communs de production, offre la possibilité de coopération entre pays pour identifier et mettre en œuvre les programmes de sécurité alimentaire. Les immenses opportunités de transfert de technologie, l'addition de la valeur, le renforcement des capacités au niveau régional, national et communautaire en vue de l'accroissement de la production alimentaire, la création de l'emploi et la génération des revenus ainsi que la réduction de la pauvreté existent dans les régions arides ou semi-arides.

En plus, il y a des chances de plus en plus croissantes d'établir les relations commerciales au niveau international / régional en matière de productions agricoles dû en grande partie à l'accroissement de la demande pour ces produits, dynamisés par la démographie grandissante, l'urbanisation et la croissance des revenus. La coordination des structures et des stratégies constituent tout également une opportunité d'après les recherches existantes. Les ouvertures politiques émergeantes au niveau national et régional, la voix politique de plus en plus croissante des éleveurs et des agro-pasteurs et la transformation de l'agriculture de subsistancielle à concurrentielle, l'existence des systèmes rentables axés sur le marché dans la région IGAD offrent également d'immenses opportunités pour l'agriculture en zones arides.

L'accord entre les États membres visant à améliorer les communications inter-régionales et la possibilité de profiter de la croissance économique ainsi que les tendances récentes de globalisation de l'économie mondiale sera une occasion à saisir favorablement pour le changement climatique et l'adaptation. En outre, la région dispose d'une diversité d'écosystèmes ayant d'énormes richesses dont la faune, les rivières et les lacs. Le potentiel des ressources d'énergies alternatives (hydroélectrique, éolienne, solaire et géothermique), maritimes, des ressources en eau et en élevage existent dans la région. La démographie de la région IGAD d'environ 230 millions de personnes, dont la majorité est naturellement intégrée à cause de similitudes culturelles, offrent un potentiel énorme de marché et des possibilités ainsi que de cohérence politique et de coopération régionale.

Qui plus est, la région embrasse un processus de gouvernance démocratique et positive qui s'oriente vers un minimum d'intégration économique et de marché commun. Il est nécessaire que les décideurs dans l'ensemble de la région qui proposent des solutions au problème de changement climatique portent une attention particulière sur les variables politiques locales qui contribuent à la vulnérabilité climatique. La plus importante parmi elles, est l'impact de la gouvernance sur les programmes de changement climatique.

c) Produits artisanaux, minéraux et dépourvus de bois

La région est dotée d'importantes ressources naturelles telles que les minéraux artisanaux, y compris l'or, les pierres précieuses et les produits forestiers non ligneux comme le miel, les caoutchoucs, les résines et les épices en plus des réserves en pétrole et en gaz.

Défis

i. Ce secteur opère dans un cadre assez chaotique et d'une manière désordonnée
ii. la plupart des personnes impliquées sont issues des milieux socio-économiques marginalisés et opèrent au niveau de la subsistance. Cela fait que les individus n'y tiennent pas pour longtemps tandis que les prises de décisions se limitent à la satisfaction des besoins immédiats
iii. Ils utilisent des technologies traditionnelles qui rendent difficile l'exercice des économies échelonnées
iv. La plupart opèrent dans l'informel sans licence ni document de reconnaissance auprès des autorités
v. La plupart des domaines ne bénéficient d'aucune assistance en infrastructure
vi. La plupart fonctionnent sous de mauvaises conditions de santé et l'absence d'hygiène
vii. Il y a absence d'accès direct aux marchés, imposant des opérations à travers des canaux informels, ce qui conduit à une forte exploitation par les intermédiaires,
viii. Le contrôle de la qualité est inexistant
ix. L'encadrement est limité, se conformant et se soumettant à la pertinence de la législation de l'autorité des ministères concernés.

Opportunités

i. Initiation dans la vulgarisation des principaux produits et des voies et moyens d'améliorer la réussite dans l'entreprise à travers :
    a. La provision du savoir-faire technique
    b. L'amélioration de l'infrastructure
    c. La garantie de la sécurité et de la stabilité
    d. L'assistance financière et le climat favorable à l'investissement
ii. La formation d'associations ou renforcement des associations existantes
iii. L'assistance matérielle pour accroître l'efficacité
iv. La formation en matière des méthodes modernes, de sécurité et de santé
v. La formation en matière d'addition de la valeur
vi. Provision /amélioration en infrastructure
vii. Diversification des activités dans les régions.

2.1.3. Production du bétail, Santé , Commerce et Marketing

a) Production du bétail et Santé

La région IGAD dispose d'une énorme ressource de bétail de base qui est estimé à 125 millions de bovins, 120 millions de chèvres, 112 millions de moutons, 16 millions des chameaux, 4 millions de porcs et 150 millions de volailles. Cette riche ressource fait de la région IGAD la plus dotée en ressources animales en Afrique. La région est également riche en élevage diversifié et en génotypes sauvages adaptées aux différentes zones agro-écologiques qui contribuent de manière significative à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et en devises fortes aux États membres. La contribution de l'élevage au PIB agricole dans la plupart des Etats membres de l'IGAD s'est avérée plus élevée que ce qui a été précédemment rapporté. [18]

Le bétail est une denrée majeure commercialisée par-delà les frontières des pays de l'IGAD. Outre les échanges inter-régionaux, le bétail est également exporté vers les pays du Golfe et l'Afrique du Nord et contribue de manière significative à la création d'emplois et à la génération des revenus le long de la chaîne des valeurs. Par exemple, on estime que 60 % des animaux exportés à travers la Somalie ainsi qu'une grande proportion de bovins à viande consommée en République du Sud-Soudan vient d'Éthiopie. De même, l'Ouganda exporte un nombre important de bovins au Sud-Soudan, tandis que le Sud-Soudan exporte au Soudan. Le Kenya, importe en revanche un grand nombre d'animaux pour le marché local de la viande de tous ses pays voisins de l'Éthiopie, de la Somalie, du Soudan, de l'Ouganda et de la Tanzanie.[19]

Les secteurs de l'élevage dans les Etats membres de l'IGAD sont confrontés aux défis communs qui nécessitent une réponse coordonnée et le développement d'une zone de libre-échange dans l'ensemble de la région de l'IGAD qui exigerait la libre circulation du bétail et des produits d'origine animale au-delà des frontières à des fins commerciales, en tenant dûment compte du fait que la libre circulation des biens, du bétail et des personnes prédispose la région à l'insécurité et à la propagation potentielle de maladies humaines et animales. C'est en gardant ces faits à l'esprit que les Etats membres ont approuvé la politique-cadre sur la santé animale au niveau régional, orienté vers la légalisation, la rationalisation et la promotion du commerce et réduction de vulnérabilité.

Le bétail dans la plupart des pays de la région IGAD est traditionnellement géré avec un faible niveau d'intrants. Ce qui conduit à des niveaux de productivité faible. La décision de vendre des animaux par les éleveurs et les pasteurs est basée sur les besoins immédiats d'argent et cela veut tout aussi bien signifier que la production n'est pas entièrement orientée vers le marché. La croissance en matière de production animale, de lait et de viande dans la région IGAD est faible par rapport à la croissance de la demande des produits d'origine animale. Cela est principalement dû aux services de santé animale, à l'insuffisance en nourriture, à la mal

[18] Jusqu'à 50% du PIB agricole aux économies nationales est une contribution du secteur de l'élevage, essentiellement produites dans ces lieux (Roy Benke2013).

[19] Desta, *et. al*, 2011.

nutrition, au manque d'espace suffisante pour la reproduction animale et des difficultés d'accès au marché.

L'infrastructure de marché est également pauvre et il manque souvent entre autres: des installations d'abreuvage et d'alimentation. Les postes d'inspection frontaliers sont mal équipés en personnel et dispose d'une petite coordination d'inspection en santé animale tandis que les les procédures commerciales ne sont pas encore harmonisées. Cependant, un nombre important d'animaux vivants traversent les frontières dans la région IGAD en visant les marchés interrégionals et les pays du Golfe. En 2012, les Etats membres avaient exportés 8,6 millions animaux vivants à travers le processus d'exportation dit de la quarantaine disponibles dans la région vers les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

En ce qui concerne la valeur ajoutée, peu de choses ont été faites sur le lait, la viande rouge et la viande blanche, les peaux et miel destinés à l'exportation. La production animale des Etats membres est généralement dominée par la production principale avec de très petites transformations des produits d'origine animale subies à partir de la ferme ou hors celle-ci et cela se traduit par de faible revenu et une hausse du taux du chômage.

Défis en matière de développement de la production animale, santé, commerce et marché

Le secteur de l'élevage est soumis à un certain nombre de défis et de contraintes qu'il importe d'aborder en collaboration avec les parties prenantes publiques et privés et les partenaires en matière de développement aux niveaux national et régional. Les animaux dans la région en dehors des frontières nationales à la recherche d'eau, de pâturages et destinés au commerce avec peu de mécanisme en place pour le contrôle et le suivi. Le contrôle des maladies animales au délà des frontières nationales (TADs), surtout quant à celles sensibles destinées au commerce, est une préoccupation commune et reste une priorité pour les États membres. Dans certains cas, les TADs ont abouti à des interdictions de commerce frappant les pays IGAD exportateurs par les importateurs du Moyen-Orient. Un autre défi que confronte la production animale dans la région est la baisse de production par rapport à la croissance de la demande de produits alimentaires d'origine animale. La production animale par habitant dans la région est en baisse dans certains pays ou légèrement en hausse.

L'amélioration en matière d'approvisionnement en lait et en viande dépend essentiellement de la productivité de l'élevage et est généralement faible à travers différents systèmes de production de la région. Le défis majeur qui requière l'attention comprend entre autres: (i) l'harmonisation de et la conformité aux normes SPS ; (ii) les restrictions en matière de mobilité des animaux; (iii) le renforcement du commerce à l'intérieur et à l'extérieur de la région; (iv) l'accès aux services financiers; (v) l'Organisation des acteurs de la chaîne des valeurs pour mettre en place les économies de l'échelle; (vi) le renforcement des investissements en matière des infrastructures de marché de bétail amélioré ; (vii) l'institutionnalisation du partenariat para-étatique (PPP); (vii) la provision des informations en matière de marchés appropriés; (viii) le renforcement des capacités pour le pouvoir de négociation limité au niveau régional et en matière d'obstacles au commerce; et (ix) le renforcement des capacités en particulier pour parer aux insuffisances de l'actuel instrument de coordination en matière des programmes de

contraintes en matière de mobilisation des ressources transfrontalières. Ce plan stratégique va tenter d'améliorer les performances du secteur de l'élevage et d'améliorer ses avantages en faveur des habitants de la région.

Opportunités en matière de développement de la production, santé , commerce et marché

Voici les principales opportunités pour le secteur de l'élevage dans la région IGAD sur lesquelles le plan stratégique se penche plus particulièrement et qu'il exploite: (i) le fondement des ressources énormes sur le bétail ; (ii) la grande démographie et plus en plus galopante dans la région et l'accroissement de la demande pour le bétail et les produits d'origine animale ; (iii) la proximité des marchés du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (Arabie saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït, Yémen, Bahreïn, Egypte, Oman et Qatar) ; (iv) (v) le potentiel d'amélioration de la race ; (vii) l'existence d'espèces fourragères adaptées et améliorées et des lieux d'engraissement pratiques avec un potentiel énorme pour l'élargissement et ; (viii) l'implication croissante des secteurs publics et privés dans l'investissement en matière de bétail; (ix) l'addition de la valeur (x) la pénétration et l'expansion du marché.

c) Questions spécifiques du genre et la production animale

En dépit de leur importante implication et de leur contribution à la gestion du bétail, les femmes ont tendance à avoir limité l'accès aux ressources, aux services de vulgarisation et d'amenuisé leur participation aux instruments de prise de décision par rapport à leurs homologues hommes (FAO, 2011 a). En matière des économies rurales fondées sur l'élevage, les femmes des milieux ruraux représentent les deux tiers des éleveurs à faible revenu. En particulier, les activités liées à la production du petit bétail (volailles, moutons et chèvres), lait et traitement des produits laitiers, sont essentiellement menées par des femmes et, dans une certaine mesure, par les enfants (Okali, 1998 ; Thornton, 2001 ; FAO, 2011 a).

Les femmes et les hommes éprouvent différents défis lors de l'accès, de la gestion et du contrôle du capital animal. En dépit de leur contribution importante et de leur rôle dans la gestion du bétail, femmes sont souvent confrontées aux contraintes plus défiantes qui les empêche invariablement d'atteindre la plénitude de leur potentiel au sein du secteur, compromettant ainsi la réalisation de la sécurité alimentaire des ménages dans l'ensemble et de la nutrition. Lorsque les femmes rurales accèdent et contrôlent les animaux ou les produits d'origine animale qu'elles possèdent ou gèrent, les stratégies d'adaptation domestique, et en particulier la nutrition se trouvent améliorées. (IFAD, 1999; FAO, 2012c).

Les principaux défis auxquels les femmes et les hommes vivant en milieux ruraux font face en ce qui concerne le sous-secteur des activités d'élevage dont la volaille, les petits ruminants et la

production laitière comprennent notamment, les rôles traditionnels et les modes des coutumes qui limitent l'accès et le contrôlent des femmes aux ressources naturelles, une distribution biaisée des rôles et des responsabilités fondées sur le sexe et l'âge, un accès limité aux technologies, à la formation et aux services de vulgarisation (FIDA, 2003), un accès limité aux services financiers, le manque d'accès aux marchés par des femmes par rapport aux hommes et une prédisposition des femmes aux professions vocationnelles de santé et des risques de sécurité au travail. Les Principes de lutte contre la pauvreté LPI de participation et de parité entre les sexes; basé sur l'évidence des faits (meilleures pratiques sexo-spécifiques); pertinence de la pauvreté / des moyens de subsistance se penchent sur la manière de réduire la pauvreté tout en tenant compte des inégalités entre les sexes ; L'on se servira du cadre GRASS et du caractère inclusif de cette stratégie pour orienter la conception et la planification des programmes et des projets en terres arides, en matière d'élevage et de pêche.

L'IGAD a obtenu le statut d'observateur avec les organismes internationaux de normalisation tels que le Codex, l'OMC et l'OIE. Par le biais de l'IGAD, ICPALD sera donc en mesure d'influer sur l'établissement de normes et de concevoir une stratégie commune dans l'intérêt de la région. Le programme d'élevage du ICPALD se chargera également de la coordination du bétail et des activités d'élevage au niveau régional (Groupe de travail chargé de la coordination du bétail et des activités d'élevage) (LPCWG). Ce groupe de travail disposera des facilités pour jouer le rôle de conseiller et pour disséminer les bonnes pratiques et les leçons apprises en matière du bétail et la planification du développement des activités pastorales.

2.1.4 Gestion des connaissances

La Gestion des connaissances (KM) peut être décrite en partant de la compréhension du concept connaissance. La connaissance réside dans les compétences, la compréhension et les relations, les outils et les processus des membres de la communauté, elle est à ce titre une pratique vivante qui résulte de l'expérience accumulée de communautés de la connaissance (actions populaires, pensée et conversations). Le véritable savoir est un pouvoir, et il transforme. Les institutions de l'enseignement universitaires et supérieures sont au cœur de l'économie des secteurs Public et privé en tant que centres de connaissances et sont en fin de compte responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et influencent, de ce fait, la nature de l'éducation de base.

L'ICPALD est chargé de relever les défis de développement dans les régions arides ou semi-arides des Etats membres en offrant des options de développement durable fondées sur des preuves. Le Centre est également mandaté de faciliter le développement de connaissances, de recherche et de technologie appropriées; y compris leur domestication, l'adoption et le transfert pour que les États membres et leurs partenaires échangent et utilisent les meilleures pratiques au niveau des plateformes régionales, nationales et locales. La gestion du savoir (GS) facilitera également l'innovation au sein de l'organisation, des partenaires et des bénéficiaires. Les savoirs partagés contribueront à la congruence dans les idées, les jugements, les perspectives et les concepts au sein des Etats membres. Cela améliorera la planification future, minimisera les risques et motivera les Etats membres à profiter des possibilités offertes. Il

permettra également à la région de développer sa base de connaissances, la compétitivité et d'améliorer l'efficacité dans l'allocation des ressources humaines et des technologies.

Pour renforcer les capacités d'adaptation, les gens de la région IGAD ont besoin de flexibilité et de bénéficier d'un accès équitable aux savoirs transformatrices visant la production, le commerce, les marchés, la santé et les investissements entre autres. Pour améliorer la gestion des connaissances dans la région IGAD, le Centre envisage de: (i) développer des structures d'apprentissage et de référence[20]; (ii) développer l'échange des connaissances et des mécanismes de stockage[21] et (iii) développer la gestion des connaissances et la structure de demande[22]. Pour y parvenir, l'ICPALD se sert des stratégies ci-après pour favoriser la compréhension et procéder à la sensibilisation en matière de dynamique de la gestion des connaissances dans la région et pour atteindre les objectifs de gestion des connaissances :

(i) S'appuyer sur l'expérience régionale pour aider et accompagner la coordination, la mobilisation, l'harmonisation, la promotion, l'assistance et la facilitation de la compréhension et pour sensibiliser en matière de la dynamique de la gestion des connaissances dans la région ;
(ii) Appuyer et améliorer les réseaux de formation et de recherche et les établissements d'excellence dans le domaine de la recherche, des connaissances, des sciences, des technologies et des innovations pertinentes pour la région IGAD ;
(iii) Soutenir la recherche et les activités de renforcement des capacités dans les thèmes prioritaires, y compris les moyens de subsistance, le développement de produits, l'alimentaire et la sécurité alimentaire, la sécurité en eau, la résilience en matière du changement climatique, la sécurité énergétique renouvelable, la biosécurité, les maladies transfrontières et la santé mondiale, la biotechnologie, la biodiversité africaine et l'industrie des produits naturels, la santé de l'écosystème et la restauration, les technologies vertes, le sexe, les connaissances indigènes et la technologie pour la gestion des risques climatiques et les TIC appliquées ainsi que la gestion des connaissances ;
(iv) Renforcer les recherches pertinentes mondiales, régionales et nationales et les réseaux de l'enseignement supérieur, de collaborations et d'intégration ;

---

[20] (a) Apprentissage particulier (Séminaires, Ateliers, conférences, expositions, kermesses, matériels d'imprimerie, Etudes académiques et materiel de l'Internet et de connaissance électroniques) ;

(b) Apprentissage de l'autre partie impliquée: (clients (EM), Partenaires, Concurrents (e.g EAC), Universités et Institutions de recherches, consultants, organisations gouvernementales et non-gouvernementales et Organisations des bailleurs de fonds);

(c) Mécanismes d'apprentissage organisationnels: (Documenter systématiquement les leçons apprises des programmes/projets processus d'élaboration, mise en œuvre et évaluation).

[21] (a) Mécanisme de partage des connaissances (développer ICPALD web portal, Créer la liste des Mail, partenariat de collaboration avec les chaînes des média principales (TVs, Radio et Presse) et se servir des média sociaux (You Tube, Blogs, Twiter, facebook et d'autres) et (b) Mécanisme de stockage (xdf serveurs des données, documentation en copies dures, hard drives externes et (spécialement au sujet des documents importants et sensibles).

22 Gestion des connaissances et structure de demande (indicateurs de performance, évaluation du personnel et organogramme d'échanges d'expérience)

(v) Améliorer la recherche axée sur les matières premières des régions arides ou semi-arides, génération et gestion de connaissances, données et échanges de l'information, communication, soutien technique/vulgarisation, services de consultation et formation ;

(vi) Appuyer et d'améliorer la recherche sur les politiques et les politiques qui soutiennent la recherche, la gestion des connaissances et le transfert des technologies à tous les niveaux.

Défis en matière de gestion des connaissances

Les connaissances émergent des institutions tant formelles qu'informelles. Ces institutions modèlent les moteurs clés (« peuple », « technologie » et « processus ») qui produisent l'effet sur les activités de gestion des connaissances. Ainsi, des défis majeurs pour la gestion des connaissances est l'incapacité à protéger la propriété intellectuelle, les atouts et les innovations, la recherche d'occasions pour améliorer les décisions, les services et les produits par l'intelligence additionnelle, l'accroissement de la valeur aux connaissances existantes et coordonner, organiser et pourvoir une certaine souplesse à son utilisation.

Les défis en matière de gestion des connaissances comprennent:

Défis culturels

- Les conflits axés sur les ressources transfrontalières au sein et en dehors de la région qui contraint l'échange des connaissances ;
- La capacité de l'IGAD à faire face à la demande dynamique et croissante du terrorisme international, aux crises économiques internationales et aux changements climatiques ;
- L'impact du fléau comme le VIH/sida, les famines, les guerres civiles et le niveau élevé de fuite des cerveaux
- Le style de gouvernance dans les États membres empêche la circulation de l'information et le transfert des connaissances**;**
- L'incapacité d'adopter de nouvelles technologies;
- Les normes socioculturelles et les tabous.

infrastructure Technologique

- Intégration insuffisante des bases de données existantes;
- Interopérabilité limitée;
- Outils de navigation limitées.

Processus et structure

- Insuffisance de processus des affaires et modelage;
- Insuffisance de documentation exacerbée par le manque de lignes directrices;
- Insuffisance d'intégration de connaissances dans les systèmes de planification;
- Insuffisance de capacité de demande de fonds pour l'innovation et la recherché;
- Insuffisance de méthodes normalisées d'évaluation des connaissances et de l'impact.

Opportunités de gestion des connaissances

Les connaissances sont acquises et gérées pour servir de base à la prise des décisions éclairées. Dans de nombreuses terres de la région IGAD il n'existe aucune information consolidée de l'étendue des terres, la manière dont elles sont utilisées, quels systèmes d'appropriation et de gestion sont mis en place, et quel est le potentiel de développement basé sur des études scientifiques systématiques. Ce manque de connaissances rend difficile l'élaboration de politiques éclairées. Une évaluation complète de la terre et des ressources naturelles est une base nécessaire pour la prise de décisions stratégiques et participatives sur la planification d'utilisation de terre, sur la gestion et le développement, et de quelle manière les activités pastorales peuvent être soutenues et être intégrées de leur mieux.

Les structures en matière de gestion des connaissances dans le cadre de l'ICPALD servent les Etats membres de l'IGAD et d'autres parties prenantes au sein de la région. La disponibilité de la qualité et de la mise à jour des données assurera la région à rester professionnellement compétente, à conserver les employés réhabilités, à offrir des produits professionnels de haute qualité, à rester souple et adaptable, à saisir les informations, à créer, à partager et à conserver les connaissances tout en s'appuyant sur les leçons apprises. Rien de tout cela n'est possible sans une attention continuelle sur la création, la mise à jour et la mise à disposition des informations de qualité pour une utilisation par tous les employés et les équipes au niveau de l'ICPALD et des États membres.

Les connaissances filtrées à partir des recherches existantes et des leçons apprises en matière résultats axés sur le processus de suivi et d'évaluation de IDDRSI (RBM & E), les Etats membres et les partenaires seront documentés et utilisés pour servir modèles de technologies axées sur les bonnes pratiques et porteuses de promesses qui illustrent la raison et la manière dont les différentes stratégies et approches fonctionnent dans des contextes spécifiques. Cette précieuse information est diffusée parmi les parties prenantes et les partenaires de milieu universitaire en forums convenables.

2.1.4. Défis multidimentionnels

- Les efforts au développement dans les zones pastorales et les secteurs de l'élevage de la plupart des États membres de l'IGAD font face aux divers défis externes ayant des degrés divers d'impacts. Ces défis externes sont présentés ci-dessous:

- Flambées épidémiques – Les foyers des maladies animales toujours grandissants et omniprésents suscitent des défis considérables aux ministères chargés de bétail et aux autres institutions connexes et aux parties prenantes entrainant l'imposition de restrictions à l'exportation liée à la maladie et ayant une influence négative sur la reprise du commerce en matière du bétail et de produits d'origine animale.
- Sécheresses récurrentes – les expériences des Etats membres en régions arides ou semi-arides sur les sécheresses récurrentes connaissent une fréquence croissante qui mène aux pertes en bétail, laissant des milliers de ménages des éleveurs sans un moyen de subsistance.
- Coût élevé et faible qualité de revenus - le coût élevé des aliments pour le bétail et d'autres intrants a augmenté le coût de production et a réduit la compétitivité de l'industrie du bétail. Les faibles qualités de revenus a exacerbé la productivité de l'élevage et de la rentabilité des entreprises d'élevage.
- L'instabilité des exigences en matière de commerce extérieur - les exigences rigoureuses qu'imposent les partenaires commerciaux a porté atteinte au commerce des animaux, de produits d'origine animale et au revenu. En outre, les exigences changeantes des consommateurs continuent de constituer des défis de conformité aux États membres de l'IGAD.
- L'insécurité dans les zones de production de bétail - l'insécurité dans les zones de production de bétail entrave le contrôle des maladies du bétail et l'accès aux marchés. Cela conduit à la perte des revenus et des moyens de subsistance pour les producteurs et d'autres acteurs de la chaîne des valeurs du bétail.
- Disponibilité en aliments et en eau pour animaux – les aliments et l'eau sont essentielle à la productivité de l'élevage. Cependant, les fluctuations saisonnières de la disponibilité de nourriture et d'eau imposent des défis à la production animale et la précipitation des conflits parmi les communautés et la faune qui sont en compétition pour ces ressources.
- Faible adoption de technologies appropriées – l'insuffisance des services de vulgarisation et les faibles revenus mènent à l'absence d'adoption des technologies éprouvées et, par conséquent, les niveaux de productivité et les revenus de ménages des éleveurs restent faibles.
- Insuffisance de gestion des mouvements de bétail: imposition de restrictions dans la mobilité du bétail.